

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/70

23 mai 2000

(00-2092)

Comité du commerce et du développement
Vingt-neuvième session

RAPPORT SUR LA COOPÉRATION TECHNIQUE 1999

Note du Secrétariat

Table des matières

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	3
I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE	4
A. ACTIVITÉS ENTREPRISES COMPARÉES AU PLAN TRIENNAL 1999	4
B. PART RELATIVE DES ACTIVITÉS ENTREPRISES PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS	5
C. RÉPARTITION RÉGIONALE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE	5
D. RÉPARTITION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE SELON LE TYPE D'ACTIVITÉ	8
E. PART RELATIVE DE LA DIVISION DE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE	9
II. COOPÉRATION TECHNIQUE: THÈMES	10
A. ACCESSIONS	10
B. AGRICULTURE	10
C. SESSIONS D'INFORMATION ET ASSISTANCE BILATÉRALE	12
D. POLITIQUE DE LA CONCURRENCE	12
E. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	13
F. ÉTABLISSEMENT DE CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC ET EMPLOI DE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT	14
G. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
H. ACCÈS AUX MARCHÉS	18
I. NOTIFICATIONS	20
J. RÈGLES	21
K. MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES	23
L. SERVICES	24
M. OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE	26
N. TEXTILES ET VÊTEMENTS	27
O. PROGRAMME DE FORMATION SUR L'OMC	28

	<u>Page</u>
P. COMMERCE ET ENVIRONNEMENT	28
Q. COMMERCE ET INVESTISSEMENT	29
R. EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES (EPC)	29
III. PROGRAMMES RÉGIONAUX/NATIONAUX ET PROJETS FINANCÉS PAR DES CONTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES	29
A. AFRIQUE	29
B. ASIE ET PACIFIQUE	32
C. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	34
D. PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE	34
E. MOYEN-ORIENT	36
IV. RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTÉGRÉES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE DES PAYS LES MOINS AVANCÉS: CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE (CI)	36
V. ASPECTS BUDGÉTAIRES	39
ANNEXE I TABLEAUX – ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE EN 1999	41
ANNEXE II ACTIVITÉS RÉALISÉES AU TITRE DU CADRE INTÉGRÉ	91
ANNEXE III CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC	98

INTRODUCTION

En 1999, les activités de coopération technique et de formation de l'OMC ont atteint le nombre de 382, soit une progression de 24 pour cent par rapport à 1998. Ces activités se sont déroulées dans 127 pays et ont concerné la plupart des Membres de l'OMC (100), des pays et territoires en voie d'accèsion (20), des pays qui ont fait savoir qu'ils souhaitaient accéder à l'OMC (sept) et un grand nombre de pays moins avancés, Membres de l'OMC ou non (27). Encore une fois, c'est essentiellement grâce aux contributions extrabudgétaires et à la participation active de certaines divisions de l'OMC que cette croissance des activités a été possible. Outre les fonds fournis par les donateurs habituels, de nouvelles contributions ont été reçues en 1999.

Actuellement, les contributions extrabudgétaires représentent environ 90 pour cent du financement total des activités de coopération technique. On s'attendait à ce que la troisième Conférence ministérielle de Seattle conduise à une décision visant à augmenter de façon permanente et à un niveau soutenable le budget ordinaire de l'OMC destiné à l'assistance technique, diminuant ainsi le recours à des contributions extrabudgétaires *ad hoc*. Dans la mesure où cette décision n'a pas été prise, la question du maintien du niveau d'activité atteint continue de se poser, sur le plan du soutien financier.

Le Secrétariat de l'OMC a poursuivi ses travaux de conception, de planification, de surveillance et d'évaluation des activités de coopération technique selon les lignes directrices, les modalités et la documentation préparées à cet effet.

En 1999, les délibérations du Comité du commerce et du développement concernant les modalités d'évaluation de la coopération technique au sein de l'OMC se sont poursuivies. À partir de l'été dernier, le Secrétariat a commencé à utiliser deux questionnaires spécifiquement conçus pour évaluer la coopération technique et établir le premier rapport d'évaluation contenu dans les pages suivantes.

Le présent rapport comprend une description concrète et qualitative des activités de coopération technique menées par l'OMC en 1999. On peut dire, d'une manière générale, que tout en respectant une approche fondée sur la demande, ces activités respectent un équilibre géographique et priorité est donnée aux pays les moins avancés et aux économies à faible revenu. L'assistance technique de l'OMC a couvert un nombre élevé et une grande diversité de pays, Membres et non Membres, ainsi qu'un très large éventail de sujets liés au commerce, qui ont été traités de manière générale et/ou spécifique selon les besoins des pays bénéficiaires.

Dans le présent rapport sur la coopération technique (1999), on trouvera au chapitre I une présentation générale de toutes les activités de coopération technique, de leurs caractéristiques, de leur répartition régionale et des domaines spécifiques couverts; le chapitre II propose une description non exhaustive des principaux thèmes abordés au cours des activités de coopération technique; le chapitre III détaille de manière plus approfondie les activités et les programmes régionaux/nationaux; le chapitre IV fait le point sur le suivi de la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés; et le chapitre V porte sur des aspects budgétaires.

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE¹

Au cours de l'année 1999, un total de 382 activités de coopération technique ont été organisées, mettant en jeu la plupart des divisions de l'OMC. Ce chiffre, comparé avec les 308 activités menées en 1998, révèle un accroissement de 24 pour cent. Ces activités se sont déroulées dans 127 pays, dont 100 Membres de l'OMC et 20 pays en voie d'accession, les sept pays restants étant des nations qui ont exprimé l'intention de rejoindre l'OMC. Sur les 100 pays Membres où se sont déroulées des activités d'assistance technique, la grande majorité étaient des pays en développement et 19 comptaient parmi les pays les moins avancés (PMA).² Huit autres PMA non Membres de l'OMC ont également été visités.

A. ACTIVITÉS ENTREPRISES COMPARÉES AU PLAN TRIENNAL 1999

Le programme de coopération technique de l'OMC (WT/COMTD/W/64), généralement appelé "Plan triennal", contient la liste des activités à entreprendre sur la période 2000-2001. Il s'agit d'un plan révisable, ajusté et mis à jour chaque année. Soixante-dix-neuf des 153 activités prévues ont été effectivement mises en œuvre. Parmi les 74 activités restantes, 26 ont été renvoyées au Plan triennal 2000 et les 48 autres ont été effectuées en combinaison avec d'autres d'activités ou annulées.

On peut dès lors conclure qu'environ la moitié des activités prévues pour 1999 ont été effectuées, soit 21 pour cent du nombre total d'activités mises en œuvre en 1999. Il faut ajouter à ce résultat 34 activités prévues dans le Plan triennal 1998 mais non exécutées au cours de l'année 1998 et donc reportées à 1999. Le nombre total d'activités dont il est fait référence dans les Plans triennaux 1998 et 1999 est donc de 113, soit 30 pour cent de l'ensemble des activités exécutées au cours de l'année 1999.

Tableau I

Plan triennal 1999 (PT99)

NOMBRE TOTAL D'ACTIVITÉS	382
Activités composant le PT99	153
Proportion des activités du PT99 dans l'ensemble des activités	40%
Activités prévues dans le PT99 et exécutées	79
• Taux d'exécution du PT99	52%
• Activités du PT99 exécutées/Activités totales	21%
Activités prévues dans le PT98 (et reportées sur 1999)	34
Nombre total d'activités dont il est fait référence dans le PT98 et le PT99	113
• Proportion sur l'ensemble des activités	30%
Activités auxquelles le PT98 et le PT99 ne font pas référence	269
• Proportion sur l'ensemble des activités	70%

¹ Des détails complets sur toutes les activités de coopération technique sont donnés dans l'annexe I.

² L'OMC compte actuellement 29 Membres classés parmi les pays moins avancés. Selon la définition des Nations Unies, 48 pays au total sont reconnus comme appartenant à ce groupe.

Un total de 269 activités (plus de 70 pour cent) ne sont pas référencées dans le Plan triennal. Cette proportion importante s'explique par le fait que la plupart des demandes d'assistance technique sont formulées "*ad hoc*", c'est-à-dire en cours d'année, et souvent à très court terme. Dans ce total sont également comprises des activités organisées conjointement avec d'autres organisations, ainsi que des activités auxquelles sont invités à participer des experts de l'OMC. Il est souvent impossible aux pays de connaître longtemps à l'avance leurs besoins spécifiques. Cette imprévisibilité, bien que compréhensible, fait naître une incertitude dont les répercussions s'étendent notamment à la planification, à la répartition des ressources humaines et aux aspects budgétaires et financiers de l'assistance technique. Elle complique la tâche du Secrétariat, qui consiste à fournir aux donateurs des indications claires sur les besoins financiers de l'assistance technique pour les années à venir et même pour l'année suivante.

B. PART RELATIVE DES ACTIVITÉS ENTREPRISES PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS

La taille relativement réduite du Secrétariat de l'OMC ne lui permet pas de prendre à sa charge toutes les activités de coopération technique entreprises par l'Organisation. De fait, ainsi que l'illustre le tableau II, 158 activités ont été organisées entièrement par l'OMC, soit une proportion de 41 pour cent du total. Il faut ajouter à celles-ci 86 activités menées conjointement avec d'autres institutions, soit une proportion de 23 pour cent du total, et 138 activités auxquelles l'OMC a participé en tant qu'invitée, soit 36 pour cent du total.

L'OMC crée et renforce un nombre croissant de liens avec des institutions, des organismes et des organisations, régionales ou autres, afin de collaborer à la mise en place d'activités. Il convient également de souligner l'augmentation de la sous-traitance d'activités, toutes les fois que cela est possible, afin de soulager la tâche du Secrétariat et de partager les frais des travaux préparatoires. Des Mémoires d'accord ont été souscrits par le Secrétariat de l'OMC et le Secrétariat d'autres organismes pour formaliser ces liens.

Tableau II

Activités de coopération technique selon l'organisateur chef de file

ACTIVITÉS ORGANISÉES ENTIÈREMENT PAR L'OMC	158
• Proportion sur l'ensemble des activités	41%
ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES INSTITUTIONS	86
• Proportion sur l'ensemble des activités	23%
ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE	138
• Proportion sur l'ensemble des activités	36%

C. RÉPARTITION RÉGIONALE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Concernant la répartition géographique des activités de coopération technique, le tableau III fournit une ventilation par région et montre que de gros efforts ont été faits en faveur des pays africains, qui ont bénéficié de près de 28 pour cent de l'ensemble des activités (106) en 1999. Les activités entreprises dans d'autres régions ont également augmenté, avec 79 activités menées dans la région Asie et Pacifique, 64 en Europe/Europe centrale et orientale et Asie centrale, 100 en Amérique latine et Caraïbes, et 33 au Moyen-Orient.

Le tableau fait également apparaître une augmentation de 14 pour cent des activités de coopération technique en Afrique (qui représentent presque 28 pour cent du total comme indiqué

ci-dessus) par rapport à 1998. La région Amérique du Nord/Amérique latine et Caraïbes a obtenu 100 activités, soit 26,2 pour cent du total et une augmentation d'environ 43 pour cent par rapport à 1998. La région Asie/Pacifique a donné lieu à 79 activités représentant plus de 20 pour cent du total et une croissance de 27,4 pour cent. Les activités dans les pays d'Europe/Europe orientale et centrale et d'Asie centrale se sont élevées à 64, soit 16,8 pour cent de l'ensemble et une croissance de 12,3 pour cent. Trente-trois activités ont été menées au Moyen-Orient, soit 8,6 pour cent du total et une augmentation de 26,9 pour cent.

Tableau III**Activités de coopération technique par région - 1999**

	Total	Pourcentage 1999	Augmentation relative 1999/1998
Afrique	106	28	14
Asie/Pacifique	79	21	27
Europe/Europe orientale et centrale et Asie centrale	64	17	12
Amérique du Nord ³ /Amérique latine et Caraïbes	100	26	43
Moyen-Orient	33	9	27

L'augmentation relativement importante de toutes les activités de coopération technique en fonction du temps (taux de croissance) et la répartition régionale de ces activités apparaissent dans le tableau IV. Ce tableau met également en relief la hausse substantielle, mais à des rythmes différents, du nombre absolu des activités menées dans toutes les régions. En 1999, les pays africains ont été les principaux bénéficiaires de la coopération technique, suivis de près par l'Amérique du Nord/Amérique latine et les Caraïbes.

Tableau IV**Activités de coopération technique par région
(Taux de croissance)**

Région	1995	1996	1996/ 1995	1997	1997/ 1996	1998	1998/ 1997	1999	1999/ 1998	Total
Afrique	20	43	115%	66	53%	93	41%	106	14%	328
Asie/Pacifique	20	28	40%	53	89%	62	17%	79	27%	242
Europe/Europe orientale et centrale et Asie centrale	17	16	-6%	32	100%	57	78%	64	12%	186
Amérique du Nord ³ / Amérique latine et Caraïbes	16	26	62%	58	123%	70	21%	100	43%	270
Moyen-Orient	6	11	83%	18	64%	26	44%	33	27%	94
Total	79	124	57%	227	83%	308	36%	382	24%	1 120

³ Se rapporte aux activités destinées aux pays en développement menées en Amérique du Nord.

La répartition des activités de coopération technique est également présentée par région et par organisation chef de file dans les annexes du présent document. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'OMC entreprend également des activités de coopération technique de concert avec d'autres organisations internationales; elle est en outre conviée à participer à des activités organisées par d'autres institutions. Le tableau V présente un résumé de ces informations.

Tableau V

Activités de coopération technique par région et organisation chef de file - 1999

Total: 382

Annexe 1: Activités entreprises par l'OMC	Total	Pourcentage du total des activités	Ventilation en pourcentage
Total	158	41	100
a. Afrique	43	11	27
b. Asie/Pacifique	33	9	21
c. Europe/Europe orientale et centrale et Asie centrale	25	6	16
d. Amérique du Nord/Amérique latine et Caraïbes	43	11	27
e. Moyen-Orient	14	4	9

Annexe 2: Activités entreprises conjointement avec d'autres organisations	Total	Pourcentage du total des activités	Ventilation en pourcentage
Total	86	23	100
a. Afrique	31	8	36
b. Asie/Pacifique	15	4	17
c. Europe/Europe orientale et centrale et Asie centrale	12	3	14
d. Amérique du Nord/Amérique latine et Caraïbes	23	6	27
e. Moyen-Orient	5	2	6

Annexe 3: Activités auxquelles l'OMC a été invitée	Total	Pourcentage du total des activités	Ventilation en pourcentage
Total	138	36	100
a. Afrique	32	8	23
b. Asie/Pacifique	31	8	23
c. Europe/Europe orientale et centrale et Asie centrale	27	7	20
d. Amérique du Nord/Amérique latine et Caraïbes	34	9	24
e. Moyen-Orient	14	3	10

D. RÉPARTITION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE SELON LE TYPE D'ACTIVITÉ

Rappelons que l'OMC exerce fondamentalement quatre types d'activités de coopération technique: des séminaires nationaux, des séminaires régionaux, des missions techniques et enfin des ateliers, conférences, colloques et stages. Le tableau VI présente un résumé des activités classées selon ces types.

Tableau VI

Activités de coopération technique, par type d'activité

Type d'activité	Région Année	Afrique	Asie/ Pacifique	Europe/Europe orientale et centrale et Asie centrale	Amérique du Nord/ Amérique latine et Caraïbes	Moyen- Orient	Total
Séminaires nationaux	1995	7	7	8	7	4	33
	1996	13	4	1	10	1	29
	1997	13	7	4	16	4	44
	1998	7	10	7	13	4	41
	1999	12	12	7	18	8	57
Total		52	40	27	64	21	204
Séminaires régionaux	1995	3	8	1	6	0	18
	1996	7	7	2	8	2	26
	1997	14	13	4	16	3	50
	1998	17	19	5	22	8	71
	1999	15	11	9	14	2	51
Total		56	58	21	66	15	216
Missions techniques	1995	10	3	0	2	1	16
	1996	9	5	1	1	3	19
	1997	21	12	8	9	5	55
	1998	44	20	8	12	6	90
	1999	33	19	5	35	9	101
Total		117	59	22	59	24	281
Ateliers, conférences, colloques, stages	1995	0	2	8	1	1	12
	1996	14	12	12	7	5	50
	1997	18	21	16	17	6	78
	1998	25	13	37	23	8	106
	1999	46	37	43	33	14	173
Total		103	85	116	81	34	419
Ensemble des activités	1995	20	20	17	16	6	79
	1996	43	28	16	26	11	124
	1997	66	53	32	58	18	227
	1998	93	62	57	70	26	308
	1999	106	79	64	100	33	382
Total		328	242	186	270	94	1 120

Le tableau VI montre qu'en 1999, les activités de coopération technique se sont réparties en ateliers et conférences de coopération technique (173), missions techniques (101), séminaires nationaux (57) et séminaires régionaux (51).

Le nombre des ateliers et des conférences auxquels a participé le Secrétariat a augmenté de 106 en 1998 à 173 en 1999, toutes régions comprises, la croissance la plus forte ayant eu lieu en Asie/Pacifique. En valeur absolue, le nombre le plus important de ces activités revient encore une fois à l'Afrique (46). Cette forte demande est le reflet d'un intérêt soutenu des pays à l'égard des questions de l'OMC et du besoin de résoudre les problèmes soulevés par la mise en œuvre des Accords. Les ateliers, conférences, tables rondes, stages de formation ont porté sur une grande diversité de thèmes, et abordé, en général, des questions bien précises de manière approfondie. Des ateliers en particulier, on peut dire qu'ils se caractérisent par une "approche concrète" en ce sens qu'ils sont conçus pour former et/ou familiariser des fonctionnaires avec les subtilités de tel ou tel accord. En outre, d'autres organisations ont continué de solliciter l'expertise du Secrétariat de l'OMC. Entre 1998 et 1999, le nombre des missions techniques a augmenté de 90 à 101 sous l'effet d'une demande constante d'assistance spécialisée, liée aux problèmes de mise en œuvre et de réglementation.

Les activités de coopération technique menées en Afrique ont essentiellement pris la forme d'ateliers, conférences, colloques et stages de formation (46), de missions techniques (33), de séminaires régionaux (15) et nationaux (12). L'augmentation du nombre des ateliers, des conférences, des colloques et des stages (de 25 en 1998 à 46 en 1999) s'explique notamment par la mise en œuvre du JITAP et du Cadre intégré (voir chapitre IV).

Dans la région Asie et Pacifique, le nombre total des activités est passé de 62 en 1998 à 79, la plupart des activités de coopération technique ayant pris la forme d'ateliers et de conférences (37), de missions techniques (19), de séminaires nationaux (12) et régionaux (onze).

Dans la région Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes, 100 activités au total ont été entreprises, contre 70, consistant le plus souvent en ateliers et conférences (33), missions techniques (35), séminaires nationaux (18) et séminaires régionaux (14).

Sur les 33 activités exécutées au Moyen-Orient, la plupart ont consisté en ateliers et conférences (14), séminaires nationaux (huit) et missions techniques (neuf).

En Europe/Europe orientale et centrale et Asie centrale, les activités de coopération technique (64) ont été organisées principalement sous forme d'ateliers, de conférences, de colloques, de stages de formation (43), dont la plupart se sont, en fait, déroulés au siège de l'OMC à Genève.

Si le type d'activité peut varier selon les régions, chaque région continue de bénéficier d'activités très diverses.

E. PART RELATIVE DE LA DIVISION DE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

On a souvent insisté sur le fait que la coopération technique est fournie par l'OMC dans son ensemble et pas uniquement par la Division de la coopération technique (TCD). Les informations disponibles (tableau VII) démontrent que 115 activités ont été menées par cette division, soit une proportion de 30 pour cent du total. Au total, 43 activités ont été organisées en association entre la Division de la coopération technique et d'autres divisions, soit 11 pour cent de l'ensemble, et 224 activités (59 pour cent), c'est-à-dire une grande majorité, par d'autres divisions. Il convient également de relever que cette croissance du nombre d'activités menées par toutes les divisions de l'OMC n'a été accompagnée que par une modeste augmentation de personnel. Comme le souligne, plus loin, le présent rapport, la croissance de la demande d'assistance technique se traduit par une augmentation équivalente de la charge de travail de la plupart des divisions.

Tableau VII

**Activités de coopération technique - 1999:
Division de la coopération technique (TCD) et/ou autres divisions**

	Total	Pourcentage 1999
Uniquement TCD	115	30
TCD conjointement avec d'autres divisions	43	11
Autres divisions (à l'exclusion de la TCD)	224	59

II. COOPÉRATION TECHNIQUE: THÈMES

A. ACCESSIONS

En 1999, le Secrétariat a continué de fournir une assistance technique aux pays en voie d'accéder à l'OMC. L'année s'est caractérisée par l'afflux des demandes visant à obtenir l'accession avant la Conférence ministérielle de Seattle; la Division des accessions s'est donc vue surchargée de travail. En raison de l'intensité inhabituelle du programme de réunions liées aux accessions, à Genève, il a été nécessaire de diminuer le nombre de missions techniques et d'orienter ces dernières vers une assistance aux délégations des gouvernements accédants au cours de leurs visites à l'OMC. Par ailleurs, le Secrétariat a consacré un temps considérable à aider ces gouvernements au cours des diverses étapes de l'accession, afin de garantir la rapidité et l'efficacité du flux d'informations entre les pays accédants et les gouvernements des Membres de l'OMC.

Parmi les pays visités en 1999, il faut mentionner notamment l'Arabie saoudite, la Géorgie et l'Estonie. On s'attend à une augmentation des demandes de missions d'assistance technique en 2000, et donc du nombre de missions réalisées.

B. AGRICULTURE

En 1999, la Division de l'agriculture et des produits de base a participé de façon intensive aux activités de coopération technique. Les demandes d'assistance, émanant des capitales ou des délégations établies à Genève, concernaient souvent la préparation de notifications ou les réponses à des questions spécifiques de mise en œuvre. L'assistance fournie à Genève a également pris la forme de stages de politique commerciale d'une durée de trois semaines organisés par la Division de la coopération technique, et de réunions tenues avec des représentants de pays en développement, comme cela a été le cas pour des fonctionnaires uruguayens (réunion sur les contingents tarifaires) et kenyans (réunion sur les sauvegardes). En outre, un certain nombre de réunions ont eu lieu avec des représentants d'entreprises du secteur privé, tels que les producteurs de sucre d'Afrique du Sud et les producteurs de rhum des Caraïbes, ainsi que des ONG, telles que Consumers International et le Fonds mondial pour la nature. Plusieurs pays accédants, parmi lesquels la Géorgie, la Jordanie et le Taipei chinois ont demandé, à Genève, une assistance touchant le processus d'accession; d'autres, notamment le Viet Nam et la Chine, ont demandé une assistance dans leurs capitales.

Un nombre important de séminaires, d'ateliers et de colloques ont eu lieu en 1999, allant de séminaires d'une journée organisés par des ONG en Europe à des ateliers d'une semaine mis en place, en Afrique, par des organismes d'entraide officiels. Il faut par ailleurs inclure parmi les activités la participation aux stages de politique commerciale préparés par la Division de la coopération technique en collaboration avec des organismes régionaux, tels que l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et la Banque islamique de développement, qui ont eu lieu au Paraguay pour les pays d'Amérique latine, au Pakistan pour les pays d'Asie centrale et en Autriche pour les pays de

l'Europe orientale. La division a aussi pris part à des séminaires nationaux et régionaux organisés par des organisations internationales et nationales comme la CNUCED en Côte d'Ivoire, le Ministère de l'agriculture en Colombie, et la CEDEAO au Nigéria.

Le type d'assistance fourni dépendait essentiellement des besoins spécifiques de chaque mission. Pour nombre de pays en développement, une présentation générale de l'Accord sur l'agriculture est nécessaire; en revanche, pour de nombreux séminaires régionaux, une exposition succincte, suivie d'une discussion au cours de laquelle il est possible d'aborder des problèmes spécifiques, est souvent mieux adaptée aux besoins. La compréhension de l'Accord varie de façon considérable selon les pays et, au sein d'un même pays, selon les groupes; il est donc indispensable d'adapter les présentations au public concerné. On peut dire, d'une manière générale, que les présentations appartiennent à trois catégories. La première fournit une vue d'ensemble de l'Accord sur l'agriculture; la deuxième traite de séries de dispositions spécifiques portant, au sein de l'Accord, sur une seule question générique, liée par exemple à l'accès aux marchés; la troisième intéresse la totalité de l'Accord et les effets de ce dernier sur un produit ou un groupe de produits en particulier, comme le sucre ou la viande de bœuf. En outre, un autre type de présentation, devenu nécessaire depuis le début de l'année 1999, vise à aider les pays à se préparer aux négociations imposées concernant la poursuite du processus de réforme de l'agriculture.

Il est clair qu'un travail conséquent, portant sur les détails et les incidences de l'Accord sur l'agriculture, reste à réaliser dans de nombreux pays. Par ailleurs, l'augmentation du volume des transactions commerciales et l'amélioration des possibilités d'échange donnent de plus en plus d'importance à l'Accord. Certains indices permettent de penser que les effets du travail réalisé par l'OMC et d'autres organisations internationales comme la FAO, le CCI et la Banque mondiale commencent à se faire sentir; il est toutefois indéniable que la politique commerciale n'est qu'un des nombreux facteurs que certains pays parmi les plus pauvres doivent prendre en compte pour tirer parti des opportunités créées par les Accords de l'OMC. L'amélioration des infrastructures, le redressement suivant les catastrophes d'origine naturelle ou humaine, la recherche des politiques macro-économiques les plus appropriées ne sont pas moins importants. À mesure que le commerce gagne en importance, ces contraintes matérielles, de même que les difficultés que provoquent parfois des systèmes d'administration douanière pesants, sont analysées par un nombre grandissant de participants à ces réunions.

Parmi les principaux obstacles aux activités de coopération technique dans le domaine agricole, il faut mentionner en particulier:

- la difficulté de parvenir à une coordination interne satisfaisante dans les pays demandeurs de coopération technique dans la mesure où plusieurs ministères s'occupent d'agriculture, de commerce et d'affaires étrangères (de fait, ces problèmes de coordination entre ministères sont fréquents dans tous les pays, quel que soit leur degré de développement);
- un certain défaut de coordination entre les organisations internationales. Il serait souhaitable, pour éviter ce problème, que des représentants de l'OMC aient la possibilité de participer à des activités menées par d'autres organisations; les limitations en ressources humaines et financières rendent malheureusement cette solution impraticable dans la majorité des cas;
- les nombreuses contraintes qu'il est nécessaire de surmonter au plan national pour exploiter pleinement les opportunités commerciales. Ces contraintes vont de l'instabilité du tissu juridique et social à l'insuffisance de l'infrastructure matérielle. Les gouvernements, tout en reconnaissant l'importance du commerce pour le développement, se concentrent parfois sur les contraintes les plus évidentes;

- la concentration sur les marchés nord-américains et européens causée par la richesse des pays développés, associée au Système généralisé de préférences grâce auquel les pays en développement obtiennent un accès préférentiel aux marchés les plus riches. Le niveau élevé des normes techniques et d'innocuité, la présence de marques établies et la saturation des marchés rendent toutefois problématique toute possibilité future d'expansion. Une réorientation visant à concentrer les efforts des pays sur les marchés de proximité offrant un certain potentiel de croissance peut ouvrir des perspectives d'augmentation des échanges commerciaux et du niveau de développement.

En dernier lieu, il faut signaler que malgré l'amélioration des exportations agricoles provenant des pays en développement depuis l'issue du Cycle d'Uruguay, certains de ces pays estiment que leur situation s'est détériorée. Ce problème délicat se présente au moment où l'OMC entame des négociations sur la poursuite des réformes dans le secteur agricole. L'importance attachée à la préparation des pays en vue de ces négociations n'a cessé de croître au cours de l'année 1999 et cette tendance se poursuivra probablement pendant l'an 2000.

C. SESSIONS D'INFORMATION ET ASSISTANCE BILATÉRALE

Au cours de la première semaine de novembre 1999, l'OMC a organisé ce qui est généralement appelé la "Semaine de Genève" à l'intention des délégués de Membres de l'OMC et de pays qui ont le statut d'observateurs. L'objectif de cette "Semaine de Genève" était de fournir aux délégations non représentées au siège une description aussi claire que possible des questions préparées pour la troisième Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle, l'approche adoptée pour ces questions et l'aide mise à leur disposition à Genève par l'OMC et d'autres organisations. Le format interactif adopté favorisait la participation des délégations invitées.

Des sessions d'information sont périodiquement organisées à l'intention des délégations en poste à Genève et de fonctionnaires de pays les moins avancés, de pays en développement, d'économies en transition et de pays en voie d'accession en visite à Genève. Ces sessions d'information sont organisées soit individuellement pour des délégations et des responsables, soit collectivement pour plusieurs délégations. Elles constituent un aspect très important de l'assistance technique et traitent de questions spécifiques intéressant des pays individuellement ou des groupes de pays.

De manière courante, le Secrétariat assure une assistance technique bilatérale aux Membres. Celle-ci consiste essentiellement à aider des Membres et des pays accédants en leur fournissant, sur demande, des renseignements et des orientations concernant tous domaines couverts par les Accords de l'OMC. Ce type d'assistance peut être fourni dans le cadre de réunions entre les membres du personnel de l'OMC et les délégations, par courrier électronique, par écrit ou par téléphone/télécopie.

D. POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

Le paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Singapour dispose que les pays en développement Membres, et en particulier les moins avancés d'entre eux, pourront utiliser le programme de coopération technique du Secrétariat pour pouvoir participer plus facilement aux travaux du Groupe de travail chargé d'examiner l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC, établi par le paragraphe 20 de la Déclaration. Plus précisément, le but poursuivi par le programme de coopération technique de l'Organisation dans ce domaine consiste à permettre aux pays en développement et aux autres pays de participer plus facilement au travail de l'OMC sur le commerce et la politique de concurrence, notamment grâce à: i) la diffusion d'informations concernant l'évolution des techniques et de la politique commerciale et de la concurrence parmi les délégués en poste à Genève et dans les diverses régions en développement; et ii) l'organisation de contacts et de dialogues bilatéraux portant sur les questions soulevées auprès de

l'OMC dans ce domaine, entre les délégués et certaines personnalités du milieu universitaire, des experts du secteur privé et de la société civile bien informés, ainsi que des hauts fonctionnaires des pays développés et en développement en poste dans les capitales et responsables de la politique de la concurrence. Au cours de l'année écoulée, un certain nombre d'activités poursuivant ces objectifs ont été entreprises. Dans plusieurs cas, ces activités ont été menées avec la contribution de membres du personnel et/ou l'aide financière d'autres organisations intergouvernementales, dont en particulier la CNUCED et la Banque mondiale.

Deux colloques portant sur des questions relatives à la politique de la concurrence et au système commercial multilatéral se sont tenus au siège de l'OMC au cours de l'année. Le premier, qui a eu lieu le 17 avril 1999, avait pour objet le bien-fondé des principes fondamentaux de l'OMC, la coopération internationale et la contribution de la politique de la concurrence aux objectifs de l'OMC. Le deuxième, tenu le 13 septembre 1999, portait sur les vues des organisations de la société civile quant au rôle de la politique de la concurrence dans une économie de marché saine, et les liens entre cette politique et le système commercial multilatéral. Ces colloques ont été organisés grâce à la contribution de membres du personnel et à l'aide financière des Secrétariats de la CNUCED, de la Banque mondiale et d'autres organisations. Les exposés et les comptes rendus des débats de ces colloques et de ceux qui ont eu lieu en 1997 et 1998 feront l'objet d'une publication. Le but de cet ouvrage, qui sera édité conjointement par le personnel des Secrétariats de l'OMC, de la CNUCED et de la Banque mondiale, est de permettre une meilleure compréhension des questions soulevées au cours des colloques.

En mai 1999, le Secrétariat de l'OMC et la Banque asiatique de développement ont présenté conjointement à Chiang Mai, Thaïlande, un séminaire régional sur les mesures commerciales correctives et la politique de la concurrence, auquel ont assisté de nombreux pays de l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est.

Au cours de l'année, les membres du personnel du Secrétariat de l'OMC ont, en outre, pris part à des conférences, des ateliers et des séminaires de formation parrainés par d'autres organisations et portant sur le rapport entre le commerce et la politique de la concurrence, à l'intention de pays en développement. Mentionnons en particulier: i) un atelier de l'APEC sur la politique de la concurrence et la déréglementation, à Christchurch, Nouvelle-Zélande en avril-mai 1999; ii) un séminaire de formation destiné au personnel d'organisations non gouvernementales et parrainé par la CUTS (*Consumer Unity and Trust Society*), à Jaipur, Inde, en juillet 1999; iii) un séminaire sur la politique de la concurrence réservé aux pays de la CARICOM et parrainé conjointement par la CNUCED, le Secrétariat de la CARICOM et l'Université of the West Indies en octobre 1999; et iv) une conférence sur la politique de la concurrence dans le MERCOSUR, organisée par l'agence nationale de la concurrence brésilienne (CADE), en novembre 1999.

Les exposés présentés au cours de plusieurs sessions du stage de politique commerciale de l'OMC constituent un élément supplémentaire des activités de coopération technique du Secrétariat de l'Organisation liées à l'interaction entre le commerce et la politique de la concurrence. Des présentations et des exposés spéciaux ont également été donnés à l'intention de diverses organisations qui ont visité l'OMC au cours de l'année. Pour terminer, il faut souligner que les informations et les conseils fournis de façon courante et sans aucune formalité aux délégations dans le but de faciliter leur participation au Groupe de travail sur l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence constituent un volet important de l'activité des membres du personnel de l'OMC dans ce domaine.

E. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

En application de l'article 27:3 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, la Division de la coopération technique a organisé, conjointement avec la Division des affaires juridiques, les treizième, quatorzième et quinzième stages

spéciaux sur les procédures et pratiques de règlement des différends. Ces stages ont eu lieu respectivement du 22 au 25 mars 1999, du 1^{er} au 4 juin 1999 et du 26 au 29 octobre 1999. Ils visaient à permettre à des fonctionnaires de pays Membres développés et en développement, ainsi qu'à des pays en voie d'accession, de mieux comprendre le fonctionnement du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, pour qu'ils puissent efficacement conseiller leurs gouvernements sur toutes les questions liées à la mise en œuvre et à l'application de l'Accord de l'OMC. Le programme comprenait une présentation d'ensemble du système GATT/OMC, suivie d'une présentation détaillée des procédures et pratiques de règlement des différends. Il comportait aussi un important volet pratique et interactif prévoyant une participation active à des études de cas et à des simulations des travaux de groupes spéciaux. Au total, 120 participants ont suivi ces stages.

Comme il l'envisageait dans le rapport de l'an dernier, le Secrétariat a organisé, avec l'aide financière de gouvernements donateurs, un certain nombre d'ateliers régionaux et sous-régionaux sur les procédures et pratiques de règlement des différends à l'intention de fonctionnaires de pays en développement. Six stages ont été organisés l'an dernier; le premier pour les pays insulaires du Pacifique, du 13 au 16 avril 1999 à Sydney, Australie; le deuxième s'est tenu à Budapest, Hongrie, du 26 au 29 avril 1999; le troisième à Rabat, Maroc, du 29 juin au 2 juillet 1999; le quatrième, à l'intention des pays arabes, a eu lieu du 13 au 16 septembre 1999 à Beyrouth, Liban; et le cinquième, pour les ministres de la justice de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, à Roseau, Commonwealth de Dominique, du 6 au 8 décembre 1999. Un atelier régional de perfectionnement sur les règlements des différends s'est tenu du 6 au 8 avril 1999. Le Secrétariat prévoit d'organiser d'autres stages de ce type au cours des deux prochaines années dans toutes les régions, en fonction toutefois des disponibilités de financement dans le cadre du budget ordinaire de l'OMC ou grâce à des contributions de donateurs.

En 1999, les pays en développement ont participé activement au processus de règlement des différends, en qualité tant de requérants que de défendeurs. En application des dispositions de l'article 27:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, plusieurs pays en développement ont demandé l'aide de la Division de la coopération technique sur divers points de droit et en diverses circonstances. L'assistance qui a été fournie a consisté à donner des avis juridiques aux pays concernant leurs droits et obligations au titre de l'Accord de l'OMC, à évaluer les argumentations préparées par les Membres afin d'engager ou de défendre une action au titre de l'un des Accords traités, à entreprendre des recherches et à formuler des avis d'ordre juridique.

F. ÉTABLISSEMENT DE CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC ET EMPLOI DE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

L'emploi de plus en plus généralisé des outils informatiques permet d'améliorer l'exécution des activités de coopération technique de l'OMC. Un cours de formation a été conçu sous forme électronique pour élargir le champ de diffusion des explications concernant les Accords de l'OMC et mieux les faire connaître. Des forums en ligne ont été organisés, permettant aux fonctionnaires des Membres de l'OMC en poste dans des lieux éloignés de participer à des discussions thématiques. Les forums en ligne de l'année 1999 proposaient notamment les thèmes suivants: "Pays en développement à faible revenu dans le cadre du GATT/OMC", organisé de janvier à mars; "Régionalisme", organisé en mars et avril; "Pays en développement et Cycle du millénaire", organisé en octobre. En outre, le site Web sur le commerce et le développement, résultat d'un effort conjoint de l'OMC et de la Banque mondiale, continue de fournir, en ligne, des informations utiles qui permettent aux décideurs des pays en développement de mieux comprendre et utiliser les règles et mécanismes de l'OMC.

i) Centres de référence de l'OMC

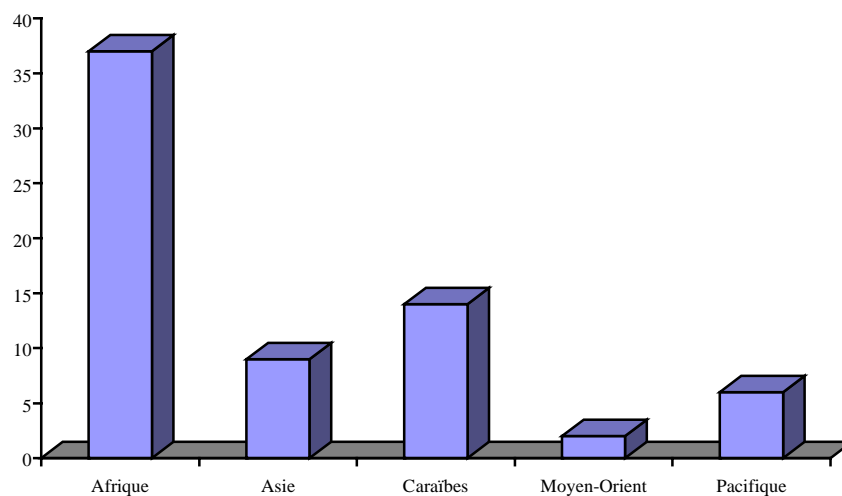
L'établissement de Centres de référence de l'OMC dans plusieurs pays en développement a contribué à améliorer les flux d'informations entre le Secrétariat de l'OMC et les ministères du commerce des Membres. Le programme des Centres de référence de l'OMC est issu de la Division de

la coopération technique. Ce programme a été conçu comme une composante du Programme intégré OMC/CNUCED/CCI (JITAP)⁴ visant à fournir une assistance technique renforcée aux pays auxquels le Directeur général de l'OMC et le Directeur exécutif du CCI avaient rendu visite en janvier 1996. À Midrand (Afrique du Sud), fin avril 1996, l'OMC, la CNUCED et le CCI ont conjointement lancé le JITAP, qui couvre huit pays. À l'issue de la Réunion de haut niveau sur les initiatives visant à intégrer les pays les moins avancés au développement des échanges en octobre 1997 et compte tenu des difficultés auxquelles se heurtent les petits États insulaires Membres, les Centres de référence de l'OMC ont été étendus, à la fin de décembre 1999, à 68 pays. La mise en œuvre du programme a débuté au cours du quatrième trimestre 1997 et dépend essentiellement de l'offre.

La place spécialement importante réservée aux pays les moins avancés dans le programme fait de l'Afrique, le continent qui entre tous compte le plus grand nombre de PMA, le principal bénéficiaire des Centres de référence de l'OMC. Tous les PMA africains, Membres et observateurs, à l'exception du Sierra Leone (en raison de son instabilité politique) ont bénéficié du Programme des Centres de référence de l'OMC. La distribution régionale des Centres de référence de l'OMC est présentée sous forme graphique ci-dessous. Pour les PMA, l'équipement et la formation sont tous deux fournis tandis que seule la formation est proposée aux autres pays en développement.

Il existe 37 Centres de référence de l'OMC en Afrique, 14 dans les Caraïbes, neuf en Asie, six dans le Pacifique et deux au Moyen-Orient.

Répartition géographique des Centres de référence de l'OMC



En 1999, les activités de suivi ont compris notamment le remplacement de matériel informatique en République centrafricaine, l'acquisition d'une imprimante pour le Mozambique, d'une unité centrale pour le Bénin, d'un onduleur au Burkina Faso et au Ghana et l'obtention de limiteurs de tension pour la République centrafricaine, le Tchad et le Burkina Faso. Presque 48 000 pages des principaux titres des Nouvelles quotidiennes de l'OMC ont été envoyées à l'ensemble des Centres de référence de l'OMC au cours de l'année 1999.

⁴ Le programme JITAP a été élaboré par le CCI, la CNUCED et l'OMC pour aider différents PMA et pays africains à participer plus efficacement à la mise en place du système commercial multilatéral et à en tirer profit.

Les données en retour obtenues des Centres de référence démontrent que ces derniers se sont convertis en une source d'information indispensable sur l'OMC pour les gouvernements et les entreprises. Certains utilisateurs considèrent les Centres de référence comme une sorte de "point d'achat" permettant l'obtention d'informations groupées sur l'OMC et les échanges commerciaux; d'autres estiment que la formation fournie est utile dans la mesure où elle permet de diminuer le temps passé à la recherche en ligne de documents et d'informations sur l'OMC. Les pays bénéficiant des Centres de référence de l'OMC les regardent de plus en plus comme des bureaux nationaux de l'OMC situés dans le cyberspace qui leur permettent d'obtenir instantanément des réponses à la plupart des interrogations liées à l'Organisation, ainsi que les informations connexes. L'annexe III du présent rapport contient une liste des Centres de référence de l'OMC et les adresses des personnes à contacter.

Pour l'an 2000, les perspectives font prévoir une extension du programme des Centres de référence de l'OMC dans d'autres pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine, d'Amérique centrale, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Asie, en fonction des disponibilités financières. Les activités impliquent la mise en place d'une série de séminaires de formation concernant ces Centres en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et le Pacifique. Les fonctionnaires responsables de la politique commerciale des PMA et des autres pays en développement seront ensuite invités par l'OMC à suivre des stages de formation pratique complémentaires dans un centre régional. Il est également prévu de proposer le programme des Centres de référence de l'OMC à des organismes sous-régionaux tels que le CARICOM, la SADC, la CEDEAO, l'UEMOA et le COMESA qui pourront aider le Secrétariat à fournir à leurs membres respectifs des informations sur l'OMC et la formation correspondante. Les principaux titres des Nouvelles quotidiennes de l'OMC continueront d'être fournis à tous les Centres de référence en l'an 2000. Par ailleurs, l'OMC envisage la possibilité d'offrir une connexion Internet gratuite à tous les Centres de référence de l'OMC situés dans les pays les moins avancés grâce à un financement sur les fonds d'affectation spéciale.

Au cours de l'année écoulée, la Division de la coopération technique a, une fois de plus, bénéficié de l'étroite collaboration d'autres divisions du Secrétariat dans la mise en œuvre du programme des Centres de référence de l'OMC. Il faut mentionner en particulier la Division de l'information et des relations avec les médias, la Division de l'informatique, la Division des services linguistiques et de la documentation et la Division des statistiques.

ii) L'informatique au service du développement (ISD)

Le site Web du Centre du commerce et du développement est un site Internet qui propose des guides d'information et de formation conçus pour répondre aux besoins des responsables du commerce des PMA et des autres pays en développement. Ce site reçoit environ 5 000 visiteurs par mois. Il contient notamment:

- des forums en ligne sur des questions commerciales présentant un intérêt pour les pays en développement: trois forums ont été organisés l'an dernier, avec la participation d'usagers du monde entier, principalement de PMA et d'autres pays en développement;
- des études de cas sur des pays en développement: ces études de cas ont été réalisées et sont disponibles sur le site;
- des guides interactifs de formation: ces guides peuvent être consultés en ligne ou téléchargés à partir du site Internet.

Le développement de moyens de formation et d'information électroniques destinés aux PMA et aux autres pays en développement continue d'être un point essentiel. Parmi les activités actuelles et futures, citons:

- la poursuite de la mise au point de matériels informatisés sur Internet et sur CD-ROM destinés aux Centres de référence de l'OMC, ainsi qu'à un emploi dans le cadre d'autres activités de l'OMC, dont les stages de politique commerciale;
- l'élargissement du site Internet de l'ISD pour inclure d'autres études de cas, forums en ligne et autre documentation;
- l'élaboration d'une bibliothèque d'outils d'apprentissage interactif sur CD-ROM. Le premier module de ce type, qui concerne l'Accord sur les textiles et les vêtements, offre aux utilisateurs trois heures de matériel didactique interactif. L'objectif est de développer des modules similaires pour tous les autres Accords de l'OMC;
- le réseau mondial pour l'enseignement à distance de la Banque mondiale. Ce projet, lancé par la Banque mondiale, consiste à utiliser les technologies informatiques pour mettre en œuvre des programmes de formation (enseignement à distance) et fournir aux pays en développement l'accès aux bases de données informatisées. Ce système de communication à l'échelle mondiale met en jeu des liaisons entre ordinateurs, l'utilisation de vidéoconférence analogique et des salles de classe interactives. Les premiers Centres ont été mis en place par la Banque mondiale en 1997 grâce aux installations déjà existantes des bureaux de l'organisme dans les capitales des pays en développement. L'étape actuelle du projet consiste à établir des Centres d'enseignement à distance appartenant, dans chaque pays participant, à des institutions de formation et d'éducation qui deviennent responsables de leur fonctionnement. Le réseau couvre plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique du Sud. En 1999, l'OMC a continué de fournir sa collaboration à la Banque mondiale dans le cadre de ce projet. À ce jour, un projet pilote a eu lieu, au cours duquel l'OMC a utilisé le réseau de la Banque pour un séminaire interactif sur les notifications, d'une durée de six heures. Cette session, organisée à partir du Secrétariat de l'OMC, à Genève, était destinée à environ 60 fonctionnaires des ministères du commerce de quatre pays africains. Un échange particulièrement animé s'en est suivi entre les spécialistes de l'OMC à Genève et les 60 participants africains.

La formation à l'utilisation de la documentation informatisée accessible sur Internet et CD-ROM, notamment à l'utilisation des bases de données spécialisées, reste, selon les responsables du commerce des PMA et d'autres pays en développement, la nécessité la plus importante.

G. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Dans ce domaine, la coopération avec l'OMPI, qui repose sur l'Accord de coopération passé entre les deux organisations, a joué un rôle essentiel. Ainsi, des spécialistes envoyés par les deux Secrétariats participent souvent aux séminaires des deux organisations qui ont lieu hors de Genève, de même qu'à des activités à Genève même. En application de l'Accord de coopération, le Bureau international de l'OMPI et le Secrétariat de l'OMC ont lancé en juillet 1998 une initiative conjointe en matière de coopération technique pour aider les pays en développement à respecter avant l'an 2000 les engagements qu'ils ont pris en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Au titre de l'initiative conjointe, les deux organisations s'engagent à utiliser les ressources disponibles pour aider, à la demande, les pays en développement Membres de l'OMC à satisfaire aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC dans les délais impartis. Fin 1999, plus de 30 Membres avaient présenté une demande d'assistance technique à l'une ou l'autre des organisations, ou aux deux, dans le cadre de l'initiative conjointe. Il faut noter que ce chiffre ne comprend que les pays en développement qui ont présenté une demande d'assistance spécifiquement dans le cadre de l'initiative conjointe. Il va de soi qu'un nombre beaucoup plus grand de pays ont profité de l'assistance technique fournie séparément par chaque organisation, ou conjointement dans le cadre de l'Accord de coopération.

À la suite d'échanges entre les deux organisations sur la façon de répondre à chacune des demandes présentées dans le cadre de l'initiative conjointe, le Bureau international de l'OMPI s'est chargé d'organiser et de fournir le gros de l'assistance demandée. Le Secrétariat de l'OMC a participé à ces activités dans la mesure où ses ressources le permettaient. En 1999, les membres du personnel de l'OMC ont pris part à huit événements organisés par l'OMPI hors de Genève. Dans certains cas, le Secrétariat de l'OMC s'est chargé de fournir l'assistance dans le cadre de l'initiative conjointe, en particulier lorsqu'il s'agissait de questions touchant les mécanismes de l'OMC. Un autre mode de suivi a été l'organisation d'activités conjointes en vue de répondre aux questions soulevées dans le cadre de l'initiative conjointe. Un colloque conjoint OMPI-OMC relatif à la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC a été organisé à l'intention des pays francophones d'Afrique subsaharienne et deux séminaires nationaux conjoints ont eu lieu en Amérique latine. Parmi les activités rattachées à l'initiative conjointe, il faut encore mentionner un colloque conjoint UPOV-OMPI-OMC sur la protection des variétés végétales, qui s'est tenu à Genève. Ce colloque a été suivi de trois ateliers régionaux conjoints UPOV-OMPI-OMC sur la protection des variétés végétales, qui ont eu lieu en Égypte, au Kenya et en Thaïlande.

Le Secrétariat a également fourni une assistance technique conjointe avec diverses autres organisations intergouvernementales, dont l'Office européen des brevets, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation mondiale de la santé, ainsi qu'avec des gouvernements et organismes au niveau national. Le Secrétariat a fourni des intervenants à onze événements hors de Genève, concernant le thème de la propriété intellectuelle et préparés par ces organisations, gouvernements et organismes.

Il convient, en outre, de rappeler qu'une grande partie du travail des fonctionnaires du Secrétariat s'occupant des questions de propriété intellectuelle a consisté à répondre à des demandes de renseignements émanant des représentants des États Membres à Genève et dans les capitales. Ce type de conseil et de renseignement a également été fourni à des fonctionnaires de pays accédants et à des représentants du secteur privé.⁵

H. ACCÈS AUX MARCHÉS

En 1999, la Division de l'accès aux marchés – conjointement avec la Division de la coopération technique et des consultants externes – a fourni une assistance technique sur des questions appartenant à son domaine de compétence, en particulier sur les questions tarifaires et les barrières non tarifaires, ainsi que sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC sur l'évaluation en douane, l'inspection avant expédition, les licences d'importation et les règles d'origine. L'assistance de la division a également eu pour objet l'Accord sur les technologies de l'information et le programme de travail de l'OMC relatif à la facilitation des échanges commerciaux.

L'assistance relative aux questions d'accès aux marchés a été effectuée dans le contexte de séminaires et d'ateliers sur le thème de l'accès aux marchés. Un certain nombre de missions techniques destinées à aider les pays en développement et en voie d'accession dans la préparation et la transposition de leurs listes tarifaires ont été organisées. Un programme d'assistance a, en outre, été conçu couvrant la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane, ainsi que la communication des données à la base de données intégrée (ce sujet était à la charge de la Division des statistiques).

⁵ Pour obtenir de plus amples informations, voir la note du Secrétariat intitulée "Activités de coopération technique du Secrétariat dans le domaine des ADPIC", datée du 15 octobre 1999 et diffusée dans le document IP/C/W/156. On trouvera dans le document IP/C/W/155/Add.4 d'autres renseignements concernant les activités de coopération technique de l'OMPI liées à la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, dont notamment les informations sur la mise en œuvre de l'initiative conjointe.

Évaluation en douane

Dans le cadre du programme d'assistance technique sur l'évaluation en douane, la Division de l'accès aux marchés a continué d'envoyer des consultants experts dans le domaine de l'évaluation en douane aux pays en développement qui utilisent actuellement le délai de transition de cinq ans prévu par l'article 20:1 de l'Accord. Ce programme s'est accru de façon considérable pendant l'année 1999. Au total, 23 missions ont été réalisées, contre dix entre mai et décembre 1998. Parmi les activités entreprises, il faut citer notamment la configuration de programmes de mise en œuvre; la révision de projets de législation; l'assistance relative à la restructuration et à la réorganisation des administrations douanières; l'analyse de l'Accord à l'aide d'exemples et d'études de cas; l'organisation de séminaires destinés aux responsables des douanes, aux fonctionnaires du gouvernement et aux responsables du secteur privé; et enfin l'assistance relative à l'utilisation des bases de données et des systèmes informatiques.

Base de données intégrée (BDI)

Le 16 juillet 1997, le Conseil général a adopté une décision relative à la communication de renseignements pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels (BDI)⁶ selon laquelle:

- "1. Les Membres de l'OMC communiqueront au Secrétariat, sur une base annuelle, les renseignements mentionnés dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1.
2. Le Secrétariat fournira aux Membres qui en feront la demande une assistance technique concernant la communication des données requises pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels."

Comme le proposait le document intitulé "Programme d'assistance technique concernant la BDI" (G/MA/IDB/W/3/Rev.1), l'assistance technique liée à la BDI s'est effectuée de diverses façons. Conjointement avec la BID et le Secrétariat du SIECA, le Secrétariat a pris part à l'élaboration d'un logiciel pour PC destiné à la préparation des communications; le Secrétariat de l'OMC a également organisé des séminaires régionaux, ainsi que des missions et/ou séminaires nationaux sur la BDI; enfin, le Secrétariat a fourni une formation sur la BDI dans le cadre de séminaires régionaux ordinaires de l'OMC.

i) Élaboration d'un logiciel pour PC destiné à la préparation des communications

En décembre 1997, le Comité de l'accès aux marchés de l'OMC a décidé qu'il fallait utiliser le logiciel d'entrée de données élaboré en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) pour aider les pays Membres à préparer leurs communications dans le cadre de la BDI. Le Secrétariat de l'OMC a pris part à la préparation et à l'amélioration de ce logiciel dès le début du développement de celui-ci. Au mois de juillet 1999, trois ateliers destinés à la présentation du logiciel d'entrée de données relatives à l'accès aux marchés ont eu lieu respectivement en Argentine (INTAL, Buenos Aires), au Guatemala (SIECA, Guatemala) et au Pérou (Communauté andine, Lima). Les pays ont eux-mêmes sélectionné les participants qui représentaient les divers ministères et secrétariats chargés de la collecte et/ou de la préparation des données commerciales et tarifaires. Au cours des ateliers, les représentants de 13 pays ont préparé leurs communications nationales (ou des échantillons de celles-ci lorsque les données n'étaient pas complètes) de données commerciales et tarifaires.

⁶ WT/L/225.

ii) *Missions nationales et séminaires régionaux*

Depuis le lancement du programme d'assistance technique (1998), le Secrétariat a organisé cinq missions d'assistance technique nationales. Ces missions ont porté sur la préparation des communications concernant les tarifs douaniers et le commerce ainsi que sur la résolution de problèmes spécifiques auxquels se sont heurtés les pays pendant cette préparation. En outre, le Secrétariat a mis en place deux séminaires régionaux portant sur la BDI, à l'intention de 18 économies membres de l'APEC (1998) et de dix pays de l'ANASE (1999). Par ailleurs, la BDI a été intégrée dans les séminaires régionaux ordinaires de l'OMC (six en Afrique, deux en Asie, un en Amérique centrale et un dans les Caraïbes), de même que dans les stages de politique commerciale de l'OMC destinés aux pays en développement et qui se tiennent trois fois par an à Genève, et dans les autres stages de politique commerciale de courte durée mis en place de façon occasionnelle par l'Organisation.

iii) *Incidence de l'assistance technique*

Les missions d'assistance technique nationales et régionales ont été à l'origine de communications complémentaires d'informations pour la BDI au Secrétariat. Par exemple: le séminaire à l'intention des économies de l'APEC a généré huit nouvelles communications; sept des dix pays participant au séminaire préparé pour les pays de l'ANASE ont communiqué des informations (les trois pays restants sont des pays accédants qui n'ont pas d'obligation à ce propos); toutes les missions d'assistance technique nationales sauf une ont entraîné des communications à la BDI, soit directement au fonctionnaire en mission chargé de la BDI, soit peu de temps après, notamment de la part de deux pays africains parmi les moins avancés. Seul un pays Membre n'a pas communiqué de données; il faut toutefois souligner que ce pays avait déjà effectué cette communication et que l'assistance technique demandée était destinée principalement à l'amélioration de ces données grâce à une expertise technique.

iv) *Listes tarifaires consolidées*

Le Secrétariat et les pays Membres s'emploient actuellement à unifier toutes les concessions tarifaires des Membres en un seul format de base de données normalisé. Une fois cette tâche accomplie, une formation portant sur l'utilisation des fonctionnalités de la base de données des listes tarifaires consolidées sera intégrée aux activités d'assistance technique du Secrétariat à l'intention des fonctionnaires des pays Membres, en développement et moins avancés.

I. NOTIFICATIONS

Ainsi que le relevaient les Déclarations ministérielles de Singapour et de Genève, plusieurs Membres, en particulier des PMA et des pays en développement, rencontrent des difficultés dans l'application des prescriptions étendues en matière de notification du système commercial multilatéral.

Pour mieux faire prendre conscience aux Membres de leurs obligations en matière de notifications, le Secrétariat intègre de façon presque systématique dans les séminaires, tant nationaux que régionaux, un module relatif à ces prescriptions. De plus, un atelier spécialisé de deux jours est organisé chaque année à Genève à l'intention des fonctionnaires en poste dans cette ville ou dans les capitales. En 1999, un nouveau mode de diffusion a été inauguré, en collaboration avec la Banque mondiale. Le 25 février 1999, le siège de l'OMC à Genève et les bureaux de terrain de la Banque mondiale au Ghana, au Kenya, au Malawi et au Zimbabwe ont été reliés par vidéoconférence, grâce au réseau de développement des connaissances de la Banque mondiale (voir C ii)).

Sur demande, le Secrétariat organise des missions techniques pour aider les Membres et les pays observateurs accédants à mieux comprendre et respecter leurs obligations de notification. En 1999 trois missions de cette sorte ont été mises en place, deux dans des pays subsahariens Membres et une en Asie.

J. RÈGLES

La Division des règles est responsable de la gestion des Accords de l'OMC dans le domaine des pratiques antidumping, des subventions, des mesures compensatoires et des sauvegardes, ainsi que de celle de l'Accord sur les entreprises chargées du commerce d'État. Ces accords imposent aux Membres des obligations extrêmement complexes et hautement techniques, et leur mise en œuvre demande des compétences et des capacités qui ne sont pas souvent disponibles dans les pays Membres, spécialement dans les pays en développement. Dès lors, la Division des règles est confrontée à des demandes permanentes de formation et d'aide juridique à un niveau d'expertise élevé, de la part des Membres. L'une des tâches les plus importantes de la Division des règles dans le cadre du processus de mise en œuvre consiste à répondre à ces demandes. Cependant, en raison d'une augmentation notable de la charge de travail dans les autres domaines de compétence de la Division des règles (en particulier dans le règlement des différends), il a été impossible à la division de répondre à de nombreuses demandes des Membres; les limitations du personnel disponible ont contraint la division à diminuer ses activités dans le domaine de l'assistance technique. On trouvera ci-après un rapport sur les diverses formes d'aide à la mise en œuvre et d'assistance technique de la division pour l'année 1999.

i) Ateliers régionaux de formation (antidumping, mesures compensatoires et de sauvegarde)

Les ateliers de formation ont pour but de préparer les autorités nationales chargées des enquêtes à utiliser les mesures commerciales correctives (antidumping, mesures compensatoires et de sauvegarde) d'une façon conforme aux normes de l'OMC. Depuis plusieurs années, les pays, en nombre croissant, éprouvent la nécessité d'une forme de protection commerciale corrective en contrepartie de la libéralisation complète des échanges. En conséquence du travail effectué dans ce domaine au cours des années précédentes, ces ateliers ont vu leur niveau de technicité s'améliorer en 1999, les sujets traités portant à présent sur des problèmes spécifiques rencontrés au cours des enquêtes sur les mesures commerciales correctives.

En 1999, la Division des règles a mis sur pied deux de ces ateliers de perfectionnement à l'intention d'administrateurs de mesures commerciales correctives de pays latino-américains sélectionnés. Le premier de ces ateliers avait pour sujet la détermination des dommages au cours des enquêtes sur les mesures commerciales correctives; le deuxième portait sur les calculs de marge de dumping.

ii) Séminaires sur les subventions

La division prépare des ateliers qui permettent aux Membres de mieux comprendre leurs obligations en matière de notification des subventions et des disciplines multilatérales applicables à l'octroi de subventions. L'objectif de ces ateliers consiste à fournir aux Membres les connaissances et les outils d'analyse nécessaires à la réalisation d'un inventaire de leurs programmes de subvention et à l'évaluation des obligations qu'ils ont contractées vis-à-vis de l'OMC concernant ces programmes. Les ateliers sont destinés principalement aux pays en développement Membres, ainsi qu'aux Membres qui doivent modifier ou supprimer des subventions prohibées au cours des périodes de transition prévues dans l'Accord SMC. Les participants à ces ateliers sur les subventions comprennent notamment des fonctionnaires gouvernementaux appartenant aux organismes chargés de l'administration des programmes de subvention, ainsi que des fonctionnaires en poste dans les capitales et responsables des affaires de l'OMC. En 1999, un séminaire régional sur les subventions, auquel ont assisté des fonctionnaires de divers pays de l'Europe orientale, s'est tenu en Hongrie.

iii) Assistance aux pays

Un nombre grandissant de pays utilisateurs de mesures commerciales correctives demandent à la Division des règles de leur fournir une formation spécifique et de les aider à mettre en place des dispositions juridiques de fond et des procédures conformes aux Accords pertinents de l'OMC. Ce type d'assistance prend généralement la forme de missions d'une semaine au cours desquelles est fournie une instruction technique axée sur les problèmes les plus complexes de l'application de la législation concernant les mesures commerciales correctives. En 1999, deux missions d'assistance technique nationales ont été effectuées par la Division des règles, au bénéfice de la Lettonie et de Cuba.

iv) Élaboration et examen des législations nationales

L'aide fournie aux Membres dans le domaine de l'élaboration et de l'examen des projets de lois nationales relatives aux mesures commerciales correctives constitue l'une des activités primordiales d'assistance à la mise en œuvre réalisées par la Division des règles. Sur demande, le personnel de la Division analyse et formule des observations concernant la compatibilité des projets de lois avec les Accords sur l'antidumping, les subventions et mesures compensatoires et les sauvegardes. L'équipe de la division fait également des remarques sur l'administration du système en cours d'installation, et apporte des conseils sur les méthodes de calcul et les procédures d'enquête. Ils rappellent aux Membres leurs obligations vis-à-vis des exportateurs dans la conduite des enquêtes, ainsi que la nécessité impérative d'assurer des procédures non discriminatoires et des enquêtes aussi équitables que possible. Une étude approfondie des projets de lois est indispensable dans ce type d'assistance qui se caractérise en général par sa durée et exige une collaboration étroite de la part des autorités responsables des Membres ainsi que de leurs délégations à Genève.

v) Avis juridiques

La division reçoit fréquemment des demandes de conseil sur les questions qui entrent dans le cadre des divers Accords appartenant à son domaine de compétence. Les questions proviennent généralement des autorités administratives des Membres, ou de fonctionnaires exerçant des responsabilités dans le domaine concerné. Elles ont essentiellement pour but d'obtenir des éclaircissements sur la signification de dispositions particulières des Accords et sur la manière de les appliquer dans la pratique.

vi) Exposés

Parallèlement à l'assistance détaillée qu'elle fournit dans les contextes que nous venons d'évoquer, la Division des règles doit effectuer des présentations concernant l'introduction générale des règles sur les mesures commerciales correctives. Ce type d'exposé a été organisé pour des groupes d'entreprises et des fonctionnaires gouvernementaux, et peut servir de complément ou de préambule à un programme d'assistance en profondeur. En 1999, la Division des règles a effectué un exposé sur les mesures commerciales correctives à l'intention d'industriels de l'Inde.

vii) Séminaires sur les mesures commerciales correctives et la concurrence

La Division des règles a effectué des séminaires régionaux sur la relation entre l'antidumping, les mesures compensatoires et les sauvegardes d'une part, et les principes et les lois sur la concurrence de l'autre, afin de permettre aux Membres de mieux comprendre cette question. En 1999, un séminaire de ce type a été réalisé en Thaïlande au bénéfice de fonctionnaires des services de la concurrence et des mesures commerciales correctives des gouvernements de plusieurs pays asiatiques Membres.

viii) *Participation aux programmes de la Division de la coopération technique et de la Division de la formation*

La Division des règles collabore aux programmes de la Division de la coopération technique lorsqu'une expertise sur l'antidumping, les subventions, les mesures compensatoires, les sauvegardes et les entreprises commerciales de l'État est nécessaire. Elle participe notamment à l'organisation de stages de politique commerciale, d'ateliers sur les notifications, de séminaires concernant les Accords et le fonctionnement de l'OMC, d'exposés destinés aux fonctionnaires et aux personnes en poste dans les capitales, et d'exposés à l'intention des fonctionnaires des Secrétariats ou des organismes issus d'accords régionaux. Parmi les activités de ce domaine, la Division des règles a pris part à trois stages organisés par la Division de la coopération technique et d'autres organisations internationales, dont deux ont eu lieu aux États-Unis au bénéfice de pays en développement appartenant à l'Organisation des États américains. Le troisième de ces stages s'est tenu au Pakistan, avec l'assistance des pays membres de la Banque islamique de développement et de Bahreïn.

K. MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (SPS)

En 1999, la Division de l'agriculture et des produits de base a pris part à un nombre non négligeable d'activités d'assistance technique liées à la mise en œuvre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), parmi lesquelles des ateliers et des séminaires nationaux et régionaux, ainsi que des conférences et des conseils techniques sur des sujets spécifiques. Le Secrétariat a, en particulier, mis sur pied à Genève un atelier spécial auquel ont participé des spécialistes du commerce, un séminaire sur les mesures sanitaires et phytosanitaires en Namibie et une réunion spéciale du Comité SPS sur la transparence. Par ailleurs, le personnel de la division a participé activement à un large éventail de séminaires et d'ateliers préparés par d'autres organisations régionales et internationales. Parmi ces activités on peut mentionner, entre autres, un séminaire de l'ASEM/TFAP⁷ sur les procédures de quarantaine et SPS qui a eu lieu en Thaïlande; un atelier sur l'Accord SPS, en Mongolie; un atelier spécial dans le cadre de la Conférence de l'OIE pour le Moyen-Orient sur "L'incidence de l'Accord SPS sur le commerce des animaux et des produits animaux dans la région du Moyen-Orient", à Oman; un atelier de formation sur le Codex organisé par Consumers International au Zimbabwe; et un atelier régional de la Banque mondiale/EMBRAPA/IICA⁸ portant sur les stratégies à venir en matière d'innocuité alimentaire qui a eu lieu au Costa Rica. Le personnel de la division a également fourni une assistance technique à Oman, à la Jordanie et à la Moldova dans le cadre de l'accession de ces pays à l'OMC.

Les séminaires et les ateliers organisés par le Secrétariat comprenaient généralement deux aspects. Ils avaient pour but, en premier lieu, de faire en sorte que les droits et obligations fondamentaux des pays au titre de l'Accord SPS, de même que le rôle général de l'OMC, soient davantage connus et compris. En deuxième lieu, ces séminaires et ateliers, soutenus par le Codex, l'OIE, l'IPPC et/ou des experts indépendants, se sont occupés de sujets plus techniques liés à la mise en œuvre de l'Accord, dont notamment l'analyse des risques, l'équivalence, les réformes réglementaires et la mise en place de solutions HACCP (*Hazard Analysis Critical Control Point*, Analyse des dangers et des points critiques pour leur maîtrise), etc. Chaque fois que cela a été possible, le Secrétariat a encouragé l'engagement actif du secteur privé dans ces activités, dans un souci d'éducation et de sensibilisation des industries et des consommateurs de ces pays à l'égard des exigences d'innocuité alimentaire, de protection de la santé des animaux et de préservation des végétaux.

⁷ Plan d'action pour la facilitation des échanges commerciaux du sommet Asie/Europe.

⁸ Banque mondiale/Entreprise brésilienne de recherche pour l'agriculture et l'élevage/Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.

Dans l'ensemble, la collaboration entre le Secrétariat, les Membres et les organisations internationales et régionales semble porter ses fruits. Dans le domaine de la transparence en particulier, les procédures de notification recommandées semblent à présent mieux comprises. Le Secrétariat compte publier un manuel sur les clauses de l'Accord relatives à la transparence, élaboré avec l'aide des autorités de la Nouvelle-Zélande. Cet ouvrage, destiné aux gouvernements, est conçu comme un guide pratique qui facilitera la mise en œuvre des clauses de transparence de l'Accord SPS. Spécialement utile aux pays en développement et aux PMA, il pourra également servir d'ouvrage de référence aux pays en voie d'accession à l'OMC, ainsi que pour la mise en place des organismes chargés des notifications et, en général, à l'ensemble des Membres de l'OMC.

Les activités d'assistance techniques proposées dans le cadre de l'Accord SPS traduisent, comme auparavant, un certain nombre de préoccupations et de besoins résumés ci-après:

- manque de coordination et d'échange d'informations au niveau national, non seulement entre les différents services chargés des secteurs de l'innocuité alimentaire, de la santé animale et de la préservation des végétaux, mais aussi au sein de ces mêmes services, de même qu'entre les fonctionnaires participant aux réunions du Comité SPS et ceux qui assistent aux réunions des trois organismes exerçant des activités normatives, à savoir le Codex, l'OIIE et l'IPPC;
- nécessité de poursuivre les activités d'assistance technique axées sur la création de cadres réglementaires nationaux, y compris l'élaboration de lois;
- besoin d'augmenter l'assistance technique portant sur des problèmes techniques et scientifiques: méthodologies d'analyse des risques, services vétérinaires et de quarantaine, création de laboratoires de référence, élaboration de procédures d'essai appropriées, etc.;
- nécessité d'un effort continu, par le biais de formations adaptées, pour aider les pays en développement à prendre part à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes internationales.

Enfin, les Membres continuent de mettre l'accent sur la nécessité d'améliorer la coordination entre les organisations internationales compétentes dans leur approche en matière d'assistance technique aux pays en développement et ce, pour assurer une couverture géographique adéquate, pour faire en sorte que les conseils apportés soient cohérents et pour éviter les doubles emplois. De même, il est indispensable d'améliorer la coordination entre les Membres offrant une assistance technique bilatérale ou régionale. Le Comité SPS se penche sur ce problème et le Secrétariat a élaboré, dans cette optique, un questionnaire adressé à tous les Membres pour identifier toute assistance apportée aux pays en développement au titre de l'article 9 de l'Accord SPS. Le Secrétariat tente, en outre, d'améliorer la coordination entre les organisations internationales; à cet effet, lorsque cela a été possible, plusieurs activités d'assistance technique ont été mises en place dans le cadre de réunions ou d'initiatives d'autres organisations internationales ou régionales.

L. SERVICES

En 1999, les membres du personnel de la Division du commerce des services ont participé et collaboré à un large éventail de conférences, ateliers et séminaires liés aux services dans presque toutes les régions du monde. D'une manière générale, les membres de la division ont cherché à divulguer des informations sur la structure et le fonctionnement de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), le rôle que peut jouer cet accord dans l'intégration des secteurs des services nationaux au sein de l'économie internationale et les conséquences prévisibles pour l'établissement d'obligations liées à l'accès aux marchés et au traitement national au titre de l'AGCS. Les restrictions budgétaires et de personnel n'ont pas permis à la division de répondre à une demande croissante de ses

ressources due, en particulier, au souci des pays en développement de se préparer efficacement au nouveau cycle sur les services, et à la nécessité, pour les pays accédants, de mieux comprendre le fonctionnement de l'Accord ainsi que les implications des engagements prévus dans le processus d'accession. Il est probable que ces facteurs subsisteront dans l'avenir.

La division a participé à deux types principaux d'activités: i) des conférences et réunions mises sur pied par des organismes nationaux (notamment les ministères et les organes chargés de la réglementation), des associations professionnelles nationales ou internationales et des institutions internationales, auxquelles l'OMC a été invitée; et ii) des séminaires "traditionnels" de formation destinés principalement aux fonctionnaires des pays, mais parfois aussi aux représentants du secteur privé, et organisés par le Secrétariat de l'OMC avec ses propres effectifs. Ces dernières activités peuvent à leur tour se subdiviser en séminaires nationaux, normalement destinés aux représentants des diverses organisations du pays hôte liées aux services, et en séminaires régionaux auxquels assistent des fonctionnaires provenant de plusieurs pays et possédant en général une certaine expérience en politique commerciale. Étant donné la complexité de l'AGCS, l'expérience acquise récemment démontre que ces séminaires, pour être efficaces, doivent durer au minimum deux jours et de préférence trois.

La participation du Secrétariat aux conférences "externes" permet aux experts des administrations et du secteur privé de se familiariser avec les répercussions de l'AGCS dans leur domaine de compétence. Ces informations, à leur tour, contribuent de manière décisive à donner aux gouvernements et aux industries des pays en développement la possibilité d'exploiter les opportunités et de réduire au minimum les risques inhérents à une économie de plus en plus mondialisée. Compte tenu du caractère relativement peu détaillé de l'ordre du jour de nombre de ces réunions, le Secrétariat s'est attaché à limiter sa participation aux activités dont la portée était suffisante pour qu'un exposé des questions liées à l'AGCS puisse être réalisé de façon efficace. En 1999, le personnel de la Division du commerce des services a collaboré à un éventail de conférences spécifiques au secteur des services, à l'intention de pays en développement, allant des services professionnels à ceux du tourisme, des transports et de la santé en passant par les télécommunications et la finance. La collaboration du Secrétariat à plusieurs de ces conférences a été facilitée par les organisateurs qui ont pris à leur charge une grande partie des frais engagés.

Les séminaires nationaux sont susceptibles d'apporter aux pays en développement trois types d'avantages: tout d'abord, la création d'une intelligence commerciale dans des organisations et des industries qui n'ont jamais été confrontées précédemment au concept du commerce international dans le domaine des services et/ou à l'existence de l'AGCS; ensuite, la création, à l'intérieur du pays, de liens de coordination et de collaboration entre les organismes du secteur (ministères, organisations, organismes de réglementation, associations professionnelles) et les dépendances chargées de l'AGCS; et enfin, la formation en profondeur de fonctionnaires qui, en raison du volume de travail auquel ils doivent faire face quotidiennement, n'ont souvent pas l'occasion de suivre en détail les événements survenus à Genève. Ces formations ont d'ailleurs permis d'établir, avec le personnel de la Division du commerce des services, des relations de travail à plus long terme dont les retombées ont été bénéfiques pour la productivité des administrations concernées.

Comparés aux séminaires nationaux, les séminaires régionaux peuvent être considérés comme plus efficaces en termes de coût/performance, surtout dans la conjoncture actuelle de restrictions des ressources. Toutefois la diminution des coûts et l'augmentation de l'efficacité liées à la portée régionale de ces activités doivent être mises en parallèle avec une incidence généralement plus limitée sur chacun des pays impliqués. Les équipes nationales sont en général composées de deux à quatre fonctionnaires issus des divisions de politique commerciale, et les retombées des séminaires dépendent en grande partie de l'effet multiplicateur que ces personnes sont capables de générer à leur retour. Ces effets dépendent à leur tour de divers facteurs sur lesquels le Secrétariat n'exerce aucun contrôle, dont notamment la sélection adéquate des participants et leur stabilité d'emploi dans les domaines traités, dans leur pays d'origine. S'il est certain qu'un conférencier éprouvera plus de

difficultés à fournir un conseil en profondeur concernant les problèmes spécifiques d'un pays au cours d'un séminaire régional, il existe dans ce type de réunion des effets bénéfiques au niveau éducatif et de motivation qui relèvent du contexte particulier des pays de chaque participant. L'expérience montre, de plus, que les séminaires régionaux sont en général particulièrement bien préparés, d'un point de vue technique, par les pays et/ou les organisations hôtes.

Il ne fait aucun doute que la majorité des séminaires sur les services qui se sont tenus en 1999 ont été correctement préparés et qu'ils ont permis la réalisation d'exposés efficaces et de discussions détaillées sur les questions traitées. Toutefois, certains aspects restent à améliorer. Dans quelques cas, le niveau de présence était décevant (moins de dix fonctionnaires); les participants manquaient de la formation professionnelle requise; les services d'interprétation et les autres services techniques étaient insuffisants; et/ou les organisateurs n'avaient pas reproduit et fait circuler la documentation fournie à l'avance par le Secrétariat. Par ailleurs, quelques-unes des activités ont été annulées à des dates tellement tardives que le Secrétariat n'a pas pu affecter les ressources à d'autres pays où des missions de remplacement auraient pu être mises en place. Ce type de problème est prévisible, jusqu'à un certain point, compte tenu du nombre important de missions entreprises et des restrictions techniques et de ressources dont souffrent nombre de pays bénéficiaires. Il est possible toutefois que certaines frictions aient eu pour origine le manque d'expérience des organismes chargés de la préparation de ces activités. L'OMC pourrait envisager de fournir une certaine orientation relative à la mise en place d'activités de coopération technique. Cette orientation pourrait, par exemple, être constituée d'une liste de recommandations, approuvée par les Membres de l'OMC, et envoyée en temps voulu aux pays désireux d'organiser des séminaires de formation.⁹

M. OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (OTC)

En 1999, le Secrétariat a organisé des séminaires sur les obstacles techniques au commerce conjointement avec l'ISO, le CCI, l'EAC et l'OEA au Japon, en Tanzanie, aux États-Unis et en Afrique du Sud, à l'intention de groupes de pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, de l'Afrique de l'Est, d'Amérique latine et de la région de la SADC, respectivement.

Les principaux objectifs poursuivis par ces séminaires destinés aux pays en développement sont les suivants:

- aider ces pays à mettre en œuvre l'Accord OTC, par exemple en mettant en place des points d'information et en satisfaisant aux obligations de notification;
- permettre aux autorités gouvernementales, en particulier à celles qui appartiennent aux ministères engagés dans l'élaboration de normes, de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, de mieux prendre conscience des règles à respecter et des obligations acquises au titre de l'Accord OTC;
- renforcer la coordination et la coopération des autorités gouvernementales compétentes et des autres organismes impliqués dans les questions liées aux barrières

⁹ Parmi les recommandations susceptibles de figurer dans la liste, il faut mentionner: l'évaluation en détail de l'utilité de la participation du personnel de la Division du commerce des services (dans certains cas, une vidéoconférence peut suffire); la coordination interne entre les organisations intéressées et l'évaluation de leurs besoins (les résultats obtenus par un seul séminaire intégré sont généralement supérieurs à ceux de deux séminaires plus limités ayant lieu dans le même pays ou la même région); la préparation technique appropriée des activités (espace suffisant pour les réunions, distribution à l'avance de l'ordre du jour et des documents de formation, etc.); l'opportunité des informations et des invitations envoyées par les ministères et organisations impliqués; l'approvisionnement en équipements techniques tels que des projecteurs, le cas échéant.

techniques au commerce comme, par exemple, l'institut national de la normalisation et les autorités commerciales;

- permettre aux pays de mieux percevoir l'importance de la normalisation et la nécessité d'adopter les normes internationales relatives à la production de biens et services, à la protection des consommateurs, à celle de la santé des animaux, à la préservation des espèces végétales et à la défense de l'environnement;
- sensibiliser les pays à la nécessité de garantir la qualité et l'innocuité des produits destinés à la consommation intérieure et à l'exportation, et les aider à créer les ressources nécessaires;
- aider les pays en développement à satisfaire aux normes, aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité en vigueur sur les principaux marchés d'exportation;
- aider les pays en développement à constituer les ressources humaines et institutionnelles nécessaires, en particulier, à l'application des procédures d'évaluation de la conformité;
- soutenir tout effort de coordination et de coopération au niveau des instances régionales tendant à faciliter la participation des pays en développement aux organisations internationales pertinentes;
- fournir des explications sur les questions liées à l'Accord OMC/OTC aux parties intéressées; et enfin,
- aider le secteur privé, en particulier les PME, à tirer parti du système OMC.

N. TEXTILES ET VÊTEMENTS

Le plan de coopération technique de la Division des textiles a pour but de répondre aux demandes d'assistance formulées par les Membres et les pays en voie d'accession, grâce à des séminaires régionaux et nationaux organisés aussi bien à l'intention des délégations présentes à Genève qu'aux fonctionnaires en poste dans les capitales et couvrant les trois grandes régions dans lesquelles se trouvent les pays en développement. Cela signifie, dans de nombreux cas, que la division doit participer à des programmes conjointement avec d'autres organisations internationales afin que l'éventail d'informations et de vues concernant l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) et la situation générale du commerce des textiles soit aussi large que possible.

En 1999, la Division des textiles a pris part à cinq séminaires régionaux et à quatre séminaires nationaux en Asie, en Afrique et en Amérique centrale. Plusieurs de ces activités ont été parrainées conjointement par le CCI, la CNUCED, l'OMC et d'autres organisations internationales. Les séminaires ont fourni des informations détaillées sur les clauses de l'ATV, les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord au cours des cinq premières années de son existence, les besoins des Membres au cours des cinq années restantes, l'évolution récente du commerce des textiles et des vêtements par pays et par région, les perspectives à long terme du commerce dans ce secteur, l'évolution des autres Accords de l'OMC ayant une incidence sur le commerce des textiles, les procédures de règlement des différends, en particulier dans le secteur textile, et les obligations en matière de notification. En outre, des exposés portant sur les principes, la structure et les fonctions de l'OMC ont été effectués afin d'établir la relation existant entre les thèmes ci-dessus et la situation générale au sein de l'OMC.

Deux séminaires ont été organisés dans le cadre du programme commun d'assistance technique (JITAP) du CCI, de la CNUCED et de l'OMC au Kenya et en Côte d'Ivoire, à l'intention de participants de sept pays. Un séminaire régional, préparé en collaboration avec le CCI, s'est également tenu à Bangkok sur des thèmes liés à l'ATV et à l'éco-étiquetage.

En Amérique centrale, un séminaire destiné à sept pays a été organisé grâce au parrainage de la Banque d'intégration économique pour l'Amérique centrale. À cette occasion, les trois jours de discussion ont réuni non seulement des fonctionnaires gouvernementaux mais aussi des représentants du secteur privé et des milieux universitaires. Les exposés ont été effectués par l'OMC et un représentant du Bureau international des textiles et de l'habillement (BITH).

À Genève, un séminaire sur l'ATV organisé par l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI) a réuni près de 30 représentants locaux de 24 "pays les moins favorisés".

Les quatre séminaires nationaux se sont tenus en Asie, la plus importante région exportatrice de textiles et d'habillement. Trois séminaires ont eu lieu à Yangon, Myanmar; Brunéi Darussalam; Dhaka et Chittagong, Bangladesh. Le quatrième, préparé par les autorités chinoises avec la collaboration de la FAO et de l'OMC, s'est tenu à Xi'an, Chine.

O. PROGRAMME DE FORMATION SUR L'OMC

Le Secrétariat a élaboré un programme de formation informatisé sur l'Organisation mondiale du commerce qui est maintenant accessible sur le site Web de l'OMC (www.wto.org). Il reprend la structure d'un séminaire général et couvre tous les concepts traités au cours d'un séminaire normal de quatre à cinq jours conduit par la Division de la coopération technique. Il se compose de dix modules. Chacun des neuf premiers modules correspond à une séance de trois à quatre heures et comprend des phases de révision fondées sur la technique de la "foire aux questions" (FAQ). Le dernier module reprend l'Acte final ainsi que d'autres textes fondamentaux de l'OMC.

Ce programme est constitué de deux composantes interdépendantes: i) une série de plus de 350 "diapositives"; ii) un "livre" qui contient une brève explication de chacune des puces apparaissant sur les diapositives. Les diapositives et le livre sont disponibles en ligne en anglais, en espagnol et en français. Un CD-ROM contenant la totalité du programme dans les trois langues de base sera prochainement gravé et distribué. Cette documentation est également disponible sur papier, c'est-à-dire sous la forme d'un "livre" et d'un jeu de diapositives.

Parmi les avantages de l'utilisation de cet outil d'apprentissage à distance il faut souligner: l'accès 24 heures sur 24; l'absence de toute imposition quant à l'orientation et au rythme de l'apprentissage (grande commodité pour l'utilisateur); le caractère interactif et convivial du programme; la possibilité de modifier le contenu assez facilement; la possibilité d'envoyer à partir de chaque diapositive un message électronique au Secrétariat de l'OMC pour réclamer des éclaircissements.

P. COMMERCE ET ENVIRONNEMENT

L'OMC a organisé plusieurs séminaires régionaux de formation sur le commerce et l'environnement en Asie, dans les Caraïbes, en Amérique du Sud, en Europe centrale et orientale et en Afrique. Ces séminaires avaient pour but de favoriser les rencontres entre les fonctionnaires chargés du commerce et leurs homologues de l'environnement afin qu'ils puissent échanger leurs points de vue et mieux comprendre les discussions de l'OMC sur le commerce et l'environnement, ainsi que les répercussions de ces dernières sur leurs régions. On a tenté, au cours de ces séminaires, de sensibiliser les participants au rôle et aux activités de l'OMC dans ce domaine, et de les préparer aux débats à venir de l'Organisation.

Les séminaires ont contribué à:

- faire comprendre qu'une coordination plus étroite entre les responsables des orientations politiques dans les domaines du commerce et de l'environnement est essentielle à la cohérence des politiques tant au niveau national qu'international. Les fonctionnaires chargés des questions commerciales ont pu connaître le point de vue de leurs homologues de l'environnement, et réciproquement. Par le biais d'études de cas concrets, tels que la relation entre les accords multilatéraux sur l'environnement et les règles de l'OMC, on a pu démontrer comment, dans le passé, l'absence d'une coordination adéquate a parfois entraîné l'adoption de mesures internationales renfermant d'éventuelles sources de conflit;
- donner aux fonctionnaires appartenant aux organismes chargés respectivement du commerce et de l'environnement la possibilité de se réunir et d'échanger leurs expériences et opinions. Ces réunions ont mis en évidence, tant officiellement qu'officieusement, les répercussions des débats organisés par l'OMC sur le commerce et l'environnement dans l'ensemble de la région concernée.

Q. COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Dans le domaine du commerce et de l'investissement, l'assistance technique s'est exercée essentiellement sous forme d'une série de séminaires préparés conjointement par la CNUCED et l'OMC à l'intention des délégations en poste à Genève auprès de ces deux organisations. Au cours de ces séminaires, l'accent a été mis sur les tendances de l'investissement étranger, sur la relation entre ce dernier, le développement économique et le commerce international, et sur les concepts et principes fondamentaux régissant les accords sur les investissements internationaux. À la suite des deux séminaires de ce type qui se sont tenus en langue anglaise en 1998, un troisième a eu lieu les 21 et 22 avril 1999, en langue française.

R. EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES (EPC)

En 1999, deux missions d'assistance technique ont été menées en Tanzanie et au Bangladesh, en même temps qu'une mission portant sur l'examen des politiques commerciales. Les objectifs principaux poursuivis par ces missions communes étaient de recueillir, grâce aux rapports EPC, des informations sur les besoins en assistance technique liée au commerce dans ces pays, puis de préparer des missions de coopération technique tenant compte des besoins identifiés. Cette méthode sera suivie dans l'avenir.

Une assistance technique a également été fournie à plusieurs pays en développement pour les aider à préparer l'examen de leur politique commerciale. Bien que ces examens aient lieu moins fréquemment pour les pays en développement et les PMA que pour les pays développés, le nombre de demandes en augmente progressivement. Le Secrétariat est prêt à fournir une assistance dans ce domaine à tous les pays en développement qui le demandent, en particulier aux pays d'Afrique et aux PMA.

III. PROGRAMMES RÉGIONAUX/NATIONAUX ET PROJETS FINANCÉS PAR DES CONTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES

A. AFRIQUE

L'assistance technique mise en œuvre par le Secrétariat de l'OMC comprend cinq types d'activités: les séminaires régionaux, les séminaires nationaux, les missions techniques, l'établissement de Centres de référence officiels de l'OMC et la participation de représentants de

l'OMC dans des colloques, conférences et autres (voir la section II pour obtenir une description plus détaillée sur l'ensemble des activités en 1999).

Le nombre total d'activités s'est élevé à 106 en 1999, dont 15 séminaires régionaux et 33 missions techniques. Les séminaires nationaux et les participations d'experts de l'OMC à des colloques et conférences représentent environ la moitié des activités réalisées. L'établissement de nouveaux Centres de référence de l'OMC en Afrique représente sept activités.

Approximativement 40 pour cent des activités d'assistance technique se sont déroulées dans le contexte du suivi d'initiatives spécifiques prises en 1997 dont, en particulier, le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, le programme conjoint CCI/CNUCED/OMC d'assistance technique (JITAP) et le projet de l'OMC visant à mettre les technologies de l'information au service du développement.

i) Séminaires régionaux

En 1999, environ 15 séminaires régionaux ont été organisés, dont plusieurs en collaboration avec d'autres organisations internationales, à savoir, l'OMPI, la Banque mondiale, l'UIT, ainsi qu'avec des institutions régionales telles que le COMESA, la CEDEAO, la SADC et d'autres organismes intergouvernementaux comme le Secrétariat du groupe ACP et la Banque islamique de développement.

Une sélection de pays africains a également fourni des participants à des stages de politique commerciale de courte durée, organisés au niveau interrégional par la CNUCED, la Banque islamique de développement ou par différents pays, notamment Singapour, les États-Unis et l'Australie.

ii) Séminaires nationaux

Au total, 12 séminaires nationaux ont été mis sur pied au cours de la période considérée, à la demande de différents pays. La majorité de ces séminaires, de caractère général, visaient à mieux faire connaître le système commercial multilatéral. Plusieurs d'entre eux ont eu lieu dans les pays les moins avancés, dans le contexte des activités du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce et du programme JITAP. Dans plusieurs cas, une partie du programme concernait des questions de mise en œuvre ayant trait, en particulier, aux notifications.

iii) Missions techniques

Bien que leur nombre ait diminué en valeur absolue, les missions techniques continuent de représenter l'un des types d'activités les plus importantes entreprises à l'égard des pays africains. Le nombre total d'activités réalisées est passé de 44 en 1998 à 33 en 1999. Ces missions ont été menées, pour la plupart, dans le but d'aider différents pays à adapter leurs législations et réglementations actuelles aux Accords de l'OMC. Six d'entre elles, en particulier, ont eu pour objet d'aider les pays à mettre en œuvre l'Accord sur l'évaluation en douane. Neuf missions techniques ont été entreprises dans le cadre du programme JITAP. Enfin, une mission technique concernait le processus d'accession d'un pays spécifique.

iv) Centres de référence de l'OMC

Sept nouveaux Centres de référence ont été établis dans différents pays dans le cadre du projet de l'OMC visant à mettre l'informatique au service du développement, lancé en 1997. Quatre de ces pays étaient des PMA et trois des pays en développement.

v) *Participation aux ateliers, colloques/conférences et stages*

En 1999, l'OMC a pris part à 46 ateliers, colloques/conférences et stages mis en place soit par l'Organisation proprement dite, soit par d'autres institutions internationales ou régionales, soit encore par différents pays. Nombre de ces activités ont permis aux fonctionnaires de l'OMC de fournir aux participants des informations sur les préparatifs de la Conférence ministérielle qui a eu lieu à Seattle en décembre 1999.

vi) *Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP)*

La quasi-totalité des activités du JITAP progressent maintenant à un rythme soutenu. Il est toutefois nécessaire de prêter une attention supplémentaire à l'orientation du développement des compétences; en outre, certains outils du programme demandent une mise au point plus complète. On estime à présent que le programme sera, dans son ensemble, achevé vers la fin de l'an 2000, soit deux ans et demi environ après son lancement en 1998. Une extension du programme, destinée particulièrement à d'autres PMA d'Afrique, pourrait être envisagée pour la fin de l'an 2000. Une évaluation est programmée pour le printemps ou l'été 2000. Le coût de la mise en œuvre du projet en 1999 était estimé à 3 millions de dollars EU.

Il est certain que la forte centralisation de la mise en œuvre et de la gestion du programme (nécessaire pendant l'étape de démarrage) a ralenti la fourniture des équipements et retardé le moment où les coordonnateurs régionaux et les facilitateurs nationaux sont devenus opérationnels, de même qu'elle a été à l'origine des insuffisances dans le financement des coûts engagés localement pour les activités nationales. C'est pourquoi, au début de l'année 1999, la direction du JITAP a demandé un examen des processus du programme (le rapport correspondant a été envoyé aux membres du Groupe directeur en juillet) afin d'identifier les problèmes fondamentaux faisant obstacle à l'exécution et au maintien de ce programme, et de suggérer des solutions. Les solutions proposées à la suite de ce travail comprenaient notamment: i) la décentralisation du programme hors du siège de Genève et son transfert sur le terrain, et ii) l'octroi d'un soutien financier urgent pour permettre aux pays d'entreprendre des activités au niveau national, telles que la formation concernant le système commercial multilatéral (SCM) et sa diffusion.

Les efforts de décentralisation du programme ont commencé au début de l'année, et dès la fin du printemps, dans le cas du CCI, des divisions fonctionnelles étaient entièrement responsables de la prestation de l'assistance technique dans leurs domaines spécifiques. La décentralisation des activités et leur transfert sur le terrain ont été plus complexes que prévu, en raison de problèmes au niveau du financement et de la capacité des pays associés pour lancer des activités.

Fin juillet 1999, une mission du JITAP a été menée en Afrique afin de rechercher des solutions, conjointement avec les agents de liaison et les autres organisations homologues. Le rapport sur l'examen des processus servait de cadre de référence. Les discussions ont mis en évidence que le problème essentiel était constitué par le manque de soutien financier du JITAP vis-à-vis des activités de formation relatives au système de commerce multilatéral (SCM) et des autres activités; pour une forte majorité des agents de liaison, ce problème devait être résolu de façon définitive et immédiate si l'on voulait réaliser les objectifs du programme. La mission a également fait apparaître qu'aucun des pays n'était en mesure de financer les besoins de formation SCM et les programmes de diffusion correspondants. Pareillement, aucun pays, notamment parmi les PMA, n'avait la capacité de lancer de façon efficace les processus OMC/interinstitutions, ni de prendre en charge l'ensemble des coûts variables.

Cette mission a permis d'estimer à 500 000 dollars EU les besoins financiers à fournir de façon urgente pour couvrir un certain nombre d'initiatives nationales pour l'ensemble du programme, cette somme pouvant être financée par les économies dans le cadre des sous-ensembles. Afin de gagner du temps tout en respectant les prérogatives du Groupe directeur définies dans les règlements

du Fonds commun d'affectation spéciale, les trois Organisations ont décidé de limiter le financement initial à la moitié de ce montant, soit environ 3 pour cent des coûts moyens du projet (un financement plus modeste étant prévu pour la Côte d'Ivoire et le Kenya par le biais du Guichet I). Ces fonds limités ont été débloqués au mois d'août, en même temps qu'étaient distribuées par l'intermédiaire des bureaux du PNUD des directives concernant des activités spécifiques; l'autorité d'approbation était conférée aux coordonnateurs régionaux. Les informations en retour reçues du terrain indiquent que la programmation et la mise en œuvre d'activités nationales dans les domaines concernés ont commencé, mais pas toujours au rythme attendu.

Un soutien supplémentaire sera peut-être nécessaire pour aider les pays associés à préparer les activités locales de formation et de diffusion en même temps que d'autres activités du programme JITAP. Cet aspect, ainsi que, d'une manière plus générale, les opportunités et les objectifs de développement des compétences, doit faire l'objet d'un examen où il sera nécessaire de tenir compte des interactions et complémentarités existant entre les diverses activités du programme. Il est également prévu d'effectuer une analyse des méthodologies actuelles du programme dans certains domaines sélectionnés et essentiels pour le développement des compétences, tels que le travail des comités interinstitutions ou la compétence dans les institutions-clés. La stratégie de développement des compétences du programme JITAP sera mise à jour, notamment en ce qui concerne la déclaration du statut de fin de projet et les paramètres de mesure.

La mise en œuvre du programme JITAP s'est accélérée au cours de l'automne, nombre d'activités se déroulant comme cela avait été prévu. Parmi les événements marquants de cette période, il faut citer l'organisation de colloques nationaux dans cinq pays sur sept. Ces activités, considérées comme des échéances importantes du programme, se sont tenues avant la Conférence ministérielle de Seattle et ont contribué à préparer les pays à cet événement. Le colloque national/séminaire de haut niveau a été suivi par des représentants de toutes les parties concernées, dont le gouvernement (ministres, secrétaires permanents et autres hauts fonctionnaires, parlementaires), le secteur privé, les ONG, les académies, etc.

Huit ateliers sous-régionaux sur les Accords de l'OMC, conçus pour étendre les réseaux nationaux d'instructeurs/experts/conseillers qui s'occupent des questions liées au système commercial multilatéral (SCM), ont été organisés dans les zones Est et Ouest, passant en revue les Accords sur l'OTC/SPS, l'évaluation en douane, l'agriculture, les textiles et vêtements. D'autres ateliers de ce type sont programmés pour l'an 2000.

Tous les centres de référence destinés aux entreprises ont été mis en place. La formation des responsables de ces centres a été effectuée et les centres de référence sont à présent opérationnels. La plupart des responsables ont manifesté le souhait de recevoir des directives relatives à la marche à suivre pour commercialiser et promouvoir les services des centres de référence. Ces directives seront élaborées pendant l'année de mise en œuvre en cours. Des équipements supplémentaires ont été livrés aux centres de référence établis par l'OMC dans tous les pays et destinés à un usage officiel, afin de renforcer leurs capacités.

Le prototype du dispositif de communication et de discussion est devenu pleinement opérationnel et tous les modules qui le composent ont été testés de façon satisfaisante. L'étude de faisabilité concernant la version courante a été conclue et des appels d'offres ont été lancés en collaboration avec le Centre international de calcul des Nations Unies.

B. ASIE ET PACIFIQUE

Plusieurs activités régionales, financées sur le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale de l'OMC, se sont déroulées dans la région Asie et Pacifique, à savoir:

- la sixième Conférence annuelle de l'OMC pour les 23 pays d'Asie à économies en développement, qui s'est tenue à Shanghai, République populaire de Chine, du 2 au 5 mars 1999. Elle a offert aux fonctionnaires chargés des bureaux de l'OMC dans ces pays d'Asie l'occasion d'approfondir leur compréhension de l'OMC et de la mise en œuvre des Accords issus du Cycle d'Uruguay. Elle a également aidé les pays à établir les liaisons nécessaires entre le système commercial multilatéral de l'OMC et la conduite de leurs politiques commerciales nationales respectives;
- le séminaire régional OMC/ACP qui s'est déroulé aux Samoa du 6 au 10 septembre 1999 avec la participation des pays de la zone Pacifique du groupe ACP avait pour but de préparer l'apport de la région à la réunion des ministres du commerce des ACP qui a eu lieu à Bruxelles le 21 octobre 1999, comme prélude à la Conférence ministérielle de Seattle. Les pays ACP de la zone Pacifique ont souligné la nécessité pour l'OMC d'organiser, à l'échelon régional ou national, davantage de séminaires de formation d'une durée de trois à quatre jours, pour faciliter leur participation aux activités de l'OMC;
- un atelier régional de l'OMC sur les procédures et pratiques de règlement des différends a été organisé à Sydney, Australie, du 13 au 16 avril 1999 à l'intention de 23 économies en développement d'Asie. Cette conférence fait partie d'un programme de formation intéressant toutes les régions et sous-régions comprenant des pays en développement;
- un stage conjoint Singapour/OMC sur la politique commerciale s'est tenu à Singapour du 8 au 15 mars 1999. Ce stage, qui est organisé chaque année à Singapour pour des responsables du commerce de pays en développement et de PMA, a pour origine l'arrangement signé par le Ministre du commerce de Singapour et le Directeur général de l'OMC à la Conférence ministérielle de l'OMC de 1996;
- une série de séminaires portant sur la simulation de négociations commerciales ont été organisés à la demande de Membres de l'OMC et de pays en voie d'accession. Les exercices de simulation donnent aux participants la possibilité d'approfondir leurs connaissances des principes fondamentaux du système commercial international et des droits et obligations des Membres de l'OMC entre eux et vis-à-vis de pays non Membres. Les négociations bilatérales et plurilatérales proposées leur permettent de se familiariser avec les techniques du GATT concernant les listes tarifaires, les consolidations tarifaires, les renégociations et autres, ainsi qu'avec le caractère multilatéral acquis par une négociation tarifaire en raison de l'application du traitement de la nation la plus favorisée. Ces séminaires se sont tenus à l'échelle régionale (à Nadi, Fidji pour les 14 pays insulaires du Pacifique, à Khon Kaen, Thaïlande, pour les six pays de la sous-région du Mékong) et nationale (à Beijing, République populaire de Chine et à Oulan-Bator, Mongolie);
- le tableau joint en annexe concernant les activités de coopération technique en 1999 montre qu'un grand nombre d'activités additionnelles ont été menées à l'échelon régional ou national, directement par le Secrétariat de l'OMC ou conjointement avec des administrations nationales, des organisations internationales ou régionales. Ces activités, parmi lesquelles des missions d'évaluation des besoins et de création de Centres de référence de l'OMC dans les pays d'Asie les moins avancés, couvrent pratiquement tous les domaines de responsabilité relevant du système juridique de l'OMC.

C. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

En 1999, les activités de coopération technique entreprises dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont concentrées autour de trois grandes lignes d'intervention: premièrement, la poursuite de la coopération entre l'OMC et les institutions régionales, en particulier l'Institut d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL) de la Banque interaméricaine de développement (BID); deuxièmement, la réponse, au moyen de missions techniques, de séminaires et d'ateliers nationaux, à des demandes de Membres de l'OMC; et troisièmement, la réponse à des demandes concernant l'élaboration de programmes nationaux cohérents d'activités. Enfin, le programme des Centres de référence de l'OMC a été étendu aux petites économies et aux pays insulaires de la région.

L'INTAL et l'OMC travaillent de concert depuis 1997 à l'organisation et à la mise en place de séminaires et d'ateliers sous-régionaux spécialisés. La collaboration de l'INTAL présente pour l'OMC de nombreux avantages dont, par exemple: la mise à la disposition de l'OMC d'une institution régionale bénéficiant d'un prestige indéniable auprès des pays de la région, ainsi que de ressources physiques, logistiques et financières conséquentes; la présence d'un partenaire régional principal "privilegié" de l'OMC pour les activités de coopération technique grâce auquel il a été possible de gérer ces activités de façon plus systématique et efficace au niveau régional; la canalisation, par l'intermédiaire de l'INTAL, des demandes provenant d'autres institutions régionales, grâce à laquelle il a été possible de mobiliser des ressources supplémentaires; la diminution de la pression sur les ressources de l'OMC et l'obtention d'un effet multiplicateur ainsi que d'un meilleur rapport qualité/coût pour les activités de coopération technique menées dans la région; et enfin l'application directe des nouvelles directives de l'OMC relatives à la sous-traitance des activités de coopération technique. Dans ce contexte, l'INTAL fournit un financement aux participants du secteur officiel des pays bénéficiaires, et s'occupe en outre de la logistique et de l'organisation locales, l'OMC prenant à sa charge les frais de déplacement de son personnel. Les décisions concernant le contenu des activités, c'est-à-dire la préparation des ordres du jour et de la documentation, ainsi que la sélection des participants sont prises conjointement par les deux institutions. Cette collaboration sera encore renforcée et resserrée en 2000 et dans les années suivantes grâce à un programme conjoint BID-INTAL/OMC de coopération technique pour les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Deux des activités régionales méritent un commentaire spécial. Il s'agit en premier lieu du stage de politique commerciale de courte durée à l'intention des négociateurs en matière agricole et des analystes de politique commerciale du MERCOSUR, qui avait pour but de fournir à ces fonctionnaires une vue d'ensemble de l'OMC et de ses Accords, ainsi que de la relation entre l'Accord sur l'agriculture et le cadre général de l'OMC. D'autres réunions de ce type sont programmées dans les autres sous-régions de la zone, avec la collaboration de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et le soutien de l'INTAL. Il faut mentionner, en deuxième lieu, le programme de perfectionnement OEA/Université de Georgetown/OMC sur un agenda commercial pour les Amériques portant sur les approches multilatérales et régionales, au bénéfice des petites économies de la région; ce cours est donné séparément en anglais et en espagnol pendant l'été. Ce programme, déjà organisé en 1998 et également prévu pour 2000, est devenu l'un des points culminants des activités de coopération technique de la région chaque année.

D. PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE

Plusieurs pays de cette région sont actuellement en voie d'accession, d'autres sont devenus Membres de l'OMC récemment et d'autres, enfin, sont Membres depuis longtemps. L'un des principaux objectifs poursuivis lors de la conception des programmes de coopération technique à l'intention des pays de cette région consiste à s'assurer que l'offre correspond bien aux besoins particuliers que les pays bénéficiaires ont indiqués par écrit au cours de visites, de séminaires ou de discussions bilatérales. Les activités de coopération technique réalisées dans les pays d'Europe/d'Europe orientale et centrale et d'Asie centrale se sont composées d'une combinaison de

séminaires nationaux et régionaux, de missions techniques, d'ateliers et de stages, financés en grande partie sur des ressources extrabudgétaires. Les activités mises en œuvre ont suivi, dans certains cas, une approche générale alors que, dans d'autres, la méthode a été plus spécifique, cela en fonction des besoins.

Les activités spécifiques pour lesquelles les pays ont été invités à nommer des fonctionnaires portaient, entre autres, sur l'agriculture, les règles, les questions liées à l'accès aux marchés et les services, et comportaient également des stages sur le règlement des différends. La durée de ces activités a varié entre plusieurs jours et une semaine. En outre, des stages de formation de courte durée (deux ou trois semaines) ont été organisés au siège de l'OMC à Genève et au Joint Vienna Institute, en Autriche. Le but poursuivi par ces stages est d'aider les pays à mieux comprendre les règles et les accords de l'OMC, et de favoriser le partage des informations et des expériences entre les participants. Les formations sont généralement conduites par des experts de différentes divisions de l'OMC. Elles permettent aux participants d'approfondir leurs connaissances dans les domaines qui les intéressent et d'établir avec les fonctionnaires de l'OMC des contacts qui, par la suite, serviront de base à des échanges d'informations plus poussés par écrit, par courrier électronique, ou par télécopie/téléphone.

Les efforts se poursuivent pour fournir aux pays une assistance dans le processus d'accession et, dans le cas des pays qui sont déjà Membres, l'aide nécessaire pour satisfaire aux exigences des Accords de l'OMC. En règle générale, les pays en voie d'accession nécessitent une assistance très variée qui démarre souvent dès les premières étapes du processus d'élaboration de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, les listes tarifaires, les consolidations, les engagements de services, mais qui englobe également des demandes d'explications concernant certains aspects généraux et/ou particuliers des Accords. Au cours des étapes ultérieures du processus d'accession, le Secrétariat reçoit souvent des demandes d'explications destinées à sensibiliser au système de l'OMC un éventail plus large de participants du secteur public, du secteur privé et du Parlement. Les fonctionnaires gouvernementaux qui ont négocié l'accession à l'OMC attachent souvent une certaine importance à ce type d'activité qui leur permet d'obtenir un soutien élargi de la communauté nationale concernant la démarche d'accession, et de diffuser des informations relatives à l'OMC à l'intention des personnes qui n'ont pas été engagées directement dans ce processus d'accession.

Les pays qui ont accédé récemment à l'OMC manifestent fréquemment le besoin de recevoir une formation sur le fonctionnement du système, en particulier dans les domaines qui comportent de nouvelles obligations. Les problèmes rencontrés au cours du processus de mise en œuvre sont souvent liés à une insuffisance de la base de connaissances dans des domaines particuliers et/ou à une faiblesse du cadre institutionnel affecté à la mise en application des accords. Les efforts du Secrétariat se sont surtout portés sur une assistance dans le processus législatif et en particulier sur une meilleure compréhension des Accords, essentiellement au moyen de missions techniques et de stages sur la mise en œuvre de ces accords. Du matériel de formation est placé à la disposition des fonctionnaires.

Étant donné la limitation des ressources financières et humaines dont il dispose pour répondre à l'accroissement de la demande d'assistance technique, le Secrétariat continue de solliciter la collaboration d'autres organismes et organisations internationales. Cette collaboration s'établit principalement avec d'autres institutions et organismes spécialisés, régionaux et/ou internationaux; elle permet d'améliorer l'efficacité du transfert des informations et de faciliter la préparation des activités. Plusieurs organismes donateurs (bilatéraux) sont actifs dans ce domaine et demandent fréquemment la contribution spécialisée de l'OMC sur des accords spécifiques. Les activités à venir continueront de tirer parti de cette coopération. Dans certains cas, les activités sont entreprises conjointement avec des gouvernements qui parrainent l'opération; le Membre (donateur) de l'OMC finance et organise alors une activité spécialisée, prenant à sa charge les préparatifs logistiques, avec la participation active du Secrétariat.

E. MOYEN-ORIENT

En 1999, les activités de coopération technique ont augmenté de façon notable dans les pays du Moyen-Orient par rapport à 1998, en raison de l'intérêt de ces pays à l'égard du travail de l'OMC avant la Conférence ministérielle de Seattle. En tout, 33 activités de coopération technique ont été organisées pendant l'année (contre 26 en 1998) dans la région: huit séminaires nationaux, neuf missions techniques, deux séminaires régionaux, 14 stages, conférences, ateliers et colloques. Les séminaires nationaux se sont tenus principalement à Bahreïn, à Oman, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis (EAU), ainsi qu'à Chypre, en Jordanie et au Koweït. Les missions techniques se sont réalisées principalement en Jordanie, au Liban et en Arabie saoudite, mais aussi au Koweït, à Oman et aux Émirats arabes unis. Des séminaires régionaux se sont tenus à Oman et en Arabie saoudite, alors que des stages ont été organisés au Koweït, en Palestine et en Arabie saoudite. Enfin, des conférences et des colloques ont eu lieu au Liban et aux Émirats arabes unis, une conférence ayant été organisée également à Oman.

Des missions techniques sur la normalisation dans les pays arabes et sur les techniques de négociations (séance d'échange d'idées à l'intention des pays arabes) ont eu lieu en Jordanie; des missions sur les obstacles techniques au commerce, pour les dirigeants de la CESAO, ainsi que sur la formation et la mise en place d'une unité de l'OMC au sein du Ministère du commerce, se sont déroulées au Liban; par ailleurs, des missions relatives à l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) et aux mécanismes de révision des politiques commerciales ont eu lieu en Arabie saoudite. Le Koweït a bénéficié d'une mission technique concernant l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC et la formation respective; Oman et les EAU ont été la destination de missions techniques sur les mesures sanitaires et phytosanitaires dans le cadre de l'accession à l'OMC; ces trois pays ont également reçu des missions au sujet des Accords sur l'agriculture, les ADPIC, les services et les autres Accords de l'OMC. Les trois stages effectués au Koweït, en Palestine et en Arabie saoudite portaient, le premier sur l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention de fonctionnaires du Moyen-Orient, le second sur les modules de formation en diplomatie commerciale relatifs aux ADPIC et aux MIC, et le dernier sur les Accords de l'OMC et leur incidence sur le monde arabe. Les trois conférences qui se sont tenues au Liban, à Oman et aux EAU ont eu pour sujet, respectivement, les services de transport maritime et aérien dans la région arabe, l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, et les répercussions des Accords de l'OMC sur l'industrie et les affaires.

Une évaluation des effets des missions de coopération technique fait apparaître une connaissance plus approfondie des Accords de l'OMC dans la région du Moyen-Orient. Les missions ont notamment suscité, dans plusieurs pays, des propositions visant à la création de comités nationaux qui assureraient la coordination des questions liées à l'OMC; par ailleurs, les pays ont demandé que, dans les missions à venir de l'OMC, l'accent soit mis sur les problèmes de mise en œuvre, plutôt que sur les explications des Accords.

IV. RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTÉGRÉES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE DES PAYS LES MOINS AVANCÉS: CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE (CI)

Depuis la Réunion de haut niveau d'octobre 1997, au cours de laquelle a été approuvé le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce destiné aux pays les moins avancés (WT/LDC/HL/1/Rev.1) dans le cadre du Plan d'action global et intégré de l'OMC en faveur des pays les moins avancés, 40 PMA sur 48 ont accédé et présenté l'évaluation de leurs besoins d'assistance liée au commerce. Les six institutions principales (FMI, CCI, CNUCED, PNUD, Banque mondiale et OMC) ont fourni des réponses intégrées¹⁰ à ces évaluations. Ces réponses se sont fondées sur les

¹⁰ Celles-ci sont publiées, après consultation avec le pays concerné, dans la série des documents WT/COMTD/IF/1 à 40.

programmes existants et les engagements budgétaires de chaque organisation. Elles sont également le résultat d'une coordination entre les organisations visant à éviter tout chevauchement dans l'octroi de l'assistance technique demandée.

Les six organisations gèrent le Cadre intégré au moyen d'un groupe de travail interinstitutions présidé par l'OMC. Le groupe de travail, composé de coordonnateurs appartenant à chacune des six institutions, se réunit environ trois fois par an pour faire le point sur: i) les progrès de la mise en œuvre du CI, ii) les demandes des pays et iii) la coordination entre les six organisations. Une unité administrative installée au CCI est chargée de la gestion de la base de données, du site Web et des aspects administratifs du CI. En novembre 1999, par autorisation du CI (WT/LDC/HL/1/Rev.1), le groupe de travail a entamé une révision du Cadre intégré dont les résultats, attendus pour le milieu de l'été, seront mis à la disposition des Membres de l'OMC.

Le Cadre intégré repose sur les demandes d'assistance formulées par les pays les moins avancés (PMA) ainsi que sur leur pleine maîtrise du processus. Après une étape centrée sur l'élaboration des évaluations des besoins¹¹ par les PMA, le Cadre intégré est entré dans une nouvelle phase où l'accent est mis sur la préparation de programmes pluriannuels d'assistance liée au commerce et sur l'organisation de tables rondes concernant cette assistance.

Le Cadre intégré exige que chaque pays mette à jour et classe ses besoins afin d'élaborer un programme pluriannuel d'assistance liée au commerce qui est ensuite exposé à une table ronde spécialisée dans les thèmes commerciaux, si possible dans le cadre des réunions du groupe consultatif organisées par la Banque mondiale, ou aux tables rondes du PNUD. Cette consultation doit aboutir, pour chaque PMA participant, à un programme concret impliquant une promesse d'assistance liée au commerce. Le processus d'élaboration d'un programme de ce type constitue une occasion de renforcer les compétences et la coordination sur les questions commerciales. D'autres organismes multilatéraux et des donateurs bilatéraux participent au processus du Cadre intégré dans le contexte des programmes pluriannuels d'assistance liée au commerce par pays.

Après avoir aidé un certain nombre de PMA à établir, en 1998, une évaluation de leurs besoins, l'OMC, conjointement avec les cinq autres institutions participantes, a établi un rapport sur la mise en œuvre des réponses intégrées, rapport qui a été diffusé sur le site Web du Cadre intégré. La mise en œuvre des réponses intégrées a eu lieu en partie dans le cadre du JITAP (Programme intégré d'assistance technique) en coopération avec le CCI et la CNUCED. À la fin de l'année 1999, l'OMC avait fourni 85 pour cent de l'assistance technique à laquelle elle s'était engagée au cours du processus des réponses intégrées. On trouvera à l'annexe II une liste des missions organisées par l'OMC.

Dans sa phase actuelle, le Cadre intégré s'occupe en priorité de la préparation, par les pays, de programmes pluriannuels d'assistance liée au commerce. Afin de garantir la pleine maîtrise du processus, l'établissement du programme pluriannuel est géré par un Comité directeur national. Le Comité directeur, mis en place par le gouvernement du pays, comprend diverses organisations gouvernementales impliquées dans les questions commerciales, ainsi que des représentants du secteur privé et des donateurs intéressés. Il a pour tâche principale d'établir des priorités parmi les éléments inscrits dans l'évaluation des besoins du pays, en tenant compte de leur compatibilité avec son degré de développement.

Les équipes des organismes multilatéraux présentes dans le pays assistent le gouvernement lorsque cela est nécessaire. En raison de leur présence sur le terrain et de leur expérience de l'organisation des réunions de donateurs, la Banque mondiale et le PNUD sont considérés comme

¹¹ Les évaluations de besoins couvrent généralement des domaines qui vont de la mise en conformité avec les règles et obligations de l'OMC aux contraintes de l'offre, telles que les infrastructures, les questions liées au renforcement des capacités humaines et institutionnelles, les besoins du secteur privé, etc.

étant les mieux placés pour aider les pays à organiser ce type de réunions, mais les autres institutions ont aussi prêté assistance. Le groupe de travail interinstitutions a publié des directives concernant le programme pluriannuel et l'organisation des tables rondes.

Dix-sept PMA ont entrepris cet exercice, avec le soutien d'une ou de plusieurs institutions multilatérales choisies par chaque pays. Cinq PMA ont achevé les programmes pluriannuels et les ont présentés à des tables rondes. Jusqu'à présent, seul l'Ouganda a organisé la table ronde dans le cadre d'une réunion du groupe consultatif, en décembre 1998. Au cours de la réunion, des partenaires en développement ont exprimé leur intention de financer certains des projets présentés par le gouvernement dans son programme pluriannuel d'assistance liée au commerce. Aucun engagement spécifique n'a été pris et il a été demandé au gouvernement de parachever les projets dans le cadre du Comité directeur national auquel participaient notamment des représentants du secteur privé et des donateurs. Quelques mois plus tard, ce soutien s'est concrétisé sous la forme d'un projet de renforcement des compétences dans le domaine du commerce, d'un projet de l'agence autrichienne pour le commerce et d'une aide apportée par le DFID pour engager un conseiller juridique afin d'élaborer une ébauche de législation nationale compatible avec les Accords de l'OMC.

En 1999, d'autres pays ont organisé des tables rondes sur l'assistance liée au commerce, à savoir la Tanzanie, la Gambie et Haïti, alors que la table ronde concernant le Bangladesh était repoussée jusqu'en janvier 2000. Douze autres PMA ont manifesté leur intention d'organiser ce type de tables rondes, un certain nombre de ces dernières se trouvant à divers stades de préparation, avec l'assistance d'une ou de plusieurs des institutions.

Les résultats des tables rondes d'Haïti et de Gambie ont été décevants pour les deux pays. Plusieurs aspects positifs ont caractérisé la table ronde d'Haïti: i) le gouvernement a présenté une politique commerciale cohérente qui a été examinée et approuvée par diverses instances de l'administration et par le secteur privé; ii) la maîtrise du processus du Cadre intégré de la part du gouvernement et des partenaires du secteur privé était manifeste, non seulement au vu du niveau des participants à la réunion – qui allaient du premier ministre à divers représentants du secteur privé – mais aussi par la qualité de la participation à la discussion; iii) le partenariat qui s'est établi entre le gouvernement et les chefs d'entreprises du secteur privé pendant l'exercice du Cadre intégré a été considéré par l'ensemble des participants comme la réalisation la plus importante de cet exercice; iv) un comité de suivi a été créé à l'issue de la table ronde pour éviter la dispersion des compétences sur la coordination générées pendant le processus; et v) la coordination et la synergie existant entre les six organisations principales ont rendu possible cette table ronde.

Toutefois, la participation de donateurs bilatéraux a été insuffisante et seuls la Banque mondiale et le Japon ont formulé des engagements (le Japon effectuant une réaffectation d'aide sans apporter de fonds supplémentaires). Le PNUD lui-même, c'est-à-dire l'organisation qui avait joué le rôle de chef de file dans la préparation du programme pluriannuel d'assistance liée au commerce et de la table ronde, a refusé de prendre un engagement spécifique concernant des projets pour lesquels il avait été désigné comme source de financement potentielle. Ce résultat contredit ceux d'une réunion préalable à la table ronde d'Haïti (octobre 1999), organisée par l'OMC et des délégations de donateurs à Genève, au cours de laquelle plusieurs donateurs avaient fait savoir qu'ils souhaitaient financer des projets particuliers présentés dans le programme pluriannuel de ce pays. Des réunions préalables aux tables rondes ont également été mises en place par l'OMC pour la Gambie (septembre 1999), la Tanzanie (octobre 1999) et le Bangladesh (décembre 1999).

Les résultats de la table ronde de la Gambie, organisée à Genève par le PNUD, ont été similaires. En Tanzanie, le Comité directeur national a décidé d'organiser une table ronde abrégée, au cours de laquelle la politique commerciale du pays a été présentée aux partenaires en développement, en même temps que les domaines prioritaires de l'assistance liée au commerce; la présentation de projets spécifiques en vue d'un financement aura lieu à la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale en mai 2000. Quant au Bangladesh, le soutien de l'organisation chef de file, à savoir la

Banque mondiale, était acquis dès le départ dans la mesure où le processus du Cadre intégré était matérialisé par un projet de diversification des exportations dont la préparation était très avancée; le Cadre intégré a permis, à son tour, d'accélérer la procédure d'approbation de ce projet. En 1999, ce projet de diversification des exportations, d'une valeur de 52 millions de dollars EU, a été approuvé par le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale.

Le Bangladesh, la Guinée, le Mali, le Togo et la Tanzanie ont reçu de l'OMC un soutien supplémentaire destiné au Cadre intégré, dans le contexte de l'examen de la politique commerciale de ces pays. En 1999, des ateliers de lancement, dont l'objectif était d'attirer l'attention des dirigeants politiques sur le processus du Cadre intégré, ont été mis en place au Bangladesh, en Zambie, en Tanzanie et à Djibouti.

En 1999, outre les activités spécifiques au Cadre intégré, l'OMC a prêté son concours aux PMA grâce à des activités dont on trouvera le détail dans les sections suivantes: Afrique (programme JITAP et autres types d'assistance technique), séminaires nationaux et régionaux, stages de politique commerciale de courte durée en anglais et en français, missions techniques et Centres de référence de l'OMC.

V. ASPECTS BUDGÉTAIRES

Comme l'avaient demandé les délégations à la vingt-quatrième session du Comité du commerce et du développement, en mars 1999, un rapport interne de l'équipe spéciale sur le renforcement de la coopération technique de l'OMC a été envoyé aux Membres. Il y est dit que les besoins de ressources destinées à la coopération technique sont considérables vu les attentes croissantes des Membres – pays en développement, pays les moins avancés et économies en transition – mais aussi des États et territoires douaniers en voie d'accession. Au fil des ans, les déboursments liés à des activités de coopération technique se sont multipliés, les ressources extrabudgétaires couvrant désormais plus de 90 pour cent des besoins. La dépendance à l'égard de subventions *ad hoc* fait qu'il est difficile de planifier les activités de coopération technique. L'équipe spéciale a souligné que le relèvement des crédits ordinaires de la coopération technique reste un objectif prioritaire.

Une évaluation des besoins de ressources devrait tenir compte du caractère évolutif du système commercial multilatéral fondé sur des règles et, dans ce contexte, il faudrait agir, au moins, à trois niveaux:

- premièrement, au niveau de la diffusion générale des activités de présentation de l'OMC et de ses accords, présents et futurs;
- deuxièmement, au niveau de l'approfondissement des compétences des ressources humaines des pays en développement afin qu'ils puissent participer efficacement au travail de l'OMC, y compris à ses mécanismes décisionnels;
- troisièmement, au niveau des compétences spécialisées nécessaires pour mettre en œuvre les engagements contractés dans le cadre de l'OMC (par exemple, former les responsables des douanes aux méthodes de l'évaluation en douane de l'OMC; créer des points d'information; concevoir des systèmes de normalisation et des procédures d'évaluation de la conformité comme le prévoit l'Accord sur les obstacles tarifaires au commerce; élaborer des techniques d'évaluation des risques comme le prévoit l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires; former des fonctionnaires au calcul des droits antidumping et des droits compensateurs, etc.).

Un autre élément à prendre en considération est celui du continuel renouvellement des administrations des pays en développement, qui oblige à répéter, à l'intention des nouveaux fonctionnaires, les activités d'information et de formation sur les Accords de l'OMC.

Dans ce contexte, en juin 1999, les Membres ont décidé d'établir le Fonds global d'affectation spéciale pour la coopération technique de l'OMC, dont les attributions figurent dans le Mémorandum d'accord correspondant. Les objectifs du Fonds, tels qu'ils sont énoncés dans ledit Mémorandum d'accord, sont les suivants:

- assurer une gestion et une mise en œuvre plus efficaces des activités de coopération technique de l'OMC tout en réduisant au minimum les dépenses et les procédures administratives;
- soutenir et compléter le budget ordinaire de l'OMC pour ce qui est du financement des activités de coopération technique;
- renforcer l'assistance et la coopération techniques de l'OMC en faveur des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, ainsi que des économies en transition, qu'il s'agisse de Membres de l'OMC ou de pays ou territoires en cours d'accession;
- permettre au Secrétariat de mettre en œuvre la coopération technique avec souplesse, rapidité et efficacité et, si nécessaire, de l'adapter aux besoins spécifiques des pays bénéficiaires.

Diverses propositions ont été présentées, au cours des travaux préparatoires de la Conférence ministérielle de 1999, pour relever le budget ordinaire de l'OMC alloué à la coopération technique. Le document WT/GC/W/259 comprend une communication du Canada, du Danemark, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse indiquant que "... l'augmentation du budget nécessaire pour satisfaire au moins la demande annuelle courante d'assistance technique, soit 10 millions de francs suisses, s'échelonne progressivement à concurrence de ce montant sur une période de trois ans à compter de l'an 2000. Les Ministres reconnaissent que cela n'exclut pas que des contributions extrabudgétaires puissent être versées". Toutefois, la troisième Conférence ministérielle de Seattle n'a pas conduit à une décision visant à augmenter le budget ordinaire de l'OMC pour la coopération technique. La situation financière des activités de coopération technique en 1999 peut être résumée comme suit: les dépenses totales se sont élevées à 6,05 millions de francs suisses, contre des activités prévues au début de l'année d'environ 10 millions de francs suisses. Un grand nombre d'activités n'ont pas pu être menées à bien en raison du déficit de financement.

Cette tendance se maintiendra probablement en 2000 dans la mesure où l'estimation actuelle des dépenses dépasse 11 millions de francs suisses. Si l'on tient compte du niveau du budget ordinaire de l'an 2000 (741 000 francs suisses), la contribution de ce dernier dans le financement de ces activités ne dépasserait pas 7 pour cent, dans l'hypothèse d'une exécution totale des activités. Les activités de coopération technique devraient donc être financées par des contributions extrabudgétaires à hauteur de 93 pour cent.

ANNEXE I**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>Page</u>
ANNEXE 1.a - ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (AFRIQUE)	43
ANNEXE 1.b - ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (ASIE/PACIFIQUE)	47
ANNEXE 1.c - ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE)	51
ANNEXE 1.d - ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (AMÉRIQUE DU NORD/AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES)	55
ANNEXE 1.e - ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (MOYEN-ORIENT)	59
ANNEXE 2.a - ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (AFRIQUE)	61
ANNEXE 2.b - ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (ASIE/PACIFIQUE)	65
ANNEXE 2.c - ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE)	67
ANNEXE 2.d - ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (AMÉRIQUE DU NORD/AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES)	69
ANNEXE 2.e - ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (MOYEN-ORIENT)	73
ANNEXE 3.a - ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (AFRIQUE)	74
ANNEXE 3.b - ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (ASIE/PACIFIQUE)	78
ANNEXE 3.c - ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE)	82
ANNEXE 3.d - ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (AMÉRIQUE DU NORD/AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES)	85
ANNEXE 3.e - ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (MOYEN-ORIENT)	89

Définition des fonds d'affectation spéciale

Les tableaux font allusion au budget ordinaire de l'OMC aussi bien qu'au recours aux divers fonds d'affectation spéciale, définis ci-après:

Excédents sur assistance technique

Ces excédents sont destinés à fournir des ressources supplémentaires aux activités programmées en 1998 dans le cadre du plan triennal (1998-2000) du programme d'assistance technique de l'OMC (WT/BFA/36).

Excédents sur assistance juridique

Fonds de réserve utilisable pour augmenter les ressources du Secrétariat destinées à aider les pays en développement qui demanderaient les services d'un conseiller juridique au titre de l'article 27:2 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Le fonds ne peut être utilisé que lorsque les ressources normales du Secrétariat ne sont pas suffisantes pour répondre aux demandes des pays en développement (WT/BFA/36).

Fonds de soutien aux programmes

Ce fonds est prévu pour compléter les ressources dans les domaines de soutien à condition qu'il existe une relation manifeste entre l'activité de soutien concernée et les activités du Fonds d'affectation spéciale ayant généré le revenu (droit de 13 pour cent pour les frais généraux) (WT/BFA/38).

ANNEXE 1.a

ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (158)

AFRIQUE (43)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD	
25 janvier 1999	27 janvier 1999	<u>Guinée</u> Atelier national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	TC98	
8 février 1999	10-février 99	<u>Zimbabwe</u> Séminaire régional Commerce et environnement, à l'intention des pays en développement d'Afrique	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède; excédents sur assistance technique		TCD, TED, ExRD	Afrique du Sud, Botswana, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	TC98
8 février 1999	9 février 1999	<u>Soudan</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Pologne		IMRD, TCD	D134	
8 février 1999	19 février 1999	<u>Namibie</u> Mission technique Mission consultative juridique	OMC	Excédents sur assistance juridique		TCD	SSA99	
15 mars-1999	19 mars 1999	<u>Ghana</u> Mission technique Procédures et pratiques de règlement des différends, évaluation en douane, ADPIC, mesures SPS, OTC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD, LegD, IPD		
22 mars 1999	23 mars 1999	<u>Lesotho</u> Mission technique Établissement de Centre de référence de l'OMC - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine; Fonds de soutien aux programmes		INFD, IMRD	D135	
24 mars 1999	28 mars 1999	<u>Lesotho</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
29 mars 1999	1 ^{er} avril 1999	<u>Namibie</u> Séminaire régional Mesures SPS, à l'intention des pays en développement d'Afrique australe	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	USDA	AgD	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Rép. dém. du Congo, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	A9
15 avril 1999	16 avril 1999	<u>Maurice</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD	En combinaison avec les Seychelles	TC98
19 avril 1999	20 avril 1999	<u>Seychelles</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD	En combinaison avec Maurice	TC98
26 avril 1999	30 avril 1999	<u>Ghana</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MaccD		

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
28 avril 1999	29 avril 1999	<u>Namibie</u> Séminaire national Accords de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
29 avril 1999	30 avril 1999	<u>Mali</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce - Mise en œuvre et ajustement de la législation (suite de TC98) - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	En combinaison avec le Ghana (B73)	D117
3 mai 1999	6 mai 1999	<u>Djibouti</u> Séminaire régional Commerce, environnement et BDI à l'intention des pays africains francophones	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TED, StatD, TCD	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo, (UDEAC)	
6 mai 1999	7 mai 1999	<u>Djibouti</u> Mission technique Session d'information de l'IGAD	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
17 mai 1999	18 mai 1999	<u>Côte d'Ivoire</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD		
20 mai 1999	21 mai 1999	<u>Guinée équatoriale</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD		TC98
3 juin 1999	3 juin 1999	<u>Maroc</u> Atelier national Commerce électronique	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
7 juin 1999	10 juin 1999	<u>Maroc</u> Atelier régional Procédures et pratiques de règlement des différends, à l'intention de 25 pays africains francophones	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		LegD, TCD	Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, UDEAC, OUA	A37
21 juin 1999	23 juin 1999	<u>Zambie</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD		
5 juillet 1999	8 juillet 1999	<u>Madagascar</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial international, à l'intention des secteurs public et privé	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
8 juillet 1999	9 juillet 1999	<u>Madagascar</u> Mission technique Stage de formation sur le Centre de référence OMC et la BDI	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
12 juillet 1999	13 juillet 1999	<u>Madagascar</u> Mission technique Mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane	OMC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD		
2 août 1999	6 août 1999	<u>Gabon</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		ERAD, TCD		
2 août 1999	6 août 1999	<u>Tanzanie</u> Mission technique Présentation commune du processus du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA, et de l'examen des politiques commerciales - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
13 août 1999	13 août 1999	<u>Zimbabwe</u> Mission technique Session d'information sur la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD		
22 septembre 1999	26 septembre 1999	<u>Niger</u> Séminaire national Questions de mise en œuvre et prescriptions en matière de notification: Commerce des biens et services, notifications sur les ADPIC - Commerce électronique - Base de données intégrée (BDI) - Préparation à la réunion de Seattle	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse; Fonds de soutien aux programmes		TCD		D120
27 septembre 1999	28 septembre 1999	<u>Égypte</u> Mission technique Stage sur la création d'un Centre de référence de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		IMRD	Aucun équipement fourni	
27 septembre 1999	1 ^{er} octobre 1999	<u>Cap-Vert</u> Mission technique Consultations sur les répercussions de l'adhésion à l'OMC pour le Cap-Vert	OMC	Fonds de soutien aux programmes		TCD		
4 octobre 1999	8 octobre 1999	<u>Mauritanie</u> Séminaire national Questions de mise en œuvre et prescriptions en matière de notification - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		ERAD		
5 octobre 1999	8 octobre 1999	<u>Zambie</u> Séminaire national Préparatifs en vue d'une table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds de soutien aux programmes		TCD		D123
11 octobre 1999	15 octobre 1999	<u>Mauritanie</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		ERAD		

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
25 octobre 1999	29 octobre 1999	<u>Ouganda</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane - Collecte d'informations	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		MAccD	
25 octobre 1999	29 octobre 1999	<u>Côte d'Ivoire</u> Mission technique Formation des formateurs	OMC	Fonds du JITAP		TCD	
1 ^{er} novembre 1999	5 novembre 1999	<u>Tunisie</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds du JITAP		MAccD	
2 novembre 1999	5 novembre 1999	<u>Nigéria</u> Séminaire national Incidences des Accords de l'OMC sur l'économie nigériane	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		DD	
7 novembre 1999	11 novembre 1999	<u>Égypte</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD	
29 novembre 1999	3 décembre 1999	<u>Mali</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		ERAD, MAccD	
13 décembre 1999	14 décembre 1999	<u>Mali</u> Mission technique Assistance technique sur la base de données intégrée (BDI) – Présentation de la BDI Consultations avec différents services du gouvernement	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
13 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>Guinée</u> Séminaire national Questions de mise en œuvre et prescriptions en matière de notification - Présentation de la BDI - Propriété intellectuelle	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD	
13 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>République démocratique du Congo</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD	
16 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>Togo</u> Mission technique Assistance technique sur la base de données intégrée - Présentation de la BDI - Consultations avec différents services du gouvernement	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	D139/149

ANNEXE 1.b

ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (158)

ASIE/PACIFIQUE (33)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
22 février 1999	26 février 1999	<u>Népal</u> Séminaire national Négociations commerciales	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TCD	D125
28 février 1999	4 mars 1999	<u>Bangladesh</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD	
2 mars 1999	5 mars 1999	<u>République populaire de Chine [Shanghai]</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, y compris la BDI, à l'intention des économies en développement d'Asie	OMC	Hong Kong, Chine; Fonds d'affectation spéciale du Japon; Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD, TSD, AgD	Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Corée, Hong Kong, Inde, Indonésie, Laos, Macao, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Taïpei chinois, Thaïlande, Viet Nam
5 mars 1999	9 mars 1999	<u>République populaire de Chine [Beijing]</u> Atelier national Obligations et procédures en matière de notification de l'OMC, à l'intention de fonctionnaires chinois	OMC	Surplus sur assistance technique	Banque mondiale	AgD, TSD, TCD	5 mars; 8 au 9 mars
18 mars 1999	19 mars 1999	<u>Fidji</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD	En combinaison avec les Samoa
22 mars 1999	23 mars 1999	<u>Samoa-Occidental</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD	En combinaison avec les Fidji
23 mars 1999	27 mars 1999	<u>Nouvelle-Zélande</u> Séminaire régional Système commercial multilatéral de l'OMC pour les six îles du Pacifique - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale de la Nouvelle-Zélande		TCD	Fidji, Papouasie-Nouvelle Guinée, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Samoa-Occidental
25 mars 1999	26 mars 1999	<u>Cambodge</u> Séminaire national AGCS	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
26 avril 1999	30 avril 1999	<u>Thaïlande</u> Stage de formation Cours de perfectionnement sur le règlement des différends	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement de la Thaïlande	LegD	En combinaison avec Singapour
27 avril 1999	7 mai 1999	<u>Cambodge</u> Mission technique Conseil juridique – Finalisation de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur	OMC	Surplus sur assistance juridique		TCD	
16 mai 1999	18 mai 1999	<u>Maldives</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		Formation, TCD	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
2 juin 1999	3 juin 1999	<u>Brunéi Darussalam</u> Séminaire régional Négociations dans le cadre de l'AGCS et programme d'échange d'informations, à l'intention des négociateurs en matière de services de l'ANASE	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	En combinaison avec les Philippines
19 juin 1999	19 juin 1999	<u>Brunéi Darussalam</u> Atelier national Accord sur les textiles	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TexD	
30 août 1999	3 septembre 1999	<u>Mongolie</u> Stage de formation Séminaire de simulation de négociations commerciales de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD	C106
31 mai 1999	1 ^{er} juin 1999	<u>Philippines</u> Séminaire régional Négociations dans le cadre de l'AGCS et programme d'échange d'informations, à l'intention des négociateurs en matière de services de l'ANASE	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
14 juin 1999	18 juin 1999	<u>Thaïlande</u> Atelier régional Base de données intégrée (BDI)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D, TCD	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam
16 juin 1999	17 juin 1999	<u>Myanmar</u> Séminaire national Accord sur les textiles et les vêtements et obligations et procédures en matière de notifications de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TexD	D129
22 juillet 1999	23 juillet 1999	<u>Tonga</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD	En combinaison avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée
22 juillet 1999	23 juillet 1999	<u>Sri Lanka</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède	Équipement en PC de l'USAID	IMRD, INFD	En combinaison avec Macao
26 juillet 1999	27 juillet 1999	<u>Macao</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine; Fonds d'affectation spéciale de la Suède		IMRD, INFD	TC98
26 juillet 1999	27 juillet 1999	<u>Papouasie-Nouvelle Guinée</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD	TC98
4 août 1999	6 août 1999	<u>Indonésie</u> Stage de formation Stage de l'OMC à l'intention des responsables des douanes indonésiens: Présentation générale des Accords du Cycle d'Uruguay et de l'OMC - Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général - Accord sur les règles d'origine - Harmonisation des règles d'origine	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, WCO	A41

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
25 août 1999	3 septembre 1999	<u>Vanuatu</u> Mission technique Accession: aider les fonctionnaires à ébaucher une législation nationale et à mettre en œuvre les obligations au titre de l'OMC	OMC	Fonds de soutien aux programmes		AccD		
5 septembre 1999	9 septembre 1999	<u>Fidji</u> Mission technique Accession: aider les fonctionnaires à ébaucher une législation nationale et à mettre en œuvre les obligations au titre de l'OMC	OMC	Fonds de soutien aux programmes		AccD		
6 septembre 1999	8 septembre 1999	<u>Mongolie</u> Mission technique Ébauche d'une législation concernant les règles antidumping, les subventions et mesures compensatoires et les sauvegardes	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, RD		A27
13 septembre 1999	17 septembre 1999	<u>République populaire de Chine</u> Séminaire national Séminaire de simulation de négociations commerciales de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD		A43
14 septembre 1999	15 septembre 1999	<u>Mongolie</u> Atelier national AGCS: structure de l'Accord; obligations générales comparées aux engagements spécifiques; intérêts potentiels économiques et commerciaux des pays en développement au titre de l'Accord; étendue et portée du nouveau cycle sur les services	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TSD		A28
16 septembre 1999	17 septembre 1999	<u>Mongolie</u> Mission technique Agriculture, mesures SPS, OTC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		AgD		A46
18 octobre 1999	22 octobre 1999	<u>Fidji</u> Séminaire régional Séminaire de simulation de négociations commerciales, à l'intention des pays insulaires du Pacifique	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD	Belau, Fidji, îles Cook, îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa occidentales, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	
18 octobre 1999	21 octobre 1999	<u>Philippines</u> Séminaire national Accord sur l'agriculture	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, AgD		A30
8 novembre 1999	11 novembre 1999	<u>Bangladesh</u> Mission technique avec examen des politiques commerciales	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TCD		

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
22 novembre 1999	3 décembre 1999	<u>Papouasie-Nouvelle Guinée</u> Mission technique Conseil juridique sur la législation liée au commerce	OMC	Fonds de soutien aux programmes		TCD		A32
1 ^{er} décembre 1999	3 décembre 1999	<u>Papouasie-Nouvelle Guinée</u> Séminaire national Accords de l'OMC et prescriptions en matière de notification	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		LegD		A32

ANNEXE 1.c

ACTIVITÉS ENTièrement ORGANISÉES PAR L'OMC (158)

PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE (25)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
22 janvier 1999	22 janvier 1999	<u>Belgique</u> Mission technique Consultations sur le cas de la banane avec des représentants des États des Caraïbes orientales	OMC	Surplus sur assistance juridique		TCD	
28 janvier 1999	29 janvier 1999	<u>Croatie</u> Mission technique Accord sur les mesures SPS et OTC	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède, OMC/CT (budget ordinaire)		AgD, TED	
16 février 1999	17 février 1999	<u>Belgique</u> Mission technique Consultations sur le cas de la banane avec des représentants des États des Caraïbes orientales et du Belize	OMC	Surplus sur assistance juridique		TCD	
19 février 1999	19 février 1999	<u>Suisse</u> Colloque Commerce électronique, à l'intention des pays en développement	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède	Gouvernement canadien	DD	
24 février 1999	26 février 1999	<u>Suisse</u> Atelier régional 1. Atelier sur les Centres de référence pour 17 pays 2. Séminaire sur les prescriptions en matière de notification, ouvert à tous les Membres de l'OMC	OMC	Surplus sur assistance technique		IMRD	Angola, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Ghana, Guinée, Îles Salomon, Kenya, Malawi, Maldives, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, Tchad, Zambie
15 mars 1999	19 mars 1999	<u>Suisse</u> Colloque Colloque de haut niveau sur le commerce et l'environnement et sur le commerce et le développement, à l'intention de Membres de l'OMC et d'observateurs	OMC	Aucun coût pour l'OMC		TED, DD	Invités: Bhoutan, Éthiopie, Madagascar, Myanmar, Ouganda, Tchad, Togo, Zambie
22 mars 1999	25 mars 1999	<u>Suisse</u> Stage de formation Treizième stage de formation spéciale sur les procédures et pratiques de règlement des différends de l'OMC (32 Membres de l'OMC)	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD	Financement de cinq fonctionnaires de PMA Bangladesh, Lesotho, Madagascar, Tanzanie, Zambie
26 avril 1999	29 avril 1999	<u>Hongrie</u> Atelier régional Procédures et pratiques de règlement des différends, à l'intention de 25 pays de l'Europe centrale et orientale, de l'Asie centrale et de la Méditerranée	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Israël, Kazakstan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Malte, Moldova, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Turquie

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
19 mai 1999	20 mai 1999	<u>Géorgie</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention de trois pays de l'Europe orientale	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TCD, AccD	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie	
1 ^{er} juin 1999	4 juin 1999	<u>Suisse</u> Stage de formation Quatorzième stage de formation spéciale sur les procédures et pratiques de règlement des différends de l'OMC (32 Membres de l'OMC)	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD	Financement d'un fonctionnaire de PMA Lesotho	D144
28 juin 1999	30 juin 1999	<u>Lettonie</u> Atelier national Mise en œuvre des règles	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		RD		
12 juillet 1999	30 juillet 1999	<u>Suisse</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée, à l'intention de 21 PMA francophones - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, SaoTomé-et-Principe, Tchad, Togo	D145
16 juillet 1999	16 juillet 1999	<u>Suisse</u> Colloque Accord sur les technologies de l'information	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		MAccD	Tous les Membres de l'OMC	
27 juillet 1999	28 juillet 1999	<u>Moldova</u> Séminaire national Accord sur l'agriculture et les mesures SPS	OMC	Surplus sur assistance technique		AgD		
20 septembre 1999	23 septembre 1999	<u>Hongrie</u> Séminaire régional Disciplines concernant les subventions, à l'intention des pays de l'Europe centrale	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		RD	(Albanie), Bélarus, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldova, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovénie, Ukraine	
4 octobre 1999	4 octobre 1999	<u>Suisse (pour la Tanzanie)</u> Séminaire national Préparatifs en vue d'une table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds du JITAP		TCD		D121
4 octobre 1999	5 octobre 1999	<u>Lettonie</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral: droits de douane, subventions, antidumping, droits compensateurs, agriculture, services - Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	Surplus sur assistance technique		TCD		

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
7 octobre 1999	8 octobre 1999	<u>Estonie</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral: droits de douane, subventions, antidumping, droits compensateurs, agriculture, services - Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	Surplus sur assistance technique		TCD		
18 octobre 1999	5 novembre 1999	<u>Suisse (Genève)</u> Séminaire régional Stage de politique commerciale de courte durée (trois semaines) à l'intention de pays de l'Europe centrale et orientale et de pays d'Asie centrale	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldova, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovénie, Ukraine	
21 octobre 1999	22 octobre 1999	<u>Ukraine</u> Atelier national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Avocats de la Communauté européenne	TCD		
26 octobre 1999	29 octobre 1999	<u>Suisse</u> Stage de formation Quinzième stage spécial sur les procédures et pratiques de règlement des différends de l'OMC (32 Membres de l'OMC)	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine; Fonds du JITAP (pour le Bénin et la Tanzanie)		TCD	Bénin et Tanzanie (JITAP); Bangladesh, Gambie, Îles Salomon, Lesotho, Madagascar, Zambie Financement de huit fonctionnaires de PMA	D124
1 ^{er} novembre 1999	19 novembre 1999	<u>Suisse (Genève)</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée, à l'intention de 24 PMA anglophones – Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Nouvelle-Zélande		TCD	Afghanistan, Bhoutan, Cambodge, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Malawi, Maldives, Maurice, Mozambique, Myanmar, Népal, Ouganda, République démocratique populaire lao, Samoa-Occidental, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tuvalu, Vanuatu, Zambie	D141
1 ^{er} novembre 1999	5 novembre 1999	<u>Suisse (Genève)</u> Conférence: "Semaine de Genève" pour les délégations non résidentes: préparatifs pour la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège; Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		DGOff., TCD, DD	Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Belize, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Dominique, Fidji, Gambie, Grenade, Guinée-Bissau, Guyana, Îles Salomon, Macao, Malawi, Maldives, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa-Occidental, Seychelles, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tchad, Togo, Tonga, Vanuatu	

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
8 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Suisse</u> Colloque Réunion spéciale sur les clauses de transparence de l'Accord SPS à l'intention des points d'information de PMA	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		AgD	Bangladesh, Burkina Faso, Djibouti, Haïti, Madagascar, Malawi, Myanmar, Ouganda, Tanzanie, Zambie	
24 novembre 1999	25 novembre 1999	<u>Autriche</u> Colloque Réunion avec les instances dirigeantes du Joint Vienna Institute	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		

ANNEXE 1.d

ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (158)

AMÉRIQUE DU NORD/AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (43)

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
17 janvier 1999	20 janvier 1999	<u>Cuba</u> Colloque Représentation du Directeur général au colloque sur la mondialisation	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD		
26 janvier 1999	28 janvier 1999	<u>Cuba</u> Mission technique Services	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD		A24
1 ^{er} février 1999	2 février 1999	<u>Honduras</u> Séminaire national Services financiers	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TED		
8 février 1999	12 février 1999	<u>Bolivie</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD		TC98
22 février 1999	26 février 1999	<u>Costa Rica</u> Mission technique Réunion d'experts du Costa Rica - Initiative du Canada	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TED		
2 mars 1999	5 mars 1999	<u>Nicaragua</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
8 mars 1999	12 mars 1999	<u>Uruguay</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD		
17 mars 1999	19 mars 1999	<u>Venezuela</u> Mission technique Assistance technique sur la BDI	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D		
24 mars 1999	26 mars 1999	<u>El Salvador</u> Mission technique Listes tarifaires, Système harmonisé	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		[TCD]		
9 avril 1999	9 avril 1999	<u>Costa Rica</u> Séminaire national Consultation avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	En combinaison avec le Guatemala	
12 avril 1999	16 avril 1999	<u>Cuba</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD		
26 avril 1999	30 avril 1999	<u>Panama</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
26 avril 1999	27 avril 1999	<u>Trinité-et-Tobago</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		IMRD	En combinaison avec la Jamaïque	TC98

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
26 avril 1999	27 avril 1999	<u>Costa Rica</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD	
26 avril 1999	27 avril 1999	<u>Antigua-et-Barbuda</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		INFD, formation	En combinaison avec la Dominique TC98
29 avril 1999	30 avril 1999	<u>Dominique</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		INFD, formation	En combinaison avec Antigua TC98
24 mai 1999	28 mai 1999	<u>Guatemala</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Formation	
3 juin 1999	4 juin 1999	<u>Barbade</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD	En combinaison avec Sainte-Lucie et Saint-Kitts-et-Nevis TC98
7 juin 1999	8 juin 1999	<u>Sainte-Lucie</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD	En combinaison avec la Barbade et Saint-Kitts-et-Nevis TC98
8 juin 1999	8 juin 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Conférence Commerce international, à l'intention des délégués des Nations Unies en poste à New York	OMC	Surplus sur assistance juridique		TCD	
10 juin 1999	11 juin 1999	<u>Saint-Kitts-et-Nevis</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD	En combinaison avec la Barbade et Sainte-Lucie TC98
10 juin 1999	11 juin 1999	<u>Cuba</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire); Hong Kong, Chine		INFD, IMRD	En combinaison avec la République dominicaine et la Jamaïque; PC fourni par Hong Kong TC98
14 juin 1999	15 juin 1999	<u>République dominicaine</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Équipement en PC de l'USAID	INFD, IMRD	En combinaison avec Cuba et la Jamaïque TC98
16 juin 1999	18 juin 1999	<u>Colombie</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral – Préparatifs pour la troisième Conférence ministérielle	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	A16
17 juin 1999	18 juin 1999	<u>Jamaïque</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds de Hong Kong, Chine		INFD, IMRD	Reporté vers Cuba et la République dominicaine TC98
28 juin 1999	29 juin 1999	<u>Venezuela</u> Séminaire national Le commerce électronique et l'Accord sur les technologies de l'information	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		MaccD	
8 juillet 1999	9 juillet 1999	<u>Saint-Vincent-et-les Grenadines</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		INFD, IMRD	En combinaison avec la Grenade TC98
12 juillet 1999	13 juillet 1999	<u>Grenade</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		INFD, IMRD	En combinaison avec Saint-Vincent-et-les Grenadines TC98

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
20 juillet 1999	22 juillet 1999	<u>Équateur</u> Séminaire national Fonctionnement de l'OMC et préparatifs à la Conférence ministérielle de Seattle - Secteurs public et privé	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	Pays d'accueil	TCD		
21 juillet 1999	21 juillet 1999	<u>Uruguay</u> Séminaire régional Stage de politique commerciale de courte durée de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	MERCOSUR, Bolivie, Chili	
26 juillet 1999	27 juillet 1999	<u>Jamaïque</u> Séminaire national Services	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD		
23 août 1999	25 août 1999	<u>Jamaïque</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD		
2 septembre 1999	2 septembre 1999	<u>Colombie</u> Séminaire national Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de Seattle, à l'intention du secteur public et du secteur privé	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		LSDoc.		
6 septembre 1999	10 septembre 1999	<u>Cuba</u> Séminaire national Mise en œuvre des Accords sur les mesures commerciales correctives - Antidumping, subventions et mesures compensatoires, sauvegardes	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		RD		
20 septembre 1999	21 septembre 1999	<u>Guyana</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine	Équipement en PC de l'USAID	TCD, INFD		TC98
21 septembre 1999	22 septembre 1999	<u>Colombie</u> Séminaire national Commerce électronique	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
23 septembre 1999	24 septembre 1999	<u>Suriname</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, INFD		TC98
25 octobre 1999	27 octobre 1999	<u>Uruguay</u> Séminaire national Accord OTC et incidences	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TED		
1 ^{er} novembre 1999	5 novembre 1999	<u>Venezuela</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD		
10 novembre 1999	11 novembre 1999	<u>Brésil</u> Séminaire régional Politique de la concurrence à l'intention du MERCOSUR	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		IPD		
11 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Haïti</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		TCD		D108

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
6 décembre 1999	10 décembre 1999	Jamaïque Mission technique Antidumping	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD		
8 décembre 1999	10 décembre 1999	Dominique Séminaire régional Procédures et pratiques de règlement des différends, à l'intention des pays de l'OECD	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Secrétariat de l'OECD	

ANNEXE 1.e

ACTIVITÉS ENTIÈREMENT ORGANISÉES PAR L'OMC (158)

MOYEN-ORIENT (14)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
4 janvier 1999	7 janvier 1999	<u>Arabie saoudite</u> Mission technique AGCS	OMC	Surplus sur assistance technique		TSD	
30 janvier 1999	30 janvier 1999	<u>Arabie saoudite</u> Mission technique Mécanisme d'examen des politiques commerciales	OMC	Surplus sur assistance technique		TPRD	
1 ^{er} février 1999	4 février 1999	<u>Émirats arabes unis</u> Mission technique Accords de l'OMC sur l'agriculture, les ADPIC, les services, autres Accords	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD, AgD, TCD, MAccD	A2
2 février 1999	3 février 1999	<u>Jordanie</u> Mission technique La normalisation dans les pays arabes	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	En combinaison avec le Liban (1 ^{er} février 1999)
6 février 1999	7 février 1999	<u>Émirats arabes unis</u> Atelier national Intégration régionale et unions douanières	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
9 février 1999	10 février 1999	<u>Arabie saoudite</u> Atelier national Intégration régionale et unions douanières	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
17 mai 1999	19 mai 1999	<u>Koweït</u> Mission technique Stage sur la création d'un Centre de référence de l'OMC	OMC	Surplus sur assistance technique; OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement du Koweït	IMRD, INF D	TC98
11 octobre 1999	12 octobre 1999	<u>Oman</u> Séminaire national Les Accords de l'OMC, à l'intention du secteur privé et du secteur public	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas; surplus sur assistance technique		TSD, TCD	
19 octobre 1999	20 octobre 1999	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle; les Accords de l'OMC; à l'intention de fonctionnaires des ministères de Bahreïn	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		LegD	
22 novembre 1999	22 novembre 1999	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Incidences de l'Accord SPS, à l'intention des membres du gouvernement et des entreprises	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
24 novembre 1999	25 novembre 1999	<u>Jordanie</u> Séminaire national Accords SPS et OTC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
24 novembre 1999	24 novembre 1999	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Incidences de l'Accord OTC, à l'intention des membres du gouvernement et des entreprises	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TED		
29 novembre 1999	30 novembre 1999	<u>Koweït</u> Séminaire national Le Koweït et la mondialisation	OMC	Aucun coût pour l'OMC Gouvernement du Koweït	PNUD Koweït	ERAD		
30 novembre 1999	2 décembre 1999	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Procédures et pratiques de règlement des différends, antidumping et sauvegardes	OMC	Aucun coût pour l'OMC	Gouvernement de l'Arabie saoudite	RD		

ANNEXE 2.a

ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (86)

AFRIQUE (31)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD	
15 février 1999	17 février 1999	<u>Nigéria</u> Mission technique L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention du Secrétariat de la CEDEAO	OMC/ CEDEAO	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		DD, AgD	Membres de la CEDEAO: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	B48
2 mars 1999	5 mars 1999	<u>Côte d'Ivoire</u> Atelier régional OTC, mesures SPS, gestion de la qualité et certification, agriculture, à l'intention de l'Afrique de l'Ouest	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TED		B69
8 mars 1999	9 mars 1999	<u>Kenya</u> Mission technique L'OMC et la mise en œuvre du système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	En combinaison avec l'Ouganda (B80)	B82
9 mars 1999	12 mars 1999	<u>Tanzanie</u> Atelier régional OTC, mesures SPS, gestion de la qualité et certification, agriculture, à l'intention de l'Afrique de l'Est	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TED		B70
10 mars 1999	11 mars 1999	<u>Ouganda</u> Colloque L'OMC et la mise en œuvre du système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	En combinaison avec le Kenya (B82)	B80
23 mars 1999	26 mars 1999	<u>République centrafricaine</u> Séminaire régional Accord sur les ADPIC, à l'intention des PMA francophones subsahariens - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC/OMPI	Fonds d'affectation spéciale de la Suède	OMPI	TCD		D143/45
29 mars 1999	30 mars 1999	<u>Zimbabwe</u> Séminaire régional Accord sur les ADPIC, à l'intention des pays subsahariens anglophones	OMPI	Aucun coût pour l'OMC		IPD	Afrique du Sud, Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Namibie, Nigéria, Seychelles, Swaziland, Zimbabwe	A44
6 avril 1999	8 avril 1999	<u>Tunisie</u> Mission technique Examen tripartite du projet tunisien et de la mise en œuvre	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD		
26 avril 1999	27 avril 1999	<u>Ghana</u> Mission technique Mise en œuvre, notifications	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	En combinaison avec le Mali (D117)	B73
3 mai 1999	4 mai 1999	<u>Égypte</u> Atelier régional Atelier conjoint sur la protection des obtentions végétales	OMC/UPOV/ OMPI	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		IPD		

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
6 mai 1999	7 mai 1999	<u>Kenya</u> Atelier régional Atelier conjoint sur la protection des obtentions végétales	OMC/UPOV/ OMPI	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		IPD		
24 mai 1999	27 mai 1999	<u>Égypte</u> Séminaire régional Relation entre l'OMC et le système commercial multilatéral, et les Accords commerciaux régionaux, à l'intention d'une sélection de pays arabes	OMC/ Gouvernement égyptien	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		DD, AgD, WCO	Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie	
7 juin 1999	9 juin 1999	<u>Ghana</u> Atelier national Promotion des investissements (Centre de promotion des investissements du Ghana), questions concernant l'accès aux marchés	OMC/ CNUCED	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		MAccD, UNCTAD		
21 juillet 1999	22 juillet 1999	<u>Éthiopie</u> Colloque Réunion d'échange d'idées sur le rôle de l'Afrique et de l'OMC pendant le nouveau millénaire	OMC/ Commission économique africaine (CEA)	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		TCD, DD		
2 août 1999	5 août 1999	<u>Guinée</u> Séminaire régional Accords SPS et OTC, à l'intention des membres africains francophones de la Banque islamique de développement (10) - Incidences des Accords OTC et SPS pour les entreprises	OMC/CCI/ Banque islamique de développement; en coopération avec la FAO	Aucun coût pour l'OMC	Banque islamique de développement	TED	Bénin, Burkina Faso, Tchad, Comores, Djibouti, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo	
23 août 1999	26 août 1999	<u>Kenya</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention d'États africains (ACP)	OMC/ Secrétariat des ACP	OMC/CT (budget ordinaire)	Fonds de la Commission européenne/ACP	TCD, DD		B91
7 septembre 1999	10 septembre 1999	<u>Bénin</u> Atelier régional Questions concernant l'accès aux marchés, à l'intention de l'Afrique de l'Ouest (évaluation en douane, droits de douane, règles d'origine, intégration régionale, inspection avant expédition)	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana	B86, B67
21 septembre 1999	24 septembre 1999	<u>Ouganda</u> Atelier régional Questions concernant l'accès aux marchés, à l'intention de l'Afrique de l'Est (évaluation en douane, droits de douane, règles d'origine, intégration régionale, inspection avant expédition)	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		MAccD		B66
11 octobre 1999	13 octobre 1999	<u>Djibouti</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention de l'IGAD	OMC/IGAD	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	IGAD	TCD	Djibouti, Émirats Arabes Unis, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan	

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
12 octobre 1999	14 octobre 1999	<u>Kenya</u> Séminaire régional Atelier spécialisé concernant les textiles	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TexD	Kenya, Ouganda, Tanzanie	B77
12 octobre 1999	15 octobre 1999	<u>Tunisie</u> Séminaire national Règles de l'OMC	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP	PNUD	RD		B57
14 octobre 1999	14 octobre 1999	<u>Tanzanie</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau - Cadre intégré	OMC/ CNUCED/CCI/ Banque mondiale/FMI/ PNUD	Fonds de soutien aux programmes		TCD		D121
18 octobre 1999	20 octobre 1999	<u>Éthiopie</u> Séminaire régional Réunion spéciale d'un groupe d'experts sur le thème de l'Afrique après le Cycle d'Uruguay: renforcement du développement des compétences de l'Afrique en prévision du prochain Cycle	OMC/ Commission économique africaine (CEA)	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD		B71
19 octobre 1999	21 octobre 1999	<u>Ouganda</u> Atelier régional Les Accords de l'OMC et l'agriculture, à l'intention des pays de la Communauté est-africaine	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		AgD	Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie	
19 octobre 1999	22 octobre 1999	<u>Côte d'Ivoire</u> Atelier national Atelier spécialisé concernant les textiles	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD		
1 ^{er} novembre 1999	3 novembre 1999	<u>Afrique du Sud</u> Séminaire régional L'Accord OTC et le rôle des procédures d'évaluation de la conformité en matière commerciale, à l'intention d'un groupe de pays africains anglophones	OMC/IGAD/ ISO	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TED		B99
4 novembre 1999	5 novembre 1999	<u>Ouganda</u> Atelier national Colloque de haut niveau: l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD		B80
8 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Burkina Faso</u> Atelier national Agriculture	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD		
9 novembre 1999	10 novembre 1999	<u>Kenya</u> Atelier national Colloque de haut niveau: l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD		

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
16 novembre 1999	17 novembre 1999	<u>Côte d'Ivoire</u> Atelier national Colloque national concernant le JITAP - Incidence du système commercial multilatéral sur l'économie nationale (sous-ensemble 9) - Matrice de produits et de marchés d'exportation (sous-ensemble 11) - Principes et objectifs fondamentaux de l'OMC - La base de données intégrée de l'OMC - Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de l'OMC de Seattle - Colloque de haut niveau: l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD, TPRD		B84
19 novembre 1999	20 novembre 1999	<u>Ghana</u> Atelier national Colloque de haut niveau: l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques - Séminaire national à propos de l'incidence du système commercial multilatéral sur l'économie nationale (sous-ensemble 9) - Matrice de produits et de marchés d'exportation (sous-ensemble 11) - Principes et objectifs fondamentaux de l'OMC - La base de données intégrée de l'OMC - Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de l'OMC de Seattle	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD		B81
22 novembre 1999	23 novembre 1999	<u>Burkina Faso</u> Atelier national Colloque de haut niveau: l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/ CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD		B79

ANNEXE 2.b

ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (86)

ASIE/PACIFIQUE (15)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD	
2 février 1999	6 février 1999	<u>Pakistan</u> Mission technique Constitution de l'assistance technique du DFID	OMC/DFID (Royaume-Uni)	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD		
22 février 1999	26 février 1999	<u>Japon</u> Séminaire régional Obstacles techniques au commerce et rôle des normes dans la promotion des échanges commerciaux	OMC/ISO/CCI/ JISC/JSA	OMC/CT (budget ordinaire)	Comité des normes industrielles japonaises (JISC)/ Association des normes japonaises (JSA)	TED		
8 mars 1999	15 mars 1999	<u>Singapour</u> Stage de formation Deuxième stage conjoint Singapour/OMC sur la politique commerciale, à l'intention de fonctionnaires de niveau moyen de 16 pays: AGCS, investissement, concurrence, commerce électronique, règlement des différends, ADPIC	OMC et gouvernement de Singapour	Fonds d'affectation spéciale de la Suède; surplus sur assistance technique	Gouvernement de Singapour	TSD, T&Fin., LegD, IPD	ANASE: Afrique du Sud, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Fidji, Inde, Indonésie, Malaisie, Maldives, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam	B49
14 mars 1999	16 mars 1999	<u>Bangladesh</u> Atelier national Incidence de l'Accord sur les textiles et les vêtements sur le commerce et l'économie des PMA	OMC/CCI	OMC/CT (budget ordinaire)		TexD	A22	
18 mars 1999	19 mars 1999	<u>Thaïlande</u> Atelier régional Atelier conjoint sur la protection des obtentions végétales	OMC/UPOV/ OMPI	Fonds d'affectation spéciale de la Nouvelle-Zélande		IPD	Bangladesh, Brunéi Darussalam, Fidji (financé par l'OMC), Hong Kong, Chine, Inde, Indonésie, Macao (financé par l'OMC), Malaisie, Mongolie, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée (financé par l'OMC), Philippines, République de Corée, République populaire de Chine, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam	
5 avril 1999	24 avril 1999	<u>Pakistan</u> Stage de formation Politique commerciale, à l'intention de 20 membres anglophones de la Banque islamique de développement	OMC/Banque islamique de développement	Aucun coût pour l'OMC	Banque islamique de développement	TCD, TED, LegD, MAccD, TSD	Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Brunéi, Gambie, Indonésie, Iran, Kazakstan, Malaisie, Maldives, Mozambique, Ouganda + Bahreïn, Pakistan, République kirghize, Sierra Leone, Suriname, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie	
12 avril 1999	20 avril 1999	<u>Pakistan</u> Mission technique Évaluation en douane et moyens de faire respecter les droits	OMC/OMD	OMC/CT (budget ordinaire)		[OMD]		

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
13 avril 1999	16 avril 1999	<u>Australie</u> Atelier régional Procédures et pratiques de règlement des différends, à l'intention de 13 pays de la région du Pacifique Sud	OMC/ Secrétariat du Forum du Pacifique Sud	Fonds de Hong Kong, Chine		LegD, TC	A36 États fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa occidentale, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
11 mai 1999	13 mai 1999	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Mesures commerciales correctives et politique de la concurrence	OMC/BAD	Fonds d'affectation spéciale de la Suède; OMC/CT (budget ordinaire)	BAD	RD, IPD	Bangladesh, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande
23 juin 1999	25 juin 1999	<u>Bangladesh</u> Colloque Groupe de travail interinstitutions - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC/ CNUCED/CCI/ Banque mondiale/FMI/ PNUD	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	TC98
6 septembre 1999	10 septembre 1999	<u>Samoa occidentale</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention de la région Pacifique (ACP)	OMC/ Secrétariat des ACP	OMC/CT (budget ordinaire)	Fonds de la Commission européenne/ ACP	TCD	En combinaison avec les Fidji B93
11 septembre 1999	11 septembre 1999	<u>Fidji</u> Colloque Réunion portant sur la possibilité d'accroître la coopération entre l'OMC et le Secrétariat du Forum sur des questions techniques	OMC/ Secrétariat du Forum	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	En combinaison avec le Samoa occidental
5 octobre 1999	6 octobre 1999	<u>Thaïlande</u> Séminaire national 1. Séminaire sur l'Accord SPS et les incidences de celui-ci sur l'industrie alimentaire thaïlandaise 2. Réunion consultative et présentation aux fonctionnaires du Ministère du commerce de la Thaïlande	OMC/ Ministère du commerce de la Thaïlande/ Institut national pour l'alimentation	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
11 octobre 1999	15 octobre 1999	<u>Australie</u> Conférence Mesures OTC et SPS - Le commerce international des denrées alimentaires après l'an 2000: décisions reposant sur des données scientifiques, harmonisation, équivalence et reconnaissance réciproque	OMC/FAO/ OMS	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	160 pays, ainsi que des ONG
25 octobre 1999	29 octobre 1999	<u>Thaïlande</u> Atelier régional Atelier sur l'analyse des risques dans le domaine de la santé des animaux, à l'intention des pays de l'ANASE	OMC/ANASE	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas	ANASE	AgD	

ANNEXE 2.c

ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (86)

PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE (12)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
15 février 1999	15 février 1999	<u>Suisse</u> Atelier conjoint UPOV/OMPI/OMC sur la protection des obtentions végétales	OMC/UPOV/OMPI	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		IPD	
17 avril 1999	17 avril 1999	<u>Suisse</u> Colloque Troisième colloque sur le commerce et la politique de la concurrence à l'intention des délégués en poste à Genève	OMC/CNUCED/ Banque mondiale	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	CNUCED	IPD	B97
20 avril 1999	23 avril 1999	<u>Turquie</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des pays membres de l'ECO (10)	OMC/ Economic Cooperation Organization	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD	Afghanistan, Azerbaïdjan, Iran, Kazakstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie
21 avril 1999	22 avril 1999	<u>France</u> Colloque Troisième séminaire CNUCED/OMC sur le commerce, l'investissement et le développement économique, à l'intention des délégués francophones en poste à Genève	OMC/ CNUCED	Fonds de Hong Kong, Chine		TFD	
7 juin 1999	7 juin 1999	<u>Suisse (région de Genève)</u> Atelier régional Atelier sur les textiles et l'habillement, à l'intention des délégués des économies en transition en poste à Genève	OMC/ACICI (Agence de coopération et d'information pour le commerce international)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TexD	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakstan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldova, République kirghize, Ukraine
15 juin 1999	16 juin 1999	<u>Suisse</u> Atelier régional Accords et Mémoires d'accord de l'OMC (prescriptions en matière de notifications et autres conditions de transparence)	OMC/ Secrétariat de la Charte de l'énergie	Aucun coût pour l'OMC		TCD	
28 juin 1999	2 juillet 1999	<u>Autriche</u> Séminaire régional Négociations dans les domaines du commerce des services et de l'agriculture	OMC/Joint Vienna Institute	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TSD, TCD, AgD	[Albanie], [Arménie], Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Estonie, Géorgie, [Kazakstan], Lettonie, Lituanie, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Roumanie, [Ukraine]
13 septembre 1999	13 septembre 1999	<u>Suisse</u> Colloque Politique de la concurrence et société civile - Quatrième colloque	OMC/ CNUCED/ Banque mondiale	Aucun coût pour l'OMC	Banque mondiale, CNUCED, CE	IPD	

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
11 octobre 1999	13 octobre 1999	<u>Autriche</u> Stage de formation Cours d'économie appliquée, partie du cours conjointe BIRD/OMC portant sur la politique commerciale et les régimes commerciaux internationaux	OMC/BIRD	OMC/CT (budget ordinaire)		DD, ERAD		
18 octobre 1999	22 octobre 1999	<u>Belgique</u> Conférence Conférence ministérielle des pays ACP	OMC/ Secrétariat des ACP	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		DD, TCD		
8 novembre 1999	10 novembre 1999	<u>Italie</u> Stage de formation Accords de l'OMC et commerce international	OMC/IDLI	OMC/CT (budget ordinaire)	IDLI	LegD		
9 novembre 1999	10 novembre 1999	<u>Suisse (pour la Gambie)</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce - Ajustement de la législation - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CNUCED/CCI/ Banque mondiale/FMI/ PNUD		TCD		D116

ANNEXE 2.d

ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (86)

AMÉRIQUE DU NORD/AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (23)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
16 février 1999	17 février 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Colloque Groupe de travail interinstitutions - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC/ CNUCED/CCI/ Banque mondiale/FMI/ PNUD	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TCD	
24 février 1999	25 février 1999	<u>Costa Rica</u> Séminaire régional Mesures SPS, à l'intention des pays d'Amérique centrale	OMC/IICA	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		AgD Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine IICA = Instituto Interamericano de Cooperacion para la Agricultura (Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture) - En combinaison avec la Colombie	
6 avril 1999	8 avril 1999	<u>Guatemala</u> Atelier régional Atelier de perfectionnement sur les procédures et pratiques de règlement des différends, à l'intention des pays d'Amérique centrale	OMC/SIECA	OMC/CT (budget ordinaire)	SIECA	TCD, LegD	TC98
19 avril 1999	23 avril 1999	<u>Honduras</u> Séminaire régional Textiles et vêtements, à l'intention des pays d'Amérique centrale	OMC/INTAL	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TexD	
31 mai 1999	1 ^{er} juin 1999	<u>Grenade</u> Séminaire régional Séminaire sur les obligations contractées par les États Membres dans le cadre de l'OMC, à l'intention des ministres de la justice des pays de la CARICOM	OMC/ CARICOM	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		LegD	
8 juin 1999	11 juin 1999	<u>Grenade</u> Séminaire régional Mise en œuvre des Accords de l'OMC, à l'intention des pays de l'OECD: possibilités et contraintes des petits pays insulaires. Aperçu des Accords de l'OMC, subventions, règles, agriculture, services, OTC, mesures SPS et procédures de règlement des différends	OMC/OECO	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TCD Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, [Secrétariat de l'OECD]; spécialistes de la Trinité-et-Tobago et de Saint-Vincent-et-les Grenadines En combinaison avec la Jamaïque (A26) 21 participants provenant de sept pays invités	TC98
14 juin 1999	15 juin 1999	<u>Venezuela</u> Mission technique ADPIC	OMC/OMPI	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	B64

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
14 juin 1999	15 juin 1999	<u>Jamaïque</u> Séminaire national Répercussions des Accords de l'OMC, à l'intention des entreprises jamaïquaines (des secteurs public et privé): aspects institutionnels; agriculture, mesures SPS, OTC, règles, textiles et vêtements; subventions et droits compensateurs, sauvegardes, régionalisme, services, Réunion ministérielle; défis et possibilités	OMC en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères et du commerce (MFAT) et l'Organisation du secteur privé de la Jamaïque (PSOJ)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TCD Réunion des secteurs public et privé Reporté depuis 1998 - en combinaison avec la Grenade	A26
14 juin 1999	25 juin 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Atelier régional Cours de perfectionnement de deux semaines, couvrant notamment la BDI, à l'intention des fonctionnaires des gouvernements: en espagnol (19 pays)	OMC/OEA	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas	OEA	AccD, LegD, TCD, Stat.D, Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	B54
16 juin 1999	18 juin 1999	<u>Argentine</u> Séminaire régional Séminaire sur l'AGCS dans le domaine des télécommunications et des services financiers	OMC/INTAL	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TSD	
17 juin 1999	18 juin 1999	<u>Colombie</u> Atelier national ADPIC	OMC/OMPI	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	B52
21 juin 1999	23 juin 1999	<u>Nicaragua</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC et le gouvernement du Nicaragua	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas; Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TPRD	
28 juin 1999	9 juillet 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Atelier régional Cours de perfectionnement de deux semaines, couvrant notamment la BDI, à l'intention des fonctionnaires des gouvernements: en anglais (13 pays)	OMC/OEA	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas	OEA	TCD, LegD, TED, Stat.D Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago	B53
5 juillet 1999	6 juillet 1999	<u>El Salvador</u> Séminaire national L'OMC et les systèmes préférentiels	OMC/ Ministère des affaires étrangères/ Association d'exportateurs (Coexport)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TCD	

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD	
19 juillet 1999	31 juillet 1999	<u>Paraguay</u> Atelier régional Stage de politique commerciale de courte durée, à l'intention des analystes et des négociateurs de la politique agricole des pays du MERCOSUR, du Chili et de la Bolivie. Présentation générale de l'OMC, des procédures de règlement des différends et de tous les Accords, à l'exception de ceux qui se rapportent aux textiles	OMC/IICA/ Banque interaméricaine de développement (BID)	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD, AgD, IPD, RD, MAccD, TED	MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et membres associés (Bolivie et Chili)	
26 juillet 1999	30 juillet 1999	<u>Honduras</u> Mission technique Discussions de haut niveau, atelier portant sur des aspects techniques, table ronde avec le secteur privé/Dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane	OMC et le gouvernement du Honduras	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TPRD		
23 août 1999	25 août 1999	<u>Mexique</u> Séminaire régional Déterminations des dommages (niveau avancé), à l'intention des pays d'Amérique latine	OMC/INTAL (BID)	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	RD	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Venezuela	B65
2 septembre 1999	3 septembre 1999	<u>Argentine</u> Colloque Commerce électronique et développement du commerce international	OMC/INTAL	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TCD		
27 septembre 1999	30 septembre 1999	<u>Sainte-Lucie</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des pays des Caraïbes (ACP) - Préparatifs pour la troisième Conférence ministérielle	OMC/ Secrétariat des ACP	OMC/CT (budget ordinaire)	Fonds CE/ACP	TCD, DD	Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname	B94
20 octobre 1999	22 octobre 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Atelier régional Simulations de négociations commerciales à l'intention des pays en développement	OMC/UNITAR	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds de soutien aux programmes		TCD	Angola, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chine, Chypre, Colombie, Égypte, Espagne, États-Unis, Fidji, Grenade, Haïti, Iran, Lesotho, Maurice, Oman, Panama, Pérou, République dominicaine, République tchèque, Sainte-Lucie, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago	
25 octobre 1999	26 octobre 1999	<u>Pérou</u> Atelier régional Agriculture, à l'intention des pays de la Communauté andine	OMC/INTAL	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	INTAL	TCD	Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay	B61
11 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Pérou</u> Conférence Cinquième réunion de haut niveau des fonctionnaires chargés de la politique commerciale en Amérique latine et dans les Caraïbes - Préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle de Seattle	OMC/SELA	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD		

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
13 décembre 1999	17 décembre 1999	Argentine Atelier régional Enquêtes antidumping (perfectionnement) à l'intention des pays du MERCOSUR et du Chili (5)	OMC/INTAL	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	RD	Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay	B59

ANNEXE 2.e

ACTIVITÉS ORGANISÉES CONJOINTEMENT PAR L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS (86)

MOYEN-ORIENT (5)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
23 mars 1999	24 mars 1999	<u>Oman</u> Mission technique Mesures SPS: assistance technique dans le cadre de l'accèsion à l'OMC	OMC/Banque islamique de développement	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
13 avril 1999	14 avril 1999	<u>Oman</u> Séminaire national OTC: assistance technique dans le cadre de l'accèsion à l'OMC	OMC/Banque islamique de développement	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	
13 septembre 1999	16 septembre 1999	<u>Liban</u> Atelier régional Séminaire sur le règlement des différends couvrant les principes et exceptions qui régissent les Accords GATT/AGCS/ADPIC, les procédures de règlement des différends, des études de cas sur les principes fondamentaux et le règlement des différends, la préparation de simulations de travaux de groupes spéciaux et des présentations de cas par les participants (pays arabes)	OMC/CESAO/ Banque islamique de développement	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	Banque islamique de développement	LegD	Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Yémen
12 octobre 1999	13 octobre 1999	<u>Émirats arabes unis</u> Séminaire national Approfondissement des connaissances relatives aux Accords de l'OMC	OMC/Chambre de commerce et de l'industrie d'Abu Dhabi	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TSD, TCD	Programmé à l'origine pour novembre 1998
18 décembre 1999	23 décembre 1999	<u>Liban</u> Mission technique Aide portant sur la formation et la mise en place d'une unité de l'OMC au sein du Ministère du commerce	OMC/ Ministère du commerce	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	

ANNEXE 3.a

ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (138)

AFRIQUE (32)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
25 janvier 1999	26 janvier 1999	<u>Maurice</u> Conférence Accords de l'OMC, particulièrement l'Accord OTC, à l'intention de la SADCA	SADCA	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	
1 ^{er} février 1999	5 février 1999	<u>Kenya</u> Colloque Vingt-sixième session du Conseil d'administration du PNUE	PNUE	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	
6 février 1999	7 février 1999	<u>Kenya</u> Conférence Présentation des ADPIC	African Centre for Technology Studies/PNUE	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	
8 février 1999	12 février 1999	<u>Kenya</u> Conférence Présentation des ADPIC	Crucible Group	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	
10 février 1999	12 février 1999	<u>Zimbabwe</u> Atelier régional Commerce et environnement, à l'intention des gouvernements et de la société civile	Centre international de commerce et de développement durable/Africa Resources Trust	Fonds d'affectation spéciale de la Suède; surplus sur assistance technique		TCD, TED, ExRD	En combinaison avec le séminaire régional
11 février 1999	12 février 1999	<u>Zambie</u> Conférence Conférence consultative de la SADC de 1999: la SADC au prochain millénaire: défis et possibilités offertes par les technologies de l'information	SADC	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
22 février 1999	25 février 1999	<u>République centrafricaine</u> Atelier national L'OMC, le système commercial multilatéral et la BDI	UDEAC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale de la Suisse	UDEAC	TCD, Stat.D	
6 avril 1999	8 avril 1999	<u>Cameroun</u> Colloque Colloque sous-régional à l'intention des pays en développement francophones d'Afrique subsaharienne	OMPI	OMPI		IPD	
20 avril 1999	24 avril 1999	<u>Tunisie</u> Atelier national AGCS	PNUD	Fonds du JITAP		ExRD	
3 mai 1999	5 mai 1999	<u>Botswana</u> Atelier régional Réglementation des télécommunications	UIT	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
10 mai 1999	11 mai 1999	<u>Maroc</u> Colloque Forum sur le monde des affaires et le développement de l'Afrique		OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
17 mai 1999	18 mai 1999	<u>Côte d'Ivoire</u> Colloque Libéralisation des échanges et diversification du secteur agricole	CNUCED	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
25 mai 1999	26 mai 1999	<u>Tunisie</u> Séminaire régional Informations récentes sur les questions de l'OMC, à l'intention des pays de la Banque islamique de développement	Banque islamique de développement	OMC/CT (budget ordinaire)	Banque islamique de développement	TCD	
21 juin 1999	25 juin 1999	<u>Afrique du Sud</u> Atelier régional Préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle, à l'intention des hauts conseillers des ministres du commerce des PMA	CNUCED	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		DD	
29 juin 1999	2 juillet 1999	<u>Afrique du Sud</u> Atelier régional Mise au point d'un programme dynamique et cohérent pour les pays africains	CNUCED	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		DD	
30 juin 1999	2 juillet 1999	<u>Maurice</u> Conférence Sixième conférence des Conseils économiques et sociaux	Conseils économiques et sociaux	OMC/CT (budget ordinaire)		ExRD	
29 juillet 1999	29 juillet 1999	<u>Kenya</u> Séminaire national Accords de l'OMC (procédures de règlement des différends, biens et services) à l'intention des membres du Parlement	Gouvernement du Kenya	Surplus sur assistance technique		IPD, ERAD	
2 août 1999	4 août 1999	<u>Zimbabwe</u> Conférence Onzième conférence annuelle: l'Afrique pendant le nouveau millénaire de mondialisation - Les systèmes de règlement des différends et les pays en développement, particulièrement les États africains	Société africaine de droit international et de droit comparé et Société américaine de droit international	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Zimbabwe
10 août 1999	12 août 1999	<u>Zimbabwe</u> Mission technique Projet de développement des compétences en collaboration avec le DFID	DFID (Royaume-Uni)	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD	

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
18 août 1999	20 août 1999	<u>Ouganda</u> Séminaire régional Stage d'introduction à l'Accord sur les ADPIC et à d'autres aspects de la propriété intellectuelle	OMPI	Aucun coût pour l'OMC	OMPI	IPD	Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Lesotho, Libéria, Maurice, Malawi, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, OUA, SADC
6 septembre 1999	8 septembre 1999	<u>Égypte</u> Atelier régional Commerce et environnement, à l'intention de la ligue des États arabes - Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de Seattle	Ligue des États arabes, PNUE	Aucun coût pour l'OMC	PNUE	TED	
15 septembre 1999	15 septembre 1999	<u>Swaziland</u> Conférence Conférence ministérielle des pays du groupe ACP sur le sucre: compétitivité du sucre des ACP compte tenu de l'évolution des tendances mondiales	Secrétariat des ACP	Surplus sur assistance technique		AgD	
19 septembre 1999	20 septembre 1999	<u>Égypte</u> Conférence Principes fondamentaux du système commercial multilatéral, participation des pays en développement, préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle	Centre régional d'arbitrage commercial international du Caire	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
20 septembre 1999	24 septembre 1999	<u>Algérie</u> Conférence Deuxième session ordinaire de la Conférence des ministres africains du commerce: l'Afrique et le système commercial multilatéral, défis et possibilités	OUA/CEA	[.....]		DD	
22 septembre 1999	23 septembre 1999	<u>Côte d'Ivoire</u> Mission technique Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de Seattle - Questions concernant la propriété intellectuelle, les mesures SPS et OTC	Ministère de l'environnement et de la forêt de Côte d'Ivoire	Fonds du JITAP		TCD	B74
2 octobre 1999	5 octobre 1999	<u>Égypte</u> Conférence Accord de l'OMC sur l'antidumping et le droit et les usages antidumping dans les Communautés européennes	Centre international égyptien pour le développement	Fonds de soutien aux programmes		TCD	
11 octobre 1999	13 octobre 1999	<u>Swaziland</u> Colloque Colloque sous-régional sur les moyens de faire respecter les droits, organisé à l'intention des juges	OMPI	OMPI		IPD	
30 octobre 1999	2 novembre 1999	<u>Égypte</u> Séminaire régional Mesures SPS et OTC, à l'intention des pays arabes	PNUD/CCI/OADIM	Aucun coût pour l'OMC	CCI	TED	

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
7 novembre 1999	9 novembre 1999	<u>Afrique du Sud</u> Conférence Convention de la fédération internationale de l'habillement (IAF), quinzième convention mondiale de l'habillement	Fédération sud-africaine de l'industrie du vêtement	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs (billets d'avion)	TexD		
8 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Éthiopie</u> Atelier régional Analyse comparée des engagements contractés par les pays africains dans le cadre du traité établissant la Communauté économique africaine et le système commercial multilatéral	Commission économique africaine (CEA)	Fonds du JITAP, OMC/CT (budget ordinaire)	CEA (pour un fonctionnaire de l'OMC)	TCD, ERAD	Afrique du Sud, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Maurice, Nigéria, Soudan, Zambie, Zimbabwe	
15 novembre 1999	16 novembre 1999	<u>Zambie</u> Conférence Septième réunion du Conseil des ministres du COMESA	COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		DD		
20 novembre 1999	21 novembre 1999	<u>Maroc</u> Colloque Réunion de haut niveau sur le thème: "Gestion et harmonisation de la normalisation et de l'évaluation de la conformité dans les pays arabes"	CESAO/ISO/OADIM	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
9 décembre 1999	10 décembre 1999	<u>Botswana</u> Conférence Accords sur les ADPIC et conditions de mise en œuvre	Département du commerce des États-Unis - SADC	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	Pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), dont notamment: Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Mozambique, Seychelles	

ANNEXE 3.b

ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (138)

ASIE/PACIFIQUE (31)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
20 janvier 1999	22 janvier 1999	<u>Taipei chinois</u> Stage de formation Stage à l'intention de hauts fonctionnaires appartenant aux services gouvernementaux du secteur économique, aux organismes de promotion des échanges commerciaux et aux entreprises publiques de pays en développement sélectionnés - L'OMC et le système commercial multilatéral	Fonds international de coopération et de développement	Aucun coût pour l'OMC		TCD	C100
8 février 1999	10 février 1999	<u>Népal</u> Atelier national Facilitation des échanges	Projet de facilitation des échanges du Népal/ CNUCED	OMC/CT (budget ordinaire)		MAccD	
12 février 1999	13 février 1999	<u>Inde</u> Conférence Règles antidumping et consultations avec les fonctionnaires du gouvernement et de la CII	CII	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	RD	
14 février 1999	16 février 1999	<u>Inde</u> Conférence Forum sur le commerce et l'investissement en Asie - Obstacles au commerce et rôle de l'OMC dans le renforcement de la coopération au sein du Commonwealth	Commonwealth Business Council	OMC/CT (budget ordinaire)		MAccD	
22 février 1999	26 février 1999	<u>Australie</u> Colloque 1. Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations de denrées alimentaires 2. Atelier à l'intention des fonctionnaires chargés des denrées alimentaires des PMA (25 février)	FAO/OMS	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		AgD	
23 février 1999	24 février 1999	<u>Thaïlande</u> Atelier régional Atelier du CCI sur l'éco-étiquetage	CCI	OMC/CT (budget ordinaire)		TexD	
30 mars 1999	2 avril 1999	<u>République populaire de Chine</u> Séminaire national Séminaire de l'Office de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine sur la protection des marques de fabrique ou de commerce et les moyens de les faire respecter	Gouvernement de la Chine	Donateurs		IPD	

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD	
18 avril 1999	22 avril 1999	<u>Singapour</u> Stage de formation Stage sur le règlement des différends	APEC	OMC/CT (budget ordinaire)	APEC	LegD	En combinaison avec la Thaïlande	A40
30 avril 1999	1 ^{er} mai 1999	<u>Nouvelle-Zélande</u> Atelier régional Atelier de l'APEC sur la concurrence et la déréglementation	APEC	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD		
12 mai 1999	14 mai 1999	<u>Taipei chinois</u> Séminaire national Stage de formation: à l'intention de hauts fonctionnaires appartenant aux services gouvernementaux du secteur économique, aux organismes de promotion des échanges commerciaux et aux entreprises publiques de pays en développement sélectionnés - L'OMC et le système commercial multilatéral	Fonds international pour le développement et la coopération (ICDF)	OMC/CT (budget ordinaire)	Donateur	TCD		C105
20 mai 1999	21 mai 1999	<u>République populaire de Chine (Hong Kong)</u> Séminaire national Comité de travail sur la technologie - Table ronde en session plénière	Conseil économique du bassin Pacifique	Donateurs		IPD		
14 juin 1999	14 juin 1999	<u>République de Corée</u> Colloque Programme de coopération de l'IPEG pour contribuer à la mise en œuvre de l'Accord OMC/ADPIC	APEC / DPI/Office de la propriété industrielle de Corée	Aucun coût pour l'OMC	Compte spécial TILF de l'APEC	IPD	Brunéi Darussalam, Chili, Hong Kong, Chine, Indonésie, Malaisie, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République populaire de Chine, Russie, Taipei chinois, Thaïlande, Viet Nam	
14 juin 1999	15 juin 1999	<u>Ouzbékistan</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral; présentation du commerce des services	USAID	OMC/CT (budget ordinaire)	USAID	TCD		
6 juillet 1999	7 juillet 1999	<u>Thaïlande</u> Atelier national Les MIC et les liens entre commerce et investissement; préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle	Gouvernement de la Thaïlande	Aucun coût pour l'OMC	Donateur	TFD		
15 juillet 1999	18 juillet 1999	<u>Inde</u> Mission technique Séminaire sur le développement des compétences: commerce international, politique d'investissement et de concurrence - état actuel et programme pour l'avenir	CUTS	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD		
6 août 1999	7 août 1999	<u>Nouvelle-Zélande</u> Colloque Réunion du Sous-Comité des normes et de la conformité (SCSC)	APEC	Aucun coût pour l'OMC	APEC	TED		

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
16 août 1999	18 août 1999	<u>Fidji</u> Colloque Réunion des Secrétariats des organisations intergouvernementales des États insulaires - Initiatives et objectifs communs dans l'arène internationale	Secrétariat du forum	[.....]		DD	
16 août 1999	18 août 1999	<u>Thaïlande</u> Conférence Réunion de l'OMS: consultation régionale sur les accords commerciaux multilatéraux de l'OMC et leur incidence sur la santé	OMS	Aucun coût pour l'OMC	Parrainé par l'OMS	IPD	
1 ^{er} septembre 1999	3 septembre 1999	<u>République populaire de Chine</u> Conférence Mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements	Conférence internationale sur le coton, Chine 1999	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TexD	
27 septembre 1999	1 ^{er} octobre 1999	<u>Australie</u> Atelier régional Classifications	Division statistique des Nations Unies (UNSD)	Aucun coût pour l'OMC	Division des statistiques	Stat.D	
4 octobre 1999	6 octobre 1999	<u>Viet Nam</u> Séminaire régional Intégration de l'Indochine dans l'environnement du commerce mondial dans le cadre du Forum pour le développement global de l'Indochine (FCDI)	CESAP	OMC/CT (budget ordinaire)	Donateur	TCD	
8 octobre 1999	9 octobre 1999	<u>Australie</u> Atelier régional Innocuité alimentaire, à l'intention des PMA	Commission FAO/Codex Alimentarius	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	Plus de 50 pays en développement B50
11 octobre 1999	15 octobre 1999	<u>Thaïlande</u> Stage de formation Simulation de négociations commerciales, à l'intention des six pays de la sous-région élargie du Mékong	Ministère des affaires étrangères et du commerce de Nouvelle-Zélande/Institut du Mékong	Fonds d'affectation spéciale de la Nouvelle-Zélande		TCD	Cambodge, Myanmar, République démocratique populaire lao, République populaire de Chine, Thaïlande, Viet Nam C101
12 octobre 1999	17 octobre 1999	<u>République populaire de Chine</u> Mission technique OTC	ISO	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	
18 octobre 1999	21 octobre 1999	<u>République populaire de Chine</u> Colloque Assemblée générale du DEVCO (Comité pour les questions relatives aux pays en développement)/ISO	ISO/DEVCO	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
30 octobre 1999	1 ^{er} novembre 1999	<u>Inde</u> Atelier national Présentation des ADPIC à l'atelier international d'échange d'idées sur les Accords de l'OMC et les préoccupations du public	Centre d'étude du système commercial mondial/ Groupe de travail national sur la législation des brevets de New Delhi	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	Organisateurs	IPD		
11 novembre 1999	13 novembre 1999	<u>Philippines</u> Atelier régional Projet de la CNUCED sur le renforcement des compétences en matière de recherche et d'élaboration de politiques dans les pays en développement - Discussion et présentation des dix articles inclus dans l'ordre du jour du CCE ainsi que des informations concernant la Conférence de Seattle	CNUCED, Fondation pour le droit international de l'environnement et le développement et DFID	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TED	Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Costa Rica, Cuba, Inde, Ouganda, Philippines, Tanzanie, Tunisie	
15 novembre 1999	16 novembre 1999	<u>Inde</u> Conférence Commerce électronique	Institut des nouvelles technologies (INTECH) et Centre national de technologie logicielle	OMC/CT (budget ordinaire)	CRDI	TSD		
24 novembre 1999	24 novembre 1999	<u>Iran</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral; procédures et pratiques de règlement des différends	UNITAR	Aucun coût pour l'OMC	UNITAR	LegD		
29 novembre 1999	30 novembre 1999	<u>Inde</u> Conférence APLAC 99: Obstacles techniques au commerce (OTC) et événements récents	Conseil national d'homologation des laboratoires de contrôle et d'étalonnage	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TED		
14 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>Népal</u> Mission technique L'OMC et le système commercial multilatéral	CESAP	Fonds de Hong Kong, Chine	CESAP	TCD		

ANNEXE 3.c

ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (138)

PAYS D'EUROPE/D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE (27)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
20 janvier 1999	21 janvier 1999	France Colloque Table ronde sur les centres de formation au commerce international	Agence de la francophonie	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
26 janvier 1999	27 janvier 1999	France Séminaire régional Programme phare de la CE sur la propriété intellectuelle: séminaire à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale et des pays de la CEI, organisé à l'occasion de la trente-troisième conférence du MIDEM	Programme phare des Communautés européennes	Donateur		IPD	
1 ^{er} février 1999	2 février 1999	Espagne Séminaire national Séminaire sur la propriété industrielle à l'intention de fonctionnaires slovènes	Gouvernements de l'Espagne et de la Slovaquie	Donateur		IPD	
17 février 1999	18 février 1999	Belgique Colloque Groupe de travail international sur la gestion du risque lié aux produits de base dans les pays en développement	Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
22 février 1999	26 février 1999	Espagne Stage de formation Agriculture: l'OMC et son incidence sur la commercialisation des produits agricoles et alimentaires (13 pays)	Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)	OMC/CT (budget ordinaire)	OCDE	AgD, LegD Albanie, Algérie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie	C102
10 mars 1999	12 mars 1999	Autriche Stage de formation Stage au JVI	Joint Vienna Institute	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
22 mars 1999	24 mars 1999	Autriche Stage de formation Stage au JVI	Joint Vienna Institute	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
29 mars 1999	30 mars 1999	Bulgarie Atelier national Marchés publics et formation portant sur les aspects de la mise en œuvre, à l'intention des fonctionnaires ministériels et municipaux	American Bar Association/ Central and East European Law Initiative (ABA/CEELI)	Aucun coût pour l'OMC	Organisateurs	IPD	
14 avril 1999	15 avril 1999	Belgique Colloque Groupe de travail international sur la gestion du risque lié aux produits de base dans les pays en développement	Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
15 avril 1999	16 avril 1999	<u>Italie</u> Colloque Réunions avec le personnel de la FAO portant sur l'apport de la FAO au Cadre intégré en faveur des PMA	FAO	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
3 mai 1999	4 mai 1999	<u>France (pour la Tanzanie)</u> Colloque Réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale pour la Tanzanie (Cadre intégré en faveur des PMA - Suivi de la réunion de haut niveau)	Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
27 mai 1999	30 mai 1999	<u>Turquie</u> Séminaire régional Promotion des marchés publics en Europe orientale et dans l'ancienne Union soviétique	OCDE	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	
1er juin 1999	2 juin 1999	<u>Royaume-Uni</u> Colloque Commonwealth Business Council	Commonwealth	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
14 juin 1999	15 juin 1999	<u>Autriche</u> Mission technique Réunion du Conseil d'administration du JVI	Joint Vienna Institute (JVI)	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
24 juin 1999	25 juin 1999	<u>France</u> Séminaire régional Séminaire dans le cadre de l'ASEM (rencontre Asie-Europe) sur la propriété intellectuelle	Union européenne	[.....]		IPD	
12 juillet 1999	16 juillet 1999	<u>Pays-Bas</u> Mission technique Programme de bourses sur le droit international - Règlement des différends	UNITAR	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas	UNITAR	LegD	En combinaison avec le stage de l'OEA à Washington
22 juillet 1999	22 juillet 1999	<u>France</u> Conférence Consultations: renouvellement de la Convention de Lomé	Ministre de l'économie, des finances et du plan du Sénégal; Coalition mondiale pour l'Afrique	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
20 août 1999	20 août 1999	<u>France</u> Conférence Examen, avec l'Agence de la francophonie, d'une proposition de projet sur deux ans portant sur des séminaires de formation aux négociations commerciales à l'intention des pays francophones	Agence de la francophonie	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Organismes donateurs et organisations exécutantes, dont l'OMC, la CNUCED, le CCI
25 août 1999	27 août 1999	<u>République kirghize</u> Séminaire régional Sanction des droits d'auteur et des droits connexes dans l'Accord sur les ADPIC	OMPI	Aucun coût pour l'OMC	OMPI	IPD	Kazakstan, Ouzbékistan, République kirghize, République russe, Tadjikistan, Turkménistan

Activités de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
7 septembre 1999	7 septembre 1999	<u>France</u> Stage de formation Stage sur la propriété intellectuelle, à l'intention des pays en développement	OMPI/Centre d'études internationales de la propriété industrielle (CEIPI)	CEIPI		IPD		
26 septembre 1999	28 septembre 1999	<u>France</u> Colloque Séance d'échange d'idées sur la Conférence ministérielle pour les pays en développement	CCI	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
12 octobre 1999	12 octobre 1999	<u>Autriche</u> Colloque Présentation du Cadre intégré de l'OMC à la direction de l'ONUDI	ONUDI	Fonds de soutien aux programmes		DD		
14 octobre 1999	14 octobre 1999	<u>Belgique</u> Conférence "L'OMC et le système commercial multilatéral - Défis et possibilités, particulièrement en ce qui concerne la troisième Conférence ministérielle", à l'intention des fonctionnaires du service de traduction de la CE	Commission européenne	OMC/CT (budget ordinaire)		LegD		
8 novembre 1999	8 novembre 1999	<u>Royaume-Uni</u> Colloque Discussions avec le DFID et assistance à la conférence d'Oxfam	DFID et Oxfam	Fonds de soutien aux programmes		DD		
17 novembre 1999	17 novembre 1999	<u>Estonie</u> Conférence Politique de l'IED (investissement étranger direct) et développement du secteur privé dans les États baltes	OCDE	OMC/CT (budget ordinaire)		AccD	Estonie, Lettonie et Lituanie	
23 novembre 1999	25 novembre 1999	<u>Espagne</u> Stage de formation Agriculture: l'OMC et son incidence sur la commercialisation des produits agricoles et alimentaires (13 pays)	Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas	OCDE	TCD	Albanie, Algérie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie	
6 décembre 1999	7 décembre 1999	<u>Roumanie</u> Séminaire national Incidences de l'Accord OTC, à l'intention des entreprises: l'OMC (organisation et responsabilités), l'Accord OTC, la place de l'évaluation de la conformité dans l'Accord OTC, la certification et l'homologation, les services d'inspection, les accords de reconnaissance réciproque, le rôle des systèmes internationaux et régionaux d'évaluation de la conformité	CCI	Aucun coût pour l'OMC	CCI	TED		

ANNEXE 3.d

ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (138)

AMÉRIQUE DU NORD/AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (34)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
14 février 1999	19 février 1999	<u>Colombie</u> Colloque Sixième réunion du Groupe de travail <i>ad hoc</i> de durée indéterminée sur la sécurité biologique	Convention sur la diversité biologique	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD En combinaison avec le Costa Rica pour le déplacement	
15 février 1999	16 février 1999	<u>Honduras</u> Mission technique Participation au troisième cours sur l'Amérique centrale, dans le cadre des accords commerciaux internationaux	Institut de recherche économique de l'Université de Costa Rica/SIECA	Aucun coût pour l'OMC	Dépenses de vulgarisation assurées par les organisateurs	TCD En combinaison avec la Bolivie - Dépenses de vulgarisation assurées par les organisateurs	TC98
17 février 1999	19 février 1999	<u>Sainte-Lucie</u> Conférence Questions liées au commerce dans les petites économies en développement	Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
25 février 1999	26 février 1999	<u>Mexique</u> Mission technique Négociations à venir sur le commerce des services	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD En combinaison avec le Nicaragua	
28 février 1999	2 mars 1999	<u>Costa Rica</u> Conférence Participation à la conférence et aux ateliers	Ministerio de la Presidencia	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
17 mars 1999	17 mars 1999	<u>Pérou</u> Colloque Marchés publics	Communauté andine	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	
29 mars 1999	1 ^{er} avril 1999	<u>Bahamas</u> Atelier national Atelier sur l'OMC, consultations sur les répercussions de l'adhésion à l'OMC	Secrétariat permanent	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD En combinaison avec la Nouvelle-Zélande	
5 avril 1999	7 avril 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Colloque Comité du commerce électronique	ZLEA	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
14 avril 1999	15 avril 1999	<u>Dominique</u> Séminaire régional Séminaire de la CARICOM à l'intention des pays des Caraïbes	OMPI	OMPI		IPD Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago	
27 avril 1999	29 avril 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Colloque Réunion du Conseil d'administration du JVI	Joint Vienna Institute (JVI)	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
5 mai 1999	7 mai 1999	<u>Argentine</u> Mission technique Logiciel de saisie de données	SIECA/Banque interaméricaine de développement (BID)	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
10 mai 1999	12 mai 1999	<u>Argentine</u> Colloque Perspectives de libéralisation à l'échelle mondiale: incidences sur le MERCOSUR	MERCOSUR	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
7 juin 1999	11 juin 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Atelier régional Université sur le commerce international: antidumping, Accords commerciaux régionaux, ADPIC, commerce des services	UTA/UNITAR	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Allemagne, Bahamas, Barbade, Bolivie, Corée, Croatie, Équateur, Égypte, Grenade, Guinée, Guyana, Haïti, Inde, Jamaïque, Jordanie, Lesotho, Lituanie, Liban, Maurice, Namibie, Nigéria, Oman, République centrafricaine, République populaire de Chine, Sainte-Lucie, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tanzanie, Ukraine, Yémen
14 juin 1999	16 juin 1999	<u>Pérou</u> Séminaire régional Négociations commerciales multilatérales	SELA/ Communauté andine	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		LSDoc.	
14 juin 1999	14 juin 1999	<u>El Salvador</u> Séminaire régional Accord OTC, à l'intention des pays d'Amérique centrale	Gouvernement de El Salvador	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TED	En combinaison avec le stage de l'OECA à Washington
16 juin 1999	17 juin 1999	<u>Colombie</u> Séminaire national Agriculture: préparatifs en vue des négociations à venir	Ministerio de Comercio Exterior	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
16 juin 1999	18 juin 1999	<u>Argentine</u> Colloque Participation au Comité directeur, à l'intention du réseau commercial latino-américain	CNUCED/ Banque interaméricaine de développement (BID)	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
19 juin 1999	19 juin 1999	<u>Bahamas</u> Conférence: célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Banque centrale des Bahamas; intégration dans l'économie mondiale des petits pays en développement axés sur les services, opportunités et défis	Banque centrale des Bahamas	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		TCD	Fonctionnaires des Bahamas, des Caraïbes, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et d'Europe. En combinaison avec la Grenade et la Jamaïque
6 juillet 1999	8 juillet 1999	<u>Argentine</u> Mission technique Logiciel de saisie des données sur PC; assistance technique à l'Argentine sur la BDI	SIECA/Banque interaméricaine de développement (BID)	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
12 juillet 1999	14 juillet 1999	<u>Pérou</u> Mission technique Logiciel de saisie des données sur PC; assistance technique au Pérou sur la BDI	SIECA/Banque interaméricaine de développement (BID)	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
19 juillet 1999	23 juillet 1999	<u>Guatemala</u> Mission technique Logiciel de saisie des données sur PC; assistance technique au Guatemala sur la BDI	SIECA/Banque interaméricaine de développement (BID)	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
19 juillet 1999	23 juillet 1999	<u>Îles Caïmans</u> Séminaire régional Cinquième séminaire annuel sur la politique - Débats sur des questions de politique régionale, internationale et nationale, les innovations techniques à l'échelle mondiale et les nouveaux services	Union des télé-communications des Caraïbes	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
2 août 1999	4 août 1999	<u>République dominicaine</u> Atelier régional Réunion interrégionale de spécialistes du secteur officiel sur l'ordre du jour de la Conférence ministérielle de Seattle	CNUCED	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TPRD, TCD	
9 août 1999	12 août 1999	<u>République dominicaine</u> Atelier régional Programme à l'intention des pays d'Amérique centrale – Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de Seattle	CNUCED	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, Inde, Indonésie, Jamaïque, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, République de Corée, République dominicaine, Singapour, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Zimbabwe
16 août 1999	17 août 1999	<u>Brésil</u> Séminaire national Séminaire sur la propriété intellectuelle	Association brésilienne de la propriété industrielle (ABPI)	Donateurs		IPD	
26 août 1999	27 août 1999	<u>Costa Rica</u> Atelier régional Mesures SPS - Défis et possibilités à venir dans le domaine de l'innocuité alimentaire	IICA (Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture); Banque mondiale; EMBRAPA (Entreprise brésilienne de recherche agronomique)	OMC/CT (budget ordinaire)	IICA	AgD	Brésil, Colombie, Costa Rica, Jamaïque, Mexique; BID, CARICOM, FAO, IAEA, IPPC, OIE, OPS
6 septembre 1999	7 septembre 1999	<u>Pérou</u> Réunion de fonctionnaires chargés de la politique commerciale de la Communauté andine - Préparatifs pour la Conférence ministérielle de l'OMC, à Seattle	SELA/ Communauté andine	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
23 septembre 1999	24 septembre 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Colloque Groupe de travail international sur la gestion du risque lié aux produits de base dans les pays en développement	FMI/Banque mondiale	Surplus sur assistance technique		ERAD	

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
30 septembre 1999	2 octobre 1999	<u>Saint-Kitts-et-Nevis</u> Atelier régional Opportunités et défis: compréhension de l'AGCS et préparatifs en vue d'un nouveau cycle portant sur le commerce des services	Secrétariat du Commonwealth	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
12 octobre 1999	13 octobre 1999	<u>Trinité-et-Tobago</u> Atelier régional Législation et politique de la concurrence	CNUCED/ CARICOM/UWI	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		IPD	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, (Barbade), (Belize), (Dominique), Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, (Sainte-Lucie), Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, (Suriname), Trinité-et-Tobago, OECO
16 octobre 1999	22 octobre 1999	<u>Guatemala</u> Mission technique Logiciel de saisie des données sur PC; assistance technique au Guatemala sur la BDI	SIECA/Banque interaméricaine de développement (BID)	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD	
26 octobre 1999	29 octobre 1999	<u>Mexique</u> Séminaire national Mondialisation économique et mondialisation du droit - Du GATT à l'OMC	Université nationale autonome du Mexique	Surplus sur assistance technique		TCD	
22 novembre 1999	24 novembre 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Conférence Revue de la diversification des économies africaines dans le contexte mondial - Présentation du Cadre intégré	Nations Unies	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	En combinaison avec la Conférence ministérielle de Seattle
29 novembre 1999	3 décembre 1999	<u>Argentine</u> Conférence Huitième congrès de l'OIV	OIV	Aucun coût pour l'OMC	Parrainé	IPD	

ANNEXE 3.e

ACTIVITÉS AUXQUELLES L'OMC A ÉTÉ INVITÉE (138)

MOYEN-ORIENT (14)

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD	
24 janvier 1999	25 janvier 1999	<u>Jordanie</u> Atelier régional L'AGCS, à l'intention des pays membres de la Banque islamique de développement	Banque islamique de développement	OMC/CT (budget ordinaire) (faux frais départ et arrivée)	Banque islamique de développement	TSD	Afghanistan, Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Indonésie, Iran, Iraq, Jordanie, Kazakstan, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Oman, Ouganda, Pakistan, Palestine, Qatar, République kirghize, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Syrie, Tadjikistan, Tchad, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Yémen	
1 ^{er} février 1999	1 ^{er} février 1999	<u>Liban</u> Mission technique OTC, à l'intention du personnel de la CESAO	CESAO	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	En combinaison avec la Jordanie (2-3 février 1999)	
10 février 1999	10 février 1999	<u>Émirats arabes unis</u> Conférence Organisation mondiale du commerce: incidences sur l'industrie et les affaires	Indian Business Council	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
13 février 1999	14 février 1999	<u>Arabie saoudite</u> Stage de formation Programme de formation sur "Les Accords de l'OMC et leurs incidences sur le monde arabe"	Chambre de commerce et de l'industrie de Djedda	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
22 février 1999	24 février 1999	<u>Oman</u> Séminaire régional Séminaire régional arabe de l'OMPI sur l'importance économique de la propriété intellectuelle	OMPI	OMPI		IPD		
24 avril 1999	24 avril 1999	<u>Koweït</u> Stage de formation L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention de fonctionnaires du Moyen-Orient	Banque mondiale/EDI	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
3 mai 1999	5 mai 1999	<u>Jordanie</u> Mission technique Techniques de négociation - Séance d'échange d'idées à l'intention des pays arabes	CNUCED/PNUD	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD		

Activités de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays invités/participants (aux activités régionales) Observations	Référence COMTD
15 mai 1999	16 mai 1999	<u>Émirats arabes unis</u> Colloque Réunion intergouvernementale de la CESAO	CESAO/ Ministère de l'économie et du commerce/ PNUD	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, Yémen
26 mai 1999	27 mai 1999	<u>Palestine</u> Stage de formation Modules de formation en diplomatie commerciale: ADPIC, MIC	CNUCED/ UNITAR/ PNUD	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
9 juin 1999	11 juin 1999	<u>Liban</u> Conférence Services de transport maritime et aérien dans la région arabe	CESAO	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
29 juin 1999	29 juin 1999	<u>Chypre</u> Atelier national Libéralisation/promotion des exportations dans le commerce des services	Gouvernement de Chypre/ Association des Conseils en gestion d'entreprises/ Fédération des employeurs chypriotes	Surplus sur assistance technique		TSD	
3 octobre 1999	6 octobre 1999	<u>Oman</u> Conférence Accords SPS – Cinquième conférence de la Commission régionale de l'OIE pour le Moyen-Orient: "Impact sur le commerce des animaux et produits d'origine animale au Moyen-Orient"	Office international des épizooties (OIE)	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
1 ^{er} novembre 1999	4 novembre 1999	<u>Liban</u> Colloque Réunion d'un groupe d'experts sur le commerce et l'environnement dans la région de la CESAO - Incidence des questions abordées par le CCE de l'OMC sur le commerce dans les États membres de la CESAO; études de cas tirés de la région de la CESAO; évaluation de la relation entre commerce et environnement par secteur	CESAO/ CNUCED/ Harvard Institution for International Development (HIID)	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	CESAO (indemnité journalière forfaitaire)	TED	Pays membres de la CESAO, organisations internationales (OMC, CNUCED, PNUE), organisations régionales (METAP, ENVIROTECH), experts (HIID, etc.), représentants de plusieurs ambassades, personnel de la CESAO
7 novembre 1999	10 novembre 1999	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire régional Points d'information dans le cadre des Accords OTC et SPS	PNUD/CCI/ OADIM	OMC/CT (budget ordinaire)	CCI	TCD	

ANNEXE II

ACTIVITÉS RÉALISÉES AU TITRE DU CADRE INTÉGRÉ

Ce tableau présente les missions organisées par l'OMC. On y trouvera des missions au cours desquelles certains PMA ont été invités à un séminaire régional en même temps que d'autres pays en développement; des missions effectuées dans différents PMA dans le cadre du programme JITAP; et les deux stages de politique commerciale de courte durée organisés à l'intention des PMA.

Date de début	Date de fin	Activités de coopération technique	Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays participants/Remarque
25 janvier 1999	27 janvier 1999	<u>Guinée</u> Atelier national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Report de 1998
8 février 1999	9 février 1999	<u>Soudan</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Pologne		IMRD, TCD	Activité initialement prévue en combinaison avec la République du Congo
8 février 1999	10 février 1999	<u>Népal</u> Atelier national Facilitation des échanges	Projet de facilitation des échanges du Népal/CNUCED	OMC/CT (budget ordinaire)		MAccD	
16 février 1999	17 février 1999	<u>États-Unis d'Amérique</u> Colloque Groupe de travail interinstitutions - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC/CNUCED/CCI/Banque mondiale/FMI/PNUD	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TCD	
22 février 1999	25 février 1999	<u>République centrafricaine</u> Atelier national L'OMC, le système commercial multilatéral et la BDI	UDEAC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale de la Suisse	UDEAC	TCD, Stat.D	
22 février 1999	26 février 1999	<u>Népal</u> Séminaire national Négociations commerciales	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TCD	
22 février 1999	26 février 1999	<u>Australie</u> Colloque 1. Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations de denrées alimentaires 2. Atelier à l'intention des fonctionnaires chargés des denrées alimentaires des PMA (25 février)	FAO/OMS	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		AgD	
24 février 1999	26 février 1999	<u>Suisse</u> Atelier régional 1. Atelier sur les Centres de référence pour 17 pays 2. Séminaire sur les prescriptions en matière de notification, ouvert à tous les Membres de l'OMC	OMC	Surplus sur assistance technique		IMRD	Angola, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Ghana, Guinée, Îles Salomon, Kenya, Malawi, Maldives, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, Tchad, Zambie
28 février 1999	4 mars 1999	<u>Bangladesh</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD	
9 mars 1999	12 mars 1999	<u>Tanzanie</u> Atelier régional OTC, mesures SPS, gestion de la qualité et certification, agriculture, à l'intention de l'Afrique de l'Est	OMC/CNUCED/CCI	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TED	

Date de début	Date de fin	Activités de coopération technique	Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays participants/Remarque
10 mars 1999	11 mars 1999	<u>Ouganda</u> Colloque L'OMC et la mise en œuvre du système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	
14 mars 1999	16 mars 1999	<u>Bangladesh</u> Atelier national Incidence de l'Accord sur les textiles et les vêtements sur le commerce et l'économie des PMA	OMC/CCI	OMC/CT (budget ordinaire)		TexD	
22 mars 1999	23 mars 1999	<u>Lesotho</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine; Fonds de soutien aux programmes		ID, IMRD	
22 mars 1999	23 mars 1999	<u>Samoa occidentale</u> Mission technique Création du Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD, ID	En combinaison avec les Fidji
23 mars 1999	26 mars 1999	<u>République centrafricaine</u> Colloque conjoint OMC/OMPI sur la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, à l'intention des PMA francophones subsahariens - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC/OMPI	Fonds d'affectation spéciale de la Suède	OMPI	IPD	
24 mars 1999	28 mars 1999	<u>Lesotho</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
25 mars 1999	26 mars 1999	<u>Cambodge</u> Séminaire national AGCS	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
27 avril 1999	7 mai 1999	<u>Cambodge</u> Mission technique Conseil juridique – Finalisation de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur	OMC	Surplus sur assistance juridique		TCD	Consultant
29 avril 1999	30 avril 1999	<u>Mali</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce - Mise en œuvre et ajustement de la législation (suite de 1998) - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	En combinaison avec le Ghana (JITAP)
3 mai 1999	6 mai 1999	<u>Djibouti</u> Séminaire régional Commerce, environnement et BDI à l'intention des pays africains francophones	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède; Fonds de soutien aux programmes		TED, StatD, TCD	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo, (UDEAC)

Date de début	Date de fin	Activités de coopération technique	Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays participants/Remarque
3 mai 1999	4 mai 1999	<u>France (pour la Tanzanie)</u> Colloque Réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale pour la Tanzanie (Cadre intégré en faveur des PMA - Suivi de la réunion de haut niveau)	Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Tanzanie
16 mai 1999	18 mai 1999	<u>Maldives</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		Formation, TCD	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka
20 mai 1999	21 mai 1999	<u>Guinée équatoriale</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TCD	
16 juin 1999	17 juin 1999	<u>Myanmar</u> Séminaire national Accord sur les textiles et les vêtements et obligations et procédures en matière de notifications de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine		TexD	D'autres activités seront décidées en accord avec les autorités du Myanmar
21 juin 1999	25 juin 1999	<u>Afrique du Sud</u> Atelier régional Préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle à l'intention des hauts conseillers des ministres du commerce des PMA	CNUCED	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas		DD	
21 juin 1999	23 juin 1999	<u>Zambie</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MAccD	
23 juin 1999	25 juin 1999	<u>Bangladesh</u> Colloque Groupe de travail interinstitutions - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC/CNUCED/ CCI/Banque mondiale/FMI/ PNUD	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
5 juillet 1999	8 juillet 1999	<u>Madagascar</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial international à l'intention des secteurs public et privé	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
8 juillet 1999	9 juillet 1999	<u>Madagascar</u> Mission technique Stage de formation sur le Centre de référence OMC et la BDI	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
12 juillet 1999	30 juillet 1999	<u>Suisse</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée, à l'intention de 21 PMA francophones - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, Togo
12 juillet 1999	13 juillet 1999	<u>Madagascar</u> Mission technique Mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane	OMC	OMC/CT (budget ordinaire); Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD	

Date de début	Date de fin	Activités de coopération technique	Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays participants/Remarque
21 juillet 1999	22 juillet 1999	<u>Éthiopie</u> Colloque Réunion d'échange d'idées sur le rôle de l'Afrique et de l'OMC pendant le nouveau millénaire	OMC/Commission économique africaine (CEA)	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		TCD, DD	
2 août 1999	6 août 1999	<u>Tanzanie</u> Mission technique Présentation commune du processus du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA, et de l'examen des politiques commerciales - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
2 août 1999	5 août 1999	<u>Guinée</u> Séminaire régional Mesures SPS et OTC, à l'intention des membres africains francophones de la Banque islamique de développement (10) - Incidences des Accords OTC et SPS pour les entreprises	OMC/CCI/ Banque islamique de développement; en coopération avec la FAO	Aucun coût	BID	TED	Bénin, Burkina Faso, Tchad, Comores, Djibouti, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo Programmé dans un premier temps au Sénégal; transféré en Guinée
18 août 1999	20 août 1999	<u>Ouganda</u> Séminaire régional Stage d'introduction à l'Accord sur les ADPIC et à d'autres aspects de la propriété intellectuelle	OMPI	Aucun coût	OMPI	IPD	Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Lesotho, Libéria, Maurice, Malawi, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, OUA, SADC
6 septembre 1999	10 septembre 1999	<u>Samoa occidentale</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention de la région Pacifique (ACP)	OMC/Secrétariat des ACP	OMC/CT (budget ordinaire) pour les faux frais de départ/arrivée à Genève	Fonds ACP/ Commission européenne	TCD	Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Secrétariat du forum
7 septembre 1999	10 septembre 1999	<u>Bénin</u> Atelier régional Questions concernant l'accès aux marchés, à l'intention de l'Afrique de l'Ouest (évaluation en douane, droits de douane, règles d'origine, intégration régionale, inspection avant expédition)	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana Consultants externes
13 septembre 1999	13 septembre 1999	<u>Suisse</u> Colloque Politique de la concurrence et société civile - Quatrième colloque	OMC/CNUCED/ Banque mondiale	Aucun coût	Banque mondiale, CNUCED, CE	IPD	Membres de l'OMC et observateurs
21 septembre 1999	24 septembre 1999	<u>Ouganda</u> Atelier régional Questions concernant l'accès aux marchés, à l'intention de l'Afrique de l'Est (évaluation en douane, droits de douane, règles d'origine, intégration régionale, inspection avant expédition)	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		MaccD	

Date de début	Date de fin	Activités de coopération technique	Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays participants/Remarque
22 septembre 1999	26 septembre 1999	<u>Niger</u> Séminaire national Questions de mise en œuvre et prescriptions en matière de notification: Commerce des biens et services, notifications sur les ADPIC - Commerce électronique - Base de données intégrée (BDI) - Préparation à la réunion de Seattle	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse; Fonds de soutien aux programmes		TCD	
26 septembre 1999	28 septembre 1999	<u>France</u> Colloque Séance d'échange d'idées sur la Conférence ministérielle pour les pays en développement	CCI	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
27 septembre 1999	1 ^{er} octobre 1999	<u>Cap-Vert</u> Mission technique Consultations sur les répercussions de l'adhésion à l'OMC pour le Cap-Vert	OMC	Fonds de soutien aux programmes		TCD	
4 octobre 1999	4 octobre 1999	<u>Suisse (pour la Tanzanie)</u> Séminaire national Préparatifs en vue d'une table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds du JITAP		TCD	La table ronde liée au commerce prévue au départ a été remplacée par une réunion informelle!
4 octobre 1999	8 octobre 1999	<u>Mauritanie</u> Séminaire national Questions de mise en œuvre et prescriptions en matière de notification - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		ERAD	
5 octobre 1999	8 octobre 1999	<u>Zambie</u> Séminaire national Préparatifs en vue d'une table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds de soutien aux programmes		TCD	
8 octobre 1999	9 octobre 1999	<u>Australie</u> Atelier régional Innocuité alimentaire, à l'intention des PMA	Commission FAO/ Codex Alimentarius	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	Plus de 50 pays en développement
11 octobre 1999	15 octobre 1999	<u>Mauritanie</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		ERAD	
11 octobre 1999	13 octobre 1999	<u>Djibouti</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention de l'IGAD	OMC/IGAD	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni	IGAD	TCD	Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan
12 octobre 1999	12 octobre 1999	<u>Autriche</u> Colloque Présentation du Cadre intégré de l'OMC à la direction de l'ONUDI	ONUDI	Fonds de soutien aux programmes		DD	
14 octobre 1999	14 octobre 1999	<u>Tanzanie</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau - Cadre intégré	OMC/CNUCED/ CCI/Banque mondiale/FMI/ PNUD	Fonds de soutien aux programmes		TCD	

Date de début	Date de fin	Activités de coopération technique	Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays participants/Remarque
18 octobre 1999	20 octobre 1999	<u>Éthiopie</u> Séminaire régional Réunion spéciale d'un groupe d'experts sur le thème de l'Afrique après le Cycle d'Uruguay: renforcement du développement des compétences de l'Afrique en prévision du prochain Cycle	OMC/Commission économique africaine (CEA)	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
19 octobre 1999	21 octobre 1999	<u>Ouganda</u> Atelier régional Les Accords de l'OMC et l'agriculture, à l'intention des pays de la Communauté est-africaine	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		AgD	Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie
25 octobre 1999	29 octobre 1999	<u>Ouganda</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane – Collecte d'informations, réunions avec le groupe de travail	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		MAccD	Un fonctionnaire de l'OMC et un consultant
1 ^{er} novembre 1999	19 novembre 1999	<u>Suisse (Genève)</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée, à l'intention de 24 PMA anglophones - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Nouvelle-Zélande, Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni		TCD	Afghanistan, Bhoutan, Cambodge, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Malawi, Maldives, Maurice, Mozambique, Myanmar, Népal, Ouganda, République démocratique populaire lao, Samoa occidentale, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tuvalu, Vanuatu, Zambie
4 novembre 1999	5 novembre 1999	<u>Ouganda</u> Atelier national Colloque de haut niveau: l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	
8 novembre 1999	11 novembre 1999	<u>Bangladesh</u> Mission technique Accompagnement d'une mission d'examen des politiques commerciales	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède		TCD	
8 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Éthiopie</u> Atelier régional Analyse comparée des engagements contractés par les pays africains dans le cadre du traité établissant la Communauté économique africaine et le système commercial multilatéral	Commission économique africaine (CEA)	Fonds d'affectation spéciale de la Suède	CEA (pour un fonctionnaire de l'OMC)	TCD, ERAD	Afrique du Sud, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Maurice, Nigéria, Soudan, Zambie, Zimbabwe
8 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Burkina Faso</u> Atelier national Agriculture	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	
11 novembre 1999	12 novembre 1999	<u>Haïti</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège		TCD	
22 novembre 1999	23 novembre 1999	<u>Burkina Faso</u> Atelier national Colloque de haut niveau: l'OMC et le système commercial multilatéral, à l'intention des responsables des orientations politiques	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP		TCD	

Date de début	Date de fin	Activités de coopération technique	Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Pays participants/Remarque
23 novembre 1999	24 novembre 1999	<u>Suisse (pour la Gambie)</u> Séminaire national Table ronde liée au commerce – Ajustement de la législation - Suivi de la Réunion de haut niveau	OMC/CNUCED/ CCI/Banque mondiale/FMI/ PNUD	[.....]		TCD	
29 novembre 1999	3 décembre 1999	<u>Mali</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		ERAD, MAccD	
13 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>République démocratique du Congo</u> Mission technique Assistance technique sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		MaccD	Un fonctionnaire de l'OMC et un consultant
13 décembre 1999	14 décembre 1999	<u>Mali</u> Mission technique Assistance technique sur la base de données intégrée (BDI) - Présentation de la BDI - Consultations avec différents services du gouvernement	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
13 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>Guinée</u> Séminaire national Questions de mise en œuvre et prescriptions en matière de notification - Présentation de la BDI - Propriété intellectuelle	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD	
14 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>Népal</u> Mission technique L'OMC et le système commercial multilatéral	CESAP	Fonds de Hong Kong, Chine	CESAP	TCD	
16 décembre 1999	17 décembre 1999	<u>Togo</u> Mission technique Assistance technique sur la base de données intégrée - Présentation de la BID - Consultations avec différents services du gouvernement	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	

ANNEXE III

**CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC:
PERSONNES À CONTACTER ET ADRESSES**

Pays	Personnes à contacter et adresses
Angola	M. Joao Lusevikueno, Directeur national de la coopération internationale, Ministère du commerce, Largo 4, de Fevereiro 3, Luanda, Angola. Tél.: 00244-2-33-8737; télécopie: 00244-2-33-1318; adresse électronique: minco.gii@ebonet.net
Antigua-et-Barbuda	M. Colin Murdoch, Secrétaire permanent, Ministère des affaires étrangères, Queen Elizabeth Highway, St. John's. Tél.: 001268-462-4956; télécopie: 001268-462-3225; adresse électronique: minforeign@candw.ag
Bahreïn	M. A. Zainalabedine, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, P. O. Box 5479, Manaama, Bahreïn. Tél.: 00973-531-063; télécopie: 00973-536-145; adresse électronique: n.d.
Bangladesh	M. A. Kamal, Cosecraire, Office du commerce international, Ministère du commerce, Secrétariat du Bangladesh, Dhaka. Tél.: 00880-2-869-508; télécopie: 00880-2-865-741; adresse électronique: minofcom@bdonline.com
Barbade	M. Samuel Chandler, Secrétaire permanent (Commerce extérieur), Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, Jemmotts Lane, St. Michael, Barbade. W. I. Tél.: 001 246 430 1200; télécopie: 001 246 228 7840; adresse électronique: trade@foreign.barbadosgov.org / pscarcomu@caribsurf
Bénin	M. Segnon Quenum, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme, B.P. 2037 Cotonou, République du Bénin. Tél.: 00229-307 010; 00229-307-014/15; télécopie: 00229-307-031; adresse électronique: mcatdce@intnet.bj
Bhoutan	M. Pema Rinchen, Responsable des relations avec l'OMC, Division du commerce, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box 41, Thimphu, Bhoutan. Tél.: 00975-2-322407; télécopie: 00975-2-323936; adresse électronique: bepe@druknet.net.bt
Botswana	M. K. Laletsang, Directeur adjoint (Commerce extérieur) ou M. Moses Ngkari, Responsable du commerce international, Département du commerce et de la consommation, Ministère du commerce et de l'industrie, Private Bag 00252, Gaborone, Botswana. Tél.: +267-306-904; télécopie: +267-375-239; adresse électronique: mknkgari@gov.bw et klaletsang@hotmail.com
Burkina Faso	Mme Albertine Sawadogo-Simpore, Direction générale du commerce, Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, 01 BP 517 Ouagadougou 01. Tél.: 00226-324-786/87; télécopie: 00226-324-828; adresse électronique: mcia@cenatrin.bf
Burundi	M. Emmanuel Nkengurutse, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, BP 492, Bujumbura. Tél.: 00257-22-2204; télécopie: 00257-22-5595; adresse électronique: comext@cbinf.com
Cambodge	M. Tekreth Samrach, Directeur adjoint, Division des Organisations asiatiques et internationales, Ministère du commerce, 20 A-B, Preash Norodom Blvd, Phnom Penh, Royaume du Cambodge. Tél.: 00855-15-833-446; télécopie: 00855-23-426-396; adresse électronique: wtooffice@camnet.com.kh
Cap-Vert	M. José Julio Monteiro Sanches, Directeur du commerce, Ministère du tourisme, de l'industrie et du commerce, Praia, Cap-Vert. Tél.: 00238-613-142; télécopie: 00238-613-897; adresse électronique: dgcind@mail.cvtelecom.cv
Côte d'Ivoire	M. V. Sahouet Bizié, Directeur, Direction de la promotion du commerce extérieur, Ministère du commerce, B.P. V143, Abidjan. Tél.: 00225-212-635; télécopie: 00225-212-334; adresse électronique: minicomex@netafri.ci

Pays	Personnes à contacter et adresses
Cuba	Mme Ileana Paéz Márquez, Chef du Service d'information commerciale, Ministère du commerce extérieur, Infanta 16, Esq. Calle. 23, Vedado, La Habana, Cuba. Tél.: 00537-543-162; télécopie: 00537-662-220; adresse électronique: cepepsic@infocex.cu
Djibouti	M. Ahmed Ibrahim, Ministère du commerce et du tourisme, B.P. 121-24, Djibouti. Tél.: 00253-353-253; télécopie: 00253-354-909; adresse électronique: Commerce@intnet.dj ou ibrahim@intnet.dj
Dominique	M. Allan J. Paul, Directeur, Commerce et marketing; Ministère des affaires étrangères, Commerce et marketing; Government Headquarters, Kennedy Avenue, Roseau. Tél.: 001 767-448-2401 poste 3202; télécopie: 001-767-448 6103/001 767-448 52 00; adresse électronique: domtrade@cwdom.dm
EAU: Émirat d'Abu Dhabi	Mme Mariam M. Al Rumaithy, Chambre de commerce et d'industrie d'Abu Dhabi, P. O. Box 662, Abu Dhabi. Tél.: 009712 617 7151; télécopie: 009712 325 675; adresse électronique: mariam.romaithy@adcci.gov.ae
EAU: Émirat de Dubaï	Dr Soheir Elsabaa/M. Nahla Qasrawi, Chercheur, Chambre de commerce et de l'industrie de Dubaï, P. O. Box 1457, Dubaï. Tél.: 00971 4 202 8272; télécopie: 00971 4 2211 646; adresse électronique: s.elsabaa@dcci.gov.ae et nahla.kasrawi@dcci.org.ae
Égypte	M. Fadel Mohamed Yacoub, Attaché commercial (Coordonnateur de l'OMC), Département de l'Organisation économique internationale, 96 Ahmed Orabi Street, Mohandeseen Guiza, Le Caire, Égypte. Tél.: (202) 347-1890; télécopie: (202) 345-1840; adresse électronique: wtotam@idsc.gov.eg
Éthiopie	M. Petros Kasahun, Chef du service Information et documentation, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box 704, Addis-Abeba. Tél.: 002511-152-502; télécopie: 002511-545-411; adresse électronique: TPAddis@telecom.net.et
Fidji	M. Amena V. Yauvoli, Premier secrétaire assistant (OMC), Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, Government Buildings, Suva, Fidji. Tél.: 00679 211 609; télécopie: 00679 301 741; adresse électronique: ayauvoli@govnet.gov.fj
Gabon	M. Luc Pandjo Boumba, Directeur général du commerce, ou Mme Flore Mbina Yangou, Responsable du commerce international, Ministère du commerce, du tourisme, du développement, de l'industrie et de l'artisanat, Libreville, Gabon. Tél.: +241-760-991; télécopie: +241-721-538; adresse électronique: commerce@inet.ga et missyangou@caramail.com
Gambie	M. Bai Ibrahim Jobe, Secrétaire permanent Ag, Département d'État du commerce, de l'industrie et de l'emploi, NIPA Building, Buckle Street, Banjul, Gambie. Tél.: 00220-228-369; télécopie: 00220-227-756; adresse électronique: mintrade@qanet.gm
Ghana	M. Kofi Larbi, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box M47, Accra. Tél.: 00233-21-663-188; télécopie: 00233-21-662-428; adresse électronique: MOTI@ighmail.com
Grenade	M. Curlan Gilchrist, Directeur du commerce, Government Financial Complex Buildings St. George's, Grenade W1. Tél.: 001-473-440-2101; télécopie: 001-473-440-0775; adresse électronique: wtogda@caribsurf.com
Guinée	Mme Salématou Camara Bangoura, Chef de la Section information et documentation à la Direction nationale du commerce et de la concurrence, Ministère du commerce, de l'industrie et des PME, B.P. 468, Conakry, Guinée. Tél.: 00224-45-3737; télécopie: 00224-41-3990; adresse électronique: dncc@leland-gn.org
Guinée équatoriale	M. Jeronimo Osa Osa-Ecoro, Directeur général du commerce, Ministère de l'industrie, du commerce et de la promotion des petites et moyennes entreprises, Malabo. Tél.: 00240-922-33; télécopie: 00240-950-66; adresse électronique: n.d.

Pays	Personnes à contacter et adresses
Guinée-Bissau	M. Sako Camara, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, du tourisme, de l'industrie et de l'artisanat, B. P. 85, 1000 Bissau, Guinée-Bissau. Tél.: 00245-21-1682; télécopie: 00245-20-1769; adresse électronique: secita@sol.gtelecom.gw
Guyana	Mme Natasha Sweatnam, Assistant administratif auprès du Ministre, Ministère du commerce, du tourisme et de l'industrie, 229 South Road, Georgetown, Guyana. Tél.: 00592 2 54176; télécopie: 00592 2 54310. adresse électronique: mtti@sdpn.org.gy
Haïti	M. Jean-Elie Daniel, Directeur général, Ministère du commerce et de l'industrie, Port-au-Prince, Haïti. Tél.: 00509-22-5674; télécopie: 00509-23-8402; adresse électronique: mcidg@compa.net
Îles Salomon	M. Heinz Vaekesa, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'emploi et du tourisme, P. O. Box G26, Honiara, Îles Salomon. Tél.: 00677-21847; télécopie: 00677-26075; adresse électronique: trade@commerce.gov.sb
Jamaïque	Mme Marcia Thomas, Responsable du service Étranger, Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, 21 Dominica Drive, Kingston 5, Jamaïque. W.I. Tél.: 001-876-926-4220/8; télécopie: 001-876-929-6733; adresse électronique: ftmfaja@cwjamaica.com OU mfaftjam@cwjamaica.com
Kenya	M. Lawrence Makumba, Département du commerce extérieur, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box 43137, Nairobi. Tél.: 00254-2-340-010/224-6; télécopie: 00254-2-226-036; adresse électronique: kextrade@africaonline.co.ke
Koweït	M. Abdulla A. Al-Qallaf, Directeur des Organisations internationales, Chef de l'unité OMC, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box 2944, SAFAT 13030, Koweït. Tél.: 00965-248-3716; télécopie: 00965-244-6482; adresse électronique: zmcift@ncc.moc.kw
Laos	Mme Khemmani Pholsena, Directeur général, Département du commerce extérieur, Ministère du commerce et du tourisme, P. O. Box 4107, Vientiane, République démocratique populaire lao. Tél.: 00856-21-412-008, 415-927; télécopie: 00856-21-412-434; adresse électronique: kembane@laotel.com ; Lasmac@laonet.net
Lesotho	Mme Lineo Lebona, Responsable de la promotion commerciale, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box 747, Maseru 100, Royaume du Lesotho. Tél.: 00266-322-138; télécopie: 00266-310-326; adresse électronique: tradepu@lesoff.co.za
Macao	Florinda Chan, Directeur, Services économiques de Macao. Tél.: 00853-386-937; télécopie: 00853-590-310; adresse électronique: wto@economia.gov.mo ; florinda.chan@economia.gov.mo
Madagascar	Mme Soanirinela, Directeur du commerce international, Ministère du commerce et de la consommation, Ambohidahy, Antananarivo 101. Tél.: 00261 20 22 26140; télécopie: 00261 20 22 26426; adresse électronique: mincom@dts.mg
Malawi	M. Vivian Chingwalu, Responsable supérieur du commerce, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box 30366, Lilongwe, Malawi. Tél.: 00265-780-244; télécopie: 00265-782-183; adresse électronique: Minci@malawi.net
Maldives	Fazeel Najeab, Directeur adjoint, Investissement, Ministère du commerce, des industries et du travail, Ghaazee Building, Ameer Ahmed Magu, Male 20-05, République des Maldives. Tél.: 00960-32-8181; télécopie: 00960-32-3840; adresse électronique: trademin@dhivehinet.net.mv
Mali	Mme Sangaré Niamoto, Chef de Division du commerce extérieur, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, B. P. 234, Bamako, Mali. Tél.: 00223-22-4928; télécopie: 00223-22-3577; adresse électronique: dnae@datatech.toolnet.org

Pays	Personnes à contacter et adresses
Maroc	M. Najib Kalaitlamsani, Responsable de la Cellule informatique et information, Direction des relations commerciales internationales, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, 63 avenue My Youssef, Rabat, Maroc. Tél.: 00212-7-703-363; télécopie: 00212-7-700-137; adresse électronique: KALAIN@mcinet.gov.ma
Maurice	M. A. Bhuglah, Responsable du commerce, Division du commerce international, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, Port-Louis. Tél.: 00230-208-9954; télécopie: 00230-212-6368; adresse électronique: motas@bow.intnet.mu
Mauritanie	M. Mohamed Lemine Ould Lemeimy, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme, Nouakchott, Mauritanie. Tél.: 00222-2-51057; télécopie: 00222-2-56343; adresse électronique: comext@mauritania.mr
Mongolie	M. D. Munkhjargal, Responsable du commerce extérieur, Ministère des affaires étrangères, Enkhtaivan Str. 7A, Oulan-Bator, Mongolie. Tél.: 00976-1-311-311; télécopie: 00976-1-322-127; adresse électronique: munkhjargal@magicnet.mn
Mozambique	M. Nicolau Sululo, Directeur national du commerce extérieur, Ministère des industries, du commerce et du tourisme, P. O. Box 1831, Maputo, Mozambique. Tél.: 002581-43-1206; télécopie: 002581-43-0058; adresse électronique: dnceomc@virconn.com OU Chicamba@mictur.imoz.com
Myanmar	M. U Nyunt Aye, Directeur général, Direction du commerce, Ministère du commerce 228/240 Strand Road, Yangon, Myanmar. Tél.: 0095-1-28-6442; télécopie: 0095-1-28-9578, 28-4823; adresse électronique: COM@mptmail.net.mm
Namibie	Mme Paulina Elago, Directeur du commerce international, Ministère du commerce et de l'industrie, Private Bag 13340, Windhoek. Tél.: 00264-61-283-7287 /7291; télécopie: 00264-61-253-865; adresse électronique: katjipuka@mti.gov.na OU elago@mti.gov.na
Népal	Dr Hiramani Ghimire, Sous-Secrétaire, Ministère du commerce, Katmandou, Royaume du Népal. Tél.: 00977-1-224-805; télécopie: 00977-1-225-594; adresse électronique: moc@wlink.com.np
Niger	Mme Mamadou Aïchatou, Directrice du commerce extérieur, Ministère du commerce et de l'industrie, B.P. 480, Niamey, Niger. Tél.: 00227-73-2974; télécopie: 00227-73-2150; adresse électronique: nicom@intnet.ne
Ouganda	M. Peter Elimu Elyetu, Département du commerce extérieur, Ministère du tourisme, du commerce et de l'industrie, P. O. Box 7103, Kampala. Tél.: 00256-41-231-104; télécopie: 00256-41-251-578; adresse électronique: mintrade@starcom.co.ug
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Mme Selline Leo, Responsable du service Étranger, Département des affaires étrangères et du commerce, P. O. Box 422, Waigani-Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée. Tél.: 00675 301 4227; télécopie: 00675 323 1011; adresse électronique: wto_unit@datec.com.pg
République centrafricaine	M. Timothé Koli Passé, Directeur du commerce extérieur, Ministère de l'industrie, du commerce, et des PME-PMI, Bangui, République centrafricaine. Tél.: 00236-61-1055; télécopie: 00236-61-7538; adresse électronique: mincomde@intnet.cf
République démocratique du Congo	M. Wemo Djunga, Conseiller, Ministère du commerce extérieur, 2381, avenue de la justice, BP 3095 Kinshasa Gombe, République démocratique du Congo. Tél.: 00243-880-2030; télécopie: 00243-880-2537; adresse électronique: rdccom@ic.cd
République dominicaine	Mme Maritza Amalia Guerrero, Ambassadeur technique, Chargée des affaires du GATT/OMC, Secrétaire d'État pour les relations extérieures, Avenida Independencia, Santo Domingo. Tél.: 001-809-535-9730; télécopie: 001-809-535-9610; adresse électronique: serex@serex.gov.do OU mguerrero@serex.gov.do

Pays	Personnes à contacter et adresses
Rwanda	Mme R. Drocella, Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives, B.P. 73, Kigali, République rwandaise. Tél.: 00250-74725; télécopie: 00250-75465; adresse électronique: minicom@rwandatell.rwanda1.com
SADC, Secrétariat de la	M. Elliott D.M. Odirile, Statisticien, ou M. Fudzai Pamacheche, Économiste principal, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana. Tél.: +267-351-863; télécopie: +267-372-848; adresse électronique: elliott@sadc.int et fudzai@sadc.int
Sainte-Lucie	Mme Elma Gene Isaac, Responsable supérieur du Service étranger, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, New Government Buildings, The Waterfront. Castries, Sainte-Lucie. W. I. Tél.: 001 758 452 1178; télécopie: 001 758 452 7427; adresse électronique: foreign@candw.lc
Saint-Kitts-et-Nevis	Mme Kemoy Liburd Chow, Responsable de l'investissement et du commerce, Ministère du commerce, de l'industrie, des relations avec la CARICOM, de la jeunesse, des sports et de la communauté, P. O. Box 186, Church Street, Basseterre, Saint-Kitts-et-Nevis. W. I. Tél.: 001 869 465 2521; télécopie: 001 869 465 1778; adresse électronique: mintica@caribsurf.com
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M. Ellison Clarke, Responsable du commerce, Département du commerce, de l'industrie et de la consommation, Egmont Street, Kingstown, Saint-Vincent-et-les Grenadines. Tél.: 001-784-456-2442; télécopie: 001-784-457-2880; adresse électronique: mtrade@caribsurf.com
Samoa	Mme Margaret Malua, Responsable Politique et recherche, Département du commerce et de l'industrie, P. O. Box 862, Apia, Samoa. Tél.: 00685 20471; télécopie: 00685 21646; adresse électronique: tci@samoanet.net
Sénégal	M. Amadou Habibou Ndiaye, Directeur du commerce extérieur, Direction du commerce extérieur, Ministère du commerce et de l'artisanat, Rue Emile Zola (angle Leblanc), Building Administratif, Boîte postale 4057, Dakar. Tél.: 00221-821-5725; télécopie: 00221-822-3209; adresse électronique: nhabibou@cyg.sn / dmomar@cyg.sn
Seychelles	M. Jean-Claude d'Offay, Directeur général, Ministère des finances et des communications, Central Bank Building, P. O. Box 313, Victoria. Tél.: 00248-382-015; télécopie: 00248-225-265; adresse électronique: mofwto@seychelles.net
Soudan	M. Bashir El Gieli Ahmed, Ministère du commerce extérieur, Khartoum. Tél.: 00249-11 776-933; télécopie: 00249-11-773-950; adresse électronique: moftio@sudanet.com
Sri Lanka	M. M. M. Abdul Raheem, Directeur adjoint du commerce, Ministère du commerce intérieur et international, Département du commerce, P. O. Box 1507, 4 th Floor, Rakshana Mandraya, 21 Vauxhall Street, Colombo 2, Sri Lanka. Tél.: 00941-332-683; télécopie: 00941-430-233; adresse électronique: fortrade@sri.lanka.net
Suriname	M. Wong Lun Hing, Ministère du commerce et de l'industrie, Nieuwe Haven, P. O. Box 557, Paramaribo, Suriname. Tél.: 00597 402 339; télécopie: 00597 402 602, ou 00597 402 692; adresse électronique: dirhi@sr.net OU odhi@sr.net
Tanzanie	M. Harold P. Mushi, Responsable principal du commerce et Chef de la section de commerce extérieur, Ministère des industries et du commerce, P. O. Box 9503, Dar es Salaam. Tél.: 00255-51-180-418; télécopie: 00255-51-180-371; adresse électronique: mic@intafrica.com
Tchad	M. Madibaye Djimadoubaye, Directeur du commerce extérieur, Ministère du développement industriel, commercial et artisanal, B.P. 424, N'Djaména, République du Tchad. Tél.: 00235-52-3049; télécopie: 00235-52-3534; adresse électronique: mdica.dg@intnet.td
Togo	M. Simfeyedjowa Manamba, Administrateur civil, Chef de Division, Ministère de l'industrie et du commerce, Lomé, Togo. Tél.: 00228-210-552; télécopie: 00228-210-572; adresse électronique: min_cizf@rdd.tg

Pays	Personnes à contacter et adresses
Tonga, Royaume de	Mme S. Vaimoana Fakatulolo, Responsable supérieur du commerce, Ministère du travail, du commerce, des industries et du tourisme, P. O. Box 110, Nuku'alofa, Royaume de Tonga. Tél.: 00676 23688; télécopie: 00676 23887; adresse électronique: commerce@kalianet.to; mlci_commerce@hotmail.com; sec-lci@Kalianet.to
Trinité-et-Tobago	Mme J. Charles, Ministère du commerce et de l'industrie, Riverside Plaza, Level 15, Cor. Besson and Picadilly Streets, Port-of-Spain. Tél.: 001-868-623-2931; télécopie: 001-868-627-8488; adresse électronique: minti@trinidad.net
Tunisie	Mme Khadidja Chahloul, Direction générale de la coopération économique et commerciale, Ministère du commerce, 37 avenue Khereddine Pacha, 1002 Tunis. Tél.: 002161-785-634; télécopie: 002161-781-324; adresse électronique: mcomm1@risala.ati.tn / Khedija@Chahloul.ati.tn
Vanuatu	M. Maxwell Maltok, Responsable supérieur du commerce, Ministère du commerce et du développement des entreprises, Private Mail Bag 030, Port Vila, Vanuatu. Tél.: 00678 22770; télécopie: 00678 25640; adresse électronique: trade@vanuatu.com.vu
Zambie	Mme Brigitte Chilala, Sous-Directeur, Commerce extérieur, Ministère du commerce et de l'industrie, P. O. Box 31968, Lusaka. Zambie. Tél.: 00260-1-221-475; télécopie: 00260-1-226-673; adresse électronique: comtrade@zamnet.zm